



25 MAI 1965

# Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 22 mai 1965

Quebec, Saturday, May 22, 1965

## Règlements

## Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

**Tarif des annonces, abonnements, etc.**

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

*L'Imprimeur de la reine,*

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 5 mai 1962.

8903 — 1-52-0

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

*Queen's Printer.*

Parliament Buildings,  
Québec, May 5, 1962.

8903 — 1-52-0

**Lettres patentes****A. B. C. Printers & Stationers Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, Stanley Cytrynbaum et Morton Bell, avocats, 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs généraux, sous le nom de « A. B. C. Printers & Stationers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1614-65

**Noik Abelsky Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Albert Marcus, Isidore R. Prazoff et Abraham Feiner, avocats, 491, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Noik Abelsky Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

**Letters Patent****A. B. C. Printers & Stationers Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence L. Fligel, Stanley Cytrynbaum and Morton Bell, advocates, of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general printers, under the name of "A. B. C. Printers & Stationers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-0

1614-65

**Noik Abelsky Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Marcus, Isidore R. Prazoff and Abraham Feiner, advocates, of 491 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Noik Abelsky Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 2e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1542-65

**Acco inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Denise Cloutier, secrétaire, fille majeure, 3590, Messier, Montréal, Marcel Trudeau, avocat, 251, Victoria, Longueuil, et Gérard Beau-pré, avocat, 155, Hickson, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, relieurs, entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Acco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$25 chacune et en 1,200 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8991, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 2e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1655-65

**Agence de pneus St-Félicien Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1965, constituant en corporation: Réal Verreault, 43, boulevard Lévesque, Marcel Auclair, 3, rue Gagnon, tous deux industriels, et Philippe Pilote, commerçant, 10, rue St-Georges, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pneus et autres accessoires d'automobiles, sous le nom de « Agence de pneus St-Félicien Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Notre-Dame, St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 18e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1240-65

**Alpha Fur Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Montréal, Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, et Brahm L. Campbell, 5500, Snowdon, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de fourrure, sous le nom de « Alpha Fur Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 2nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1542-65

**Acco inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denise Cloutier, secretary, fille majeure, 3590 Messier, Montreal, Marcel Trudeau, advocate, 251 Victoria, Longueuil, and Gérard Beau-pré, advocate, 155 Hickson, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, binders, contractors and publicity counsellors, under the name of "Acco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$25 each and 1,200 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at 8991 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1655-65

**Agence de pneus St-Félicien Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Verreault, 43 Levesque Boulevard, Marcel Auclair, 3 Gagnon Street, both industrialists, and Philippe Pilote, merchant, 10 St-Georges Street, all three of St-Félicien, for the following purposes:

To carry on the business of tires and other automobile accessories, under the name of "Agence de pneus St-Félicien Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame Street, St-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 18th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1240-65

**Alpha Fur Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Montreal, Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, and Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on generally a fur business, under the name of "Alpha Fur Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1685-65

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

— RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1685-65

**Anjou Shopping Plaza Ltd.  
Centre d'achat Anjou Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, c.r., 32, Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, Alan Zebulon Golden, 4067, avenue Vendôme, Montréal, tous trois avocats, et Yvonne Belanger, secrétaire, fille majeure, 4650, avenue Madison, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un centre commercial, sous le nom de « Anjou Shopping Plaza Ltd.—Centre d'achat Anjou Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » de \$10 chacune et 5,000 actions catégorie « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1663-65

**Anjou Shopping Plaza Ltd.  
Centre d'achat Anjou Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Fischel Vineberg, q.c., 32 Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, Alan Zebulon Golden, 4067 Vendôme Avenue, Montreal, all three advocates, and Yvonne Belanger, secretary, fille majeure, 4650 Madison Avenue, Montreal, for the following purposes:

To operate a commercial center, under the name of "Anjou Shopping Plaza Ltd.—Centre d'achat Anjou Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 class "A" shares of \$10 each and 5,000 class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1663-65

**Associated Office Administrators of Quebec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: George Appleton, comptable, 280, chemin Markham, Mont-Royal, Frank Ernest Legault, assistant-comptable, 225, rue St-Louis, Dorval, Roy Waigh, secrétaire, 2050, rue St-Luc, app. 1404, Montréal, Peter Larivière, analyste senior dans le domaine des affaires, 65, rue Lepage, Dorval, Alfred Hawker, gérant de bureau, 4549, rue King Edward, Montréal, Gordon Hooper, comptable de division, 70, rue Dahlia, Dorval, Douglas Lang, assistant-surintendant, 64, boulevard Salaberry, Châteauguay, Gerald Stevens, analyste senior de méthodes, 5140, rue George-Simpson, Lachine, et Lorne Sullivan, surveillant de méthodes, 3919, boulevard Cavendish, Montréal, pour les objets suivants:

Stimuler et favoriser les progrès de la connaissance dans le domaine de la gestion et de l'administration de bureau, sous le nom de « Associated Office Administrators of Quebec ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1733-65

**Associated Office Administrators of Quebec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: George Appleton, accountant, 280 Markham Road, Mount-Royal, Frank Ernest Legault, assistant accountant, 225 St-Louis Street, Dorval, Roy Waigh, secretary, 2050 St. Luke Street, Apt. 1404, Montreal, Peter Larivière, senior business analyst, 65 Lepage Street, Dorval, Alfred Hawker, office manager, 4549 King Edward Street, Montreal, Gordon Hooper, area accountant, 70 Dahlia Street, Dorval, Douglas Lang, assistant superintendent, 64 Salaberry Boulevard, Châteauguay, Gerald Stevens, senior methods analyst, 5140 Sir George-Simpson Street, Lachine, and Lorne Sullivan, methods supervisor, 3919 Cavendish Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To promote and encourage the advancement of knowledge in the field of office management and administration, under the name of "Associated Office Administrators of Quebec".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-c

1733-65

**Association Radio Castor inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Place d'Auteuil, tous deux avocats, de Duvernay, et Cécile Fournier, secrétaire, veuve non remariée de Paul Fournier, 3089, rue Bossuet, Montréal, pour les objets suivants:

Groupier en association les personnes intéressées à la science de la radio en général et promouvoir leurs connaissances dans la pratique de cette science, sous le nom de « Association Radio Castor inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1783-65

**Atlic administration Itée  
Atlic Administration Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Claude E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont Royal, Jean-Claude Pothier, 7171, Sagard, Montréal, et Jean Lefrançois, 191 avenue Maplewood, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme gérants et surveillants, sous le nom de « Atlic administration Itée — Atlic Administration Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797 1698-65

**B. H. O. Zenith Service Station Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Rolf Birchler, mécanicien, 21, rue Trottier, Dollard-des-Ormeaux, Stephen Hidvegi, mécanicien, 4452, Carlton, Montréal, et Stephen Ory, contremaître, 4586, Décarie, # 6, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un poste de service et d'une boutique de carrosserie, de réparation générale et de garage, sous le nom de « B. H. O. Zenith Service Station Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

**Association Radio Castor inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 d'Auteuil Place, both advocates, of Duvernay, and Cécile Fournier, secretary, unmarried widow of Paul Fournier, 3089 Bossuet Street, Montreal, for the following purposes:

To group into association the persons interested to radio science in general, and to promote their knowledge in the exercise of this science, under the name of "Association Radio Castor inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Verdun judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1783-65

**Atlic administration Itée  
Atlic Administration Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, Jean-Claude Pothier, 7171 Sagard, Montreal, and Jean Lefrançois, 191 Maplewood Avenue, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To act as managers and supervisors, under the name of "Atlic administration Itée — Atlic Administration Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 1698-65

**B. H. O. Zenith Service Station Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolf Birchler, mechanic, 21 Trotter Street, Dollard-des-Ormeaux, Stephen Hidvegi, mechanic, 4452 Carlton, Montreal, and Stephen Ory, foreman, 4586 Décarie, # 6, Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of a service station and body shop and general auto repair and garage, under the name of "B. H. O. Zenith Service Station Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of a par value of \$10 each and 3,400 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 7e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797 1564-65

#### Beaugrand Champagne & cie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Lucien Ducharme, avocat, 779, Louis-Normandin, Boucherville, Dr Jean-Guy Bérubé, optométriste, 94, rue Clifton, St-Bruno-de-Montarville, et René Aubé, commis, 957, rue Hôtel de Ville, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs, sous le nom de « Beaugrand Champagne & cie limitée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3385, rue Maplewood, appartement 30, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 15e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1784-65

#### Bélisle auto limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jacques Bélisle, garagiste, Jocelyn Bélisle, homme de service, tous deux de Grande-Ligne, St-Blaise, et Claude Durocher, comptable, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Bélisle auto limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grande-Ligne, St-Blaise, comté de St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 8e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1651-65

#### Bertaul construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jacques Henri, comptable, 4268, Fabre, Jean-Paul Berti, comptable agréé, 2181, St-Donat, et Marie-Paule Larouche, infirmière licenciée, 6320, 44e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et comme compagnie de transport, sous le nom de « Bertaul construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary  
this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 1564-65

#### Beaugrand Champagne & cie limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Ducharme, advocate, 779 Louis-Normandin, Boucherville, Dr. Jean-Guy Bérubé, optometrist, 94 Clifton St., St-Bruno-de-Montarville, and René Aubé, clerk, 957 Hôtel de Ville St., Montreal, for the following purposes:

To operate transmitting and receiving stations, under the name of "Beaugrand Champagne & cie limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3385 Maplewood St., Apt. 30, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1784-65

#### Bélisle auto limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Bélisle, garageman, Jocelyn Bélisle, serviceman, both of Grande-Ligne, St-Blaise, and Claude Durocher, accountant, Beloeil, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "Bélisle auto limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Grande-Ligne, St-Blaise, county of St. John, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1651-65

#### Bertaul construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Henri, accountant, 4268 Fabre, Jean-Paul Berti, chartered accountant, 2181 St-Donat, and Marie-Paule Larouche, registered nurse, 6320, 44th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and as a transport company, under the name of "Bertaul construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 934, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1670-65

The head office of the company will be at 934 Ste-Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1670-65

**E. Boisvert construction limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Emmanuel Boisvert, entrepreneur, Germaine Cardinal, ménagère, épouse commune en biens dudit Emmanuel Boisvert, tous deux de 820, 111e Avenue, Drummondville-Sud, et Yvon Dionne, comptable agréé, 524, rue St-Georges, Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « E. Boisvert construction limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville-Sud, district judiciaire de Drummond.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1560-65

**E. Boisvert construction limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Emmanuel Boisvert, contractor, Germaine Cardinal, housewife, wife common as to property of the said Emmanuel Boisvert, both of 820, 111th Ave., Drummondville-South, and Yvon Dionne, chartered accountant, 524 St. Georges St., Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "E. Boisvert construction limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 390 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville-South, judicial district of Drummond.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1560-65

**Centre du tapis Beaubien inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Honorius Pelletier, marchand, Jacqueline Rail, ménagère, épouse séparée de biens dudit Honorius Pelletier, tous deux de 4362, rue Beaubien, est, et Gérard Desjardins, comptable, 2486, rue Jean-Talon, est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de couvre-planchers, de meubles et d'accessoires électriques, sous le nom de « Centre du tapis Beaubien inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1768-65

**Centre du tapis Beaubien inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Honorius Pelletier, merchant, Jacqueline Rail, housewife, wife separate as to property of Honorius Pelletier, both of 4362, Beaubien Street east, and Gérard Desjardins, accountant 2486 Jean-Talon Street, East, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in floor coverings, furnitures and electrical supplies, under the name of "Centre du tapis Beaubien inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1768-65

**Le Centre médical d'Alma Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Louise Hudon, fille majeure, Jean-Louis Voisine et Gérard Fortin, tous trois secrétaires, de 70, Sacré-Coeur, Alma, pour les objets suivants:

Exploiter un centre médical, sous le nom de « Le Centre médical d'Alma Itée », avec un capi-

**Le Centre médical d'Alma Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louise Hudon, fille majeure, Jean-Louis Voisine and Gérard Fortin all three secretaries, from 70 Sacré-Coeur, Alma, for the following purposes:

To operate a medical center, under the name of "Le Centre médical d'Alma Itée", with a total

tal total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1419-65

#### Chabot & fils limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Alberto Chabot, boulanger, Ida Thibault, ménagère, épouse commune en biens dudit Alberto Chabot, Normand Chabot, boulanger, tous trois de 21, chemin Ste-Anne, Laurier Chabot, 272A, George, et Roger Chabot, 274A, George, ces deux derniers boulangers, tous cinq de Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Chabot & fils limitée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune, 30 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 347 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1582-65

#### Clément Champagne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Denyse Cadieux, réceptionniste, 410, rue Prieur, est, Montréal, et Jeannette Brodeur, secrétaire, 3450, Durocher, app. 31, Montréal, ces deux dernières filles majeures usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Faire tous les travaux se rapportant à l'entretien des immeubles, sous le nom de « Clément Champagne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6453, avenue Le Breton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1490-65

#### C. A. Charette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Georges-C. Clermont, avocat, 455, rue Beverley, Mont-Royal, Hélène Gélinas, avocat, fille majeure, 177, Dufferin, Hampstead, et René-

capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1419-65

#### Chabot & fils limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alberto Chabot, baker, Ida Thibault, housewife, wife common as to property of said Alberto Chabot, Normand Chabot, baker, all three of 21 Ste-Anne Road, Laurier Chabot, 272A, George, and Roger Chabot, 274A, George, the latter two bakers, all five of Sorel, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and manufacturers of biscuits, under the name of "Chabot & fils limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 150 common shares of a nominal value of \$100 each, 30 class "A" preferred shares of a nominal value of \$10 each and in 347 class "B" preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1582-65

#### Clément Champagne inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocat, 821, Briand Boulevard, Chambly, Denyse Cadieux, receptionist, 410 Prieur St., East, Montreal and Jeannette Brodeur, secretary, 3450 Durocher, Apt. 31, Montreal, the latter two filles majeures, using their rights, for the following purposes:

To do all works pertaining to the maintenance of immoveables, under the name of "Clément Champagne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 6453 Le Breton Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1490-65

#### C. A. Charette inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-C. Clermont, lawyer, 455 Beverley Street, Mount-Royal, Hélène Gélinas, lawyer, fille majeure, 177 Dufferin, Hampstead, and René-L. Cousineau, lawyer,

L. Cousineau, avocat, 3620, Limoges, St-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriques et faire le commerce de spécialités médicales de toutes sortes, sous le nom de « C. A. Charette inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1060-65

**Club autos sport La Licorne inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-action: Yvon-Maurice Fortin, aide technique, 7085, rue Viau, app. 105, St-Léonard, André Brouillard, analyste, 2955, rue Langelier, Montréal, Guy Monté, commis 4131, 40e Rue, app. 7, St-Michel, Yvon Lebeau, commis, 532, rue St-Clément, Beauharnois, Paul E. Morasse, dessinateur et homme d'instruments, 53, Montée du Moulin, Laval-des-Rapides, Gilles Lachapelle, ingénieur, 1412, rue Daly, Chambly, Jean-Jacques Demers, aide technique, 1205, rue Crawford Bridge, Verdun, André de Brienne, dessinateur, 8451, rue Henri-Julien, Montreal, André Bélanger, technicien, 2305, rue Duffcourt, app. 9, Lachine, André Monette, dessinateur, 508, rue Salaberry, Beauharnois, et Gérard Simon, aide technique, 1350, rue Van Horne, Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui s'intéressent au sport de l'automobile, aux voyages et aux excursions, sous le nom de « Club autos sport La Licorne inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera 1205, rue Crawford Bridge, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1648-65

**Club nautique Jacques Cartier de Gaspé inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe Bourdages, gérant de compagnie d'assurance, Gerald Hyman, marchand, tous deux de Gaspé, et Gabriel Morisset, officier de pêcheries, Haldimand (Sandy Beach), pour les objets suivants: Promouvoir et accroître les activités aquatiques et nautiques dans la région de Gaspé, sous le nom de « Club nautique Jacques Cartier de Gaspé inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

3620 Limoges, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business dealing in medical specialties and pharmaceutical and medical preparations of all kinds, under the name of "C. A. Charette inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$100 and into 5,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1060-65

**Club autos sport La Licorne inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Yvon-Maurice Fortin, technic helper, 7085, Viau Street, apt 105, St-Leonard, André Brouillard, analyst, 2955, Langelier St., Montreal, Guy Monté, clerk, 4131, 40th Street apt 7, St-Michel, Yvon Lebeau, clerk, 532, St-Clément Street, Beauharnois, Paul E. Morasse, draughtsmen and instrument man, 53, Montée du Moulin, Laval-des-Rapides, Gilles Lachapelle, engineer, 1412, Daly Street Chambly, Jean-Jacques Demers, technic helper, 1205, Crawford Bridge St., Verdun, André de Brienne, draughtsman, 8451, Henri-Julien St., Montreal, André Bélanger, technician, 2305, Duffcourt St., apt 9, Lachine, André Monette, draughtsman, 508 Salaberry St., Beauharnois and Gérard Simon, technic helper, 1350 Van Horne St., Montreal, for the following purposes:

To group people interested in automobile sports, trips and excursions, under the name of "Club autos sport La Licorne inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at 1205 Crawford Bridge Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1648-65

**Club nautique Jacques Cartier de Gaspé inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Philippe Bourdages, manager of an Insurance Company, Gerald Hyman, merchant, both from Gaspé and Gabriel Morisset, fishing officer, Haldimand (Sandy Beach), for the following purposes:

To promote and increase aquatic sports in the region of Gaspé, under the name of "Club nautique Jacques Cartier de Gaspé inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Gaspé, comté de Gaspé-Sud, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

1286-65

#### Club Vente Publicité de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Mercier, 350, rue Arras, Parc Neilson, Paul Audet, 1239, Beauville, tous deux directeurs de publicité, de Ste-Foy, Pierre Robitaille, directeur de ventes, 577, de la Falaise, St-David, comté de Lévis, et Armand Jean, directeur-adjoint de publicité, 2970, Sarazin, Québec, pour les objets suivants:

Favoriser une connaissance plus étendue de la vente et de la publicité sous toutes leurs formes, sous le nom de « Club Vente Publicité de Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

1555-65

#### Comexfor Ltd. Comexfor Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Michael Dennis, 3300 avenue Ridgewood, Montréal, David Terence Dingle, 561, avenue Lansdowne, Westmount, and Graham Nesbitt, 1519, avenue des Pins, ouest, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer toutes et chacune des spécialités du commerce d'exploitants du bois, marchands de bois et propriétaires de moulins à scie, à planer et à pulpe, sou le nom de « Comexfor Ltd. — Comexfor Itée », avec un capital total divisée en 8,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 2260, 630, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1642-65

#### Consolidated Shirt Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Robert Gerard Sampson, avocat, 980, rue St-Aubin, St-Laurent, Pauline Harriet Hutchins, 791, rue Dollard, Longueuil et June Ada Matthews, 8130, rue Leney, Montréal, ces deux der-

The head office of the corporation will be at Gaspé, county of Gaspé-South, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd, day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1286-65

#### Club Vente Publicité de Québec inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gilles Mercier, 350 Arras St., Park Neilson, Paul Audet, 1239 Beauville, both directors of publicity, of Ste-Foy, Pierre Robitaille, director of sales, 577 de la Falaise, St-David, county of Lévis, and Armand Jean, associate director of publicity, 2970 Sarazin, Quebec, for the following purposes:

To promote a more extensive knowledge of sales and publicity under all their forms, under the name of "Club Vente Publicité de Québec inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1555-65

#### Comexfor Ltd. Comexfor Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Dennis, 3300 Ridgewood Avenue, Montreal, David Terence Dingle, 561 Lansdowne Avenue, Westmount, and Graham Nesbitt, 1519 Pine Avenue West, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on in any and all their branches the businesses of loggers, lumber merchants and sawmill, planing-mill and pulpmill owners, under the name of "Comexfor Ltd. — Comexfor Itée", with a capital stock divided into 8,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at Suite 2260, 630 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-0

1642-65

#### Consolidated Shirt Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Gerard Sampson, advocate, 980 St. Aubin Street, St-Laurent, Pauline Harriet Hutchins, 791 Dollard Street, Longueuil, and June Ada Matthews, 8130 Leney Street, Montreal, the latter two secreta

nières secrétaires, célibataires, filles majeures, pour les objets suivants:

Confectionner toutes sortes de vêtements et articles vestimentaires et en faire le commerce sous le nom de « Consolidated Shirt Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1800 rue Parthenais, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1694-65

**Construction Laplante Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Guy Laplante, entrepreneur en construction, Yolande Charberland, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Laplante, et Léon Laplante, entrepreneur en construction, tous trois de St-Pascal, comté de Kamouraska, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Laplante Itée », avec un capital total de \$90,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1572-65

**Cotolana Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Hyman Solomon, c.r., avocat, 1365, chemin Scarborough, Mont-Royal, Julie Martin, 15483, Oakwood, Pierrefonds, et Nicole Paternault, 3455, rue Stanley, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'importateurs et d'exportateurs, et négocier toutes sortes de marchandises, sous le nom de « Cotolana Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1659-65

**Coulouge Lumber Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

des lettres patentes, pour les objets suivants:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Consolidated Shirt Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1800 Parthenais Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1694-65

**Construction Laplante Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Laplante, building contractor, Yolande Charberland, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Laplante, and Léon Laplante, building contractor, all three from St-Pascal, county of Kamouraska, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Construction Laplante Itée", with a total capital stock of \$90,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Pascal, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1572-65

**Cotolana Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hyman Solomon, q.c., advocate, 1365 Scarborough Road, Mount Royal, Julie Martin, 15483 Oakwood, Pierrefonds, and Nicole Paternault, 3455 Stanley Street, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of importers and exporters of and to deal in merchandise of all kinds, under the name of "Cotolana Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1659-65

**Coulouge Lumber Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Edgar-L. Allard, avocat, Richard Bowie, agent d'assurance, tous deux de Campbell's Bay, et John Rickard Routliffe, marchand de bois, Village de Fort-Coulonge, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous matériaux utilisés dans la construction, sous le nom de « Coulonge Lumber Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Village de Fort-Coulonge, district judiciaire de Pontiac.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1678-65

#### Les Développements St-Hyacinthe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Georges Brabant, marchand, 460, rue Hôtel-Dieu, St-Hyacinthe, Jean Mathon, secrétaire de Commission scolaire régionale, 1565, rue St-Pierre, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, et Lucien Tétreault, agent d'assurances, 4435, rue Jacques-Cartier, Douville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Développements St-Hyacinthe inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 460, rue Hôtel-Dieu, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1356-65

#### Didaco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Louis Tanguay, instituteur, 1910, boulevard Laird, John R. Laffoley, avocat, 204, avenue Kindersley, tous deux de Mont-Royal, Jean-Guy Riopel, avocat, 5850, Place Decelles, Mont-Royal, Roland Durand, avocat, 1185, Quenneville, St-Laurent, et Stephen R. Cuddihy, avocat, 320, boulevard Thompson, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Didaco inc. », avec un capital total de \$600,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Didace, district judiciaire de Joliette.

Province of Quebec, incorporating: Edgar-L. Allard, lawyer, Richard Bowie, insurance agent, both of Campbell's Bay, and John Rickard Routliffe, lumber merchant, Village of Fort-Coulonge, for the following purposes:

To manufacture and deal in all supplies used in building and construction, under the name of "Coulonge Lumber Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Village of Fort-Coulonge, judicial district of Pontiac.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1678-65

#### Les Développements St-Hyacinthe inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Brabant, merchant, 460 Hôtel-Dieu St., St-Hyacinthe, Jean Mathon, secretary of the regional school board, 1565 St-Pierre St., St-Joseph, county of St-Hyacinthe, and Lucien Tétreault, insurance agent, 4435 Jacques-Cartier St., Douville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Développements St-Hyacinthe inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 460 Hôtel-Dieu St., St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1356-65

#### Didaco inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Tanguay, professor, 1910 Laird Boulevard, John R. Laffoley, advocate, 204 Kindersley Avenue, both of Mont-Royal, Jean-Guy Riopel, advocate, 5850 Decelles Place, Montreal, Roland Durand advocate, 1185 Quenneville, St-Laurent, and Stephen R. Cuddihy, advocate, 320 Thompson Boulevard, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of providing amusement to the public, under the name of "Didaco inc.", with a total capital stock of \$600,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of \$10 each, 1,500 class "A" preferred shares of a nominal value of \$100 each and in 3,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Didace, judicial district of Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0 1662-65

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1662-65

**Distribution interprovinciale du livre Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1965, constituant en corporation: Allan B. Frank, avocat, 407, boulevard St-Laurent, Montréal, Reine Tremblay et Louise Tremblay, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 556, Notre-Dame, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires, sous le nom de « Distribution interprovinciale du livre Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1649, rue Sherbrooke, ouest, appartement 1, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 26e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0 1388-65

**Distribution interprovinciale du livre Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan B. Frank, advocate, 407 St. Lawrence boulevard, Montreal, Reine Tremblay and Louise Tremblay, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, 556 Notre-Dame, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as librarians, under the name of "Distribution interprovinciale du livre Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1649 Sherbrooke St. West, Apt. 1, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 26th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1388-65

**Les Dix Talents inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Wilfrid Blanchard, surintendant, 3608, boulevard de la Concorde, Denis Archambault, homme d'affaires, 4762, boulevard Lévesque, tous deux de St-Vincent-de-Paul, et Armande Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Prieur, 229, Sexton, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille et de placement (holding), sous le nom de « Les Dix Talents inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 229 Sexton, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 8e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0 1260-65

**Les Dix Talents inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8e jour d'avril 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Wilfrid Blanchard, superintendent, 3608 de la Concorde Boulevard, Denis Archambault, businessman, 4762 Lévesque Boulevard, both of St-Vincent-de-Paul, and Armande Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of Robert Prieur, 229 Sexton, Greenfield Park, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investments company, under the name of "Les Dix Talents inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$5 each and 4,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 229 Sexton, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1260-65

**Dolma construction Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1965, constituant en corporation: André Blanchet, avocat, 86, boulevard Walberg, Dolbeau, André Boissonneault, avocat, 70, rue Sacré-Coeur, Alma, Marcel Simard, avocat, 345, avenue Bourassa, Alma, et Yvon Gagnon, industriel, 925, Beaurivage, Dolbeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Dolma construction Itée », avec un capital

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Blanchet, advocate 86 Walberg Boulevard, Dolbeau, André Boissonneault, advocate, 70 Sacré-Coeur Street, Alma, Marcel Simard, advocate, 345 Bourassa Avenue, Alma, and Yvon Gagnon, industrialist, 925 Beaurivage, Dolbeau, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Dolma construction Itée", with a total capital stock

total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

416-65

#### Domaine lac Argenté inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Henri Rochon, syndic, Thérèse Rochon, secrétaire, fille majeure, tous deux de 291, rue Gauthier, Marc Boucher, avocat, et Georgette Toupin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marc Boucher, ces deux derniers de 416, boulevard du Domaine, tous quatre de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaine lac Argenté inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1370-65

#### Dreamtex Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Max Coblentz, avocat et conseil en loi de la reine, 484, rue McGill, Montréal, Ross Coblentz, étudiant, Ruth Coblentz, teneuse de livres, célibataire, et Cécile Nadeau, ménagère, célibataire, ces trois derniers de 4392, avenue Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Dreamtex Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 99, rue Chabanel ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1683-65

#### Albert Dubé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Albert Dubé, marchand, Alice Frenette, ménagère, épouse commune en biens dudit Albert Dubé, tous deux de 173, Alexandre, et Jean-

of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

416-65

#### Domaine lac Argenté inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Rochon, trustee, Thérèse Rochon, secretary, fille majeure, both of 291 Gauthier Street, Marc Boucher, advocate, and Georgette Toupin, housewife, wife separate as to property of the said Marc Boucher, the latter two of 416 du Domaine Boulevard, all four of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as hotel keepers and as a real estate and building company, under the name of "Domaine lac Argenté inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1370-65

#### Dreamtex Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Coblentz, advocate and Queen's Counsel, 484 McGill Street, Montreal, Ross Coblentz, student, Ruth Coblentz, bookkeeper, spinster, and Cécile Nadeau, housekeeper, spinster, the latter three of 4392 Isabella Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Dreamtex Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 99 Chabanel Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1683-65

#### Albert Dubé inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Dubé, merchant, Alice Frenette, housewife, wife common as to property of the said Albert Dubé, both from 173, Alexandre, and Jean-Baptiste

Baptiste Thibault, rentier, 253, Alexandre, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Albert Dubé inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1109-65

**Duval Avrith Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: John Duval, 1324, rue Sherbrooke, est, Montréal, Allan Avrith, 653, 92e avenue, Chomedey, et Jack Wax, 543, avenue Chester, Mont-Royal, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de réalisateurs de vues animées et exploiter des studios de vues animées, sous le nom de « Duval Avrith Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1715-65

**Eaton Canyon Club Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, 800, carré Victoria, John H. Dawson, 28, chemin Stratford, tous deux avocats, et Andrée Provencher, secrétaire, célibataire, 4435, Jeanne d'Arc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un club social de pêche et de chasse, sous le nom de « Eaton Canyon Club Ltd. », avec un capital-actions divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1704-65

**École de conduite Saguenay inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Louis Reid, 601, St-Elzéar, Lorenzo

Thibault, annuitant 253 Alexandre, all three from Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a hardware merchant, under the name of "Albert Dubé inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1109-65

**Duval Avrith Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Duval, 1324 Sherbrooke Street East, Montreal, Allan Avrith, 653, 92nd Avenue, Chomedey, and Jack Wax, 543 Chester Avenue, Mount-Royal, all three executives, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Duval Avrith Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1715-65

**Eaton Canyon Club Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dessaulles, 800 Victoria Square, John H. Dawson, 28 Stratford Road, both advocates, and Andrée Provencher, secretary, spinster, 4435 Jeanne d'Arc, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a fish, game and social club, under the name of "Eaton Canyon Club Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value and 500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1704-65

**École de conduite Saguenay inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Reid, 601, St-Elzéar, Lorenzo Michaud, 178, rue des

Michaud, 178, rue des Épinettes, tous deux de Jonquière, et Bertrand Leclerc, 222, McLeod, Arvida, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Exploiter une école de conduite de véhicule automobile, sous le nom de « École de conduite Saguenay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1775-65

Épinettes, both from Jonquière, and Bertrand Leclerc, 222 McLeod, Arvida, all three industrialists, for the following purposes:

To operate an automobile driving-school, under the name of "École de conduite Saguenay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1775-65

#### Édifice Clairvue inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Georges A. Pouliot, 2266, chemin Sénéca, Luc Mercure, 1000, Malboro Drive, tous deux de Mont-Royal, Jacques LeBel, 2067, rue Bedford, St-Bruno-de-Montarville, Bernard Prud'homme, 6087, 38<sup>e</sup> Avenue, Simon Fortier, 5258, rue Parc, tous deux de Montréal, Pierre M. Verdy, 546, avenue Bloomfield, Serge Desrochers, 732, rue Wilder, tous deux d'Outremont, Marcel Saint-Germain, 96, boulevard Salaberry, Châteauguay, tous huit avocats, et André Larivière, assistant-comptable, 3479, rue Laval, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Édifice Clairvue inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1764-65

#### Édifice Clairvue inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges A. Pouliot, 2266 Sénéca Road, Luc Mercure, 1000 Malboro Drive, both of Mount Royal, Jacques LeBel, 2067 Bedford St., St-Bruno-de-Montarville, Bernard Prud'homme, 6087, 38th Ave., Simon Fortier, 5258 St., both of Montreal, Pierre M. Verdy, 546 Bloomfield Ave., Serge Desrochers, 732 Wilder St., both of Outremont, Marcel Saint-Germain, 96 Salaberry Blvd., Châteauguay, all eight advocates, and André Larivière, assistant accountant, 3479 Laval St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Édifice Clairvue inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1764-65

#### Édifices Montfort Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Ghislaine DeRoy, 96, Saints-Anges, Diane Villeneuve, 502, St-Dominique, toutes deux filles majeures, et Madeleine St-Hilaire, épouse séparée de biens de Roger Normandin, 250, St-Pierre, toutes trois secrétaires, de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Édifices Montfort Itée », avec un capital total de \$120,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

4921-64

#### Édifices Montfort Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ghislaine DeRoy, 96 Saints-Anges, Diane Villeneuve, 502 St-Dominique, both filles majeures and Madeleine St-Hilaire, wife separate as to property of Roger Normandin, 250 St-Peter, all three secretaries from Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company and a construction company, under the name of "Édifices Montfort Itée", with a total capital stock of \$120,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each, 200 preferred shares class "A" shares of a nominal value of \$100 each and into 600 preferred shares class "B" shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

4921-64

**Elbay construction inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: François Payette, 9029, boulevard Gouin, ouest, Saraguay, Jacques L. Auger, 2830, boulevard Rosemont, Montréal, tous deux avocats, et Andrée Dupuis, secrétaire, fille majeure, 4704, Adam, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Elbay construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

10797-o

1601-65

**Elbay construction inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Payette 9029 Gouin Blvd, west, Saraguay, Jacques L. Auger, 2830 Rosemont Blvd., Montreal, both lawyers and Andrée Dupuis, secretary, fille majeure, 4704, Adam, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Elbay construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and into 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April 1965.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1601-65

**Sigo Ellner Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Sigo Ellner, bijoutier, 5050, chemin Mira, Montréal, Melvin Salmon, avocat, 5570, avenue Pinedale, Côte-St-Luc, et Moe Moscovitch, avocat, 6077, avenue Wilderton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de bijoutiers, sous le nom de « Sigo Ellner Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

10797

1556-65

**Sigo Ellner Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sigo Ellner, jeweller, 5050 Mira Road, Montreal, Melvin Salmon, advocate, 5570 Pinedale Avenue, Côte-St-Luc, and Moe Moscovitch, advocate, 6077 Wilderton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Sigo Ellner Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Victoria, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1965.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1556-65

**Étiennette Émond Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Léo Biguë, comptable, Étiennette Émond, agent d'assurance, épouse contractuellement séparée de biens dudit Léo Biguë, tous deux de 64, Vieux Chemin, et Benoît Émond commis de bureau, 34, Commerciale, tous trois de Cabano, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Étiennette Émond Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

10797-o

1532-65

**Étiennette Émond Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo Biguë, accountant, Étiennette Émond, insurance agent, wife contractually separate as to property of the said Léo Biguë, both of 64 Vieux Chemin, and Benoît Émond, office clerk, 34 Commerciale, all three Cabano, for the following purposes:

To carry on business as brokers and insurance agents, under the name of "Étiennette Émond Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Cabano, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1532-65

**Les Entreprises Duberger inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1965, constituant en corporation: Bruno Bernard, 1240, avenue Lavigerie, Pierre Lesage, 2012, rue Hocquart, tous deux avocats, de Ste-Foy, et Yolande Paquet, secrétaire, fille majeure, 285, Marie-Louise, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), agir comme conseillers en administration, sous le nom de « Les Entreprises Duberger inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Henri, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1526-65

**Les Entreprises Ménard & Navarro Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Alexandre Ménard, coiffeur, Rolande Grisé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alexandre Ménard, tous deux de 204, Elm, St-Lambert, Francesco Navarro, agent-vendeur, et Violet Keilty, ménagère, épouse séparée de biens dudit Francesco Navarro, ces deux derniers de 261, Croissant Dubois, Châteauguay-Centre, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Les Entreprises Ménard & Navarro Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1499-65

**Faco Plastic Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Ronald E. Laviolette, Michel E. Robillard, notaires, et Pierrette Cloutier, secrétaire, célibataire majeure, tous trois de 934, rue Ste-Catherine, est, suite 111, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et de substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Faco Plastic Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1476-65

**Les Entreprises Duberger inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Bernard, 1240 Lavigerie Avenue, Pierre Lesage, 2012, Hocquart St., both lawyers, from Ste-Foy, and Yolande Paquet, secretary fille majeure, 285, Marie-Louise, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company and to act as advisers in administration, under the name of "Les Entreprises Duberger inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Henri, county of Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1526-65

**Les Entreprises Ménard & Navarro Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alexandre Ménard, hairdresser, Rolande Grisé, housewife, wife separate as to property of the said Alexandre Ménard, both of 204 Elm, St-Lambert, Francesco Navarro, agent-salesman, and Violet Keilty, housewife, wife separate as to property of the said Francesco Navarro, the two latter of 261 Croissant Dubois, Châteauguay-Centre, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "Les Entreprises Ménard & Navarro Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at St-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1499-65

**Faco Plastic Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ronald E. Laviolette, Michel E. Robillard, notaries and Pierrette Cloutier, secretary, célibataire majeure, all three from 934 Ste-Catherine Street East, suite 111, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in articles and plastic material of all kinds, under the name of "Faco Plastic Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1476-65

**Farkas & Farkas Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date en date du 16e jour de mars 1965, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolseley, Côte-St-Luc, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, Côte-St-Luc, Abraham Gurman, avocat, 485, McGill, Montréal, et Meta Csirinyi, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 2700, Goyer, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de tissus, produits de tissus et vêtements, sous le nom de « Farkas & Farkas Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1177-65

**Farkas & Farkas Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolseley, Côte-St-Luc, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, Côte-St-Luc, Abraham Gurman, advocate, 485 McGill, Montreal, and Meta Csirinyi, secretary, wife separate, as to property of Julius Csirinyi, 2700 Goyer, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics, fabric products and clothings, under the name of "Farkas & Farkas Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1177-65

**Les Ferronniers Haute-Rive inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jos. A. Tremblay, notaire, 856, avenue Begin, Madeleine Bernier, secrétaire, fille majeure, 103, rue Fraser, et Pauline Davignon, secrétaire-comptable, fille majeure, 475, des Lilas, est, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la ferronnerie et de la clouterie, sous le nom de « Les Ferronniers Haute-Rive inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Haute-Rive, district judiciaire de Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

956-65

**Les Ferronniers Haute-Rive inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jos. A. Tremblay, notary, 856 Begin Avenue, Madeleine Bernier, secretary, fille majeure, 103 Fraser Street and Pauline Davignon secretary-accountant, fille majeure, 475 des Lilas East, all three from Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in iron-works and nail-works, under the name of "Les Ferronniers Haute-Rive inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Hauterive.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

956-65

**Maurice Gagnon nouveautés limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Paul Bilodeau, voyageur de commerce, 216, rue Des Ormes, Dr Guy Bouchard, médecin, 459, rue St-Jules, tous deux de Jonquière, et Maurice Gagnon, commerçant, 267, rue Lapointe, Arvida, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Maurice Gagnon nouveautés limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 211, rue St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

**Maurice Gagnon nouveautés limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Bilodeau, travelling salesman, 216 Des Ormes Street, Dr. Guy Bouchard, physician, 459 St-Jules Street, both from Jonquière, and Maurice Gagnon, trader, 267 Lapointe Street, Arvida, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing, under the name of "Maurice Gagnon nouveautés limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 211 St-Dominique St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 14e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

522-65

#### Gauthier & fils Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1965, constituant en corporation: Roger Gauthier, Bruno Gauthier et Laurent Gauthier, garagistes, de 1895, Notre-Dame, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Gauthier & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 18e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1017-65

#### Glickman Dress (Mtl) Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1965, constituant en corporation: Max Coblentz, avocat et conseil en loi de la reine, 484, rue McGill, Montréal, Ross Coblentz, étudiant, Ruth Coblentz, teneuse de livres, célibataire, et Cécile Nadeau, ménagère, célibataire, ces trois derniers de 4392, avenue Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de « Glickman Dress (Mtl) Corp. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 423, rue Mayor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 26e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1386-65

#### Guimont Lumber, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jean-Louis Guimont, 15, rue de l'Anse, Montmagny, Joseph Guimont et Rolland Guimont, ces deux derniers de Cap-St-Ignace, comté de Montmagny, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Guimont Lumber, Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 14th, day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

522-65

#### Gauthier & fils Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Gauthier, Bruno Gauthier and Laurent Gauthier, garagemen, of 1895 Notre-Dame, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and to act as garagemen, under the name of "Gauthier & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières-West, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 18th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1017-65

#### Glickman Dress (Mtl) Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Coblentz, advocate and Queen's Counsel, 484 McGill Street, Montreal, Ross Coblentz, student, Ruth Coblentz, bookkeeper, spinster, and Cécile Nadeau, housekeeper, spinster, the latter three of 4392 Isabella Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Glickman Dress (Mtl) Corp.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 423 Mayor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 26th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1386-65

#### Guimont Lumber, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Guimont, 15 de l'Anse St., Montmagny, Joseph Guimont and Rolland Guimont, the two latter of Cap-St-Ignace, county of Montmagny, all three industrialists, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Guimont Lumber, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-St-Ignace, comté de Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1777-65

**Les Habitations Caprice inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: François Payette, avocat, 9029, boulevard Gouin, ouest, Saraguay, Jacques L. Auger, avocat, 2830, boulevard Rosemont, Montréal, et Andrée Dupuis, secrétaire, fille majeure, 4704, Adam, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Habitations Caprice inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 19, Terrasse Robert, Chambly, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1600-65

**Hamoniaux & Bélanger inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Georges Hamoniaux, vendeur, 3495, boulevard Neilson, Ste-Foy, Suzanne Goulet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Georges Hamoniaux, 3495, boulevard Neilson, Ste-Foy, et J.-O. Bélanger, vendeur, 121, Louis-Francoeur, Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, de spécialités médicales et de préparation pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de « Hamoniaux & Bélanger inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$50 chacune et en 200 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 121, Louis-Francoeur, Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1633-65

**Flame Steak House Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1965, constituant en corporation: Edward Springer, agent de manufacturier, 7448, chemin Kingsley, app. 305, Côte-St-Luc, Ted H. Sanders, industriel, 2910, Kirkfield, Mont-Royal, Solly Zalter, industriel, 477, 93e avenue, Chomedey, et Michael Sampson

The head office of the company will be at Cap-St-Ignace, county of Montmagny, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1777-65

**Les Habitations Caprice inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Payette, lawyer, 9029 Gouin Blvd, west, Saraguay, Jacques L. Auger, lawyer, 2830 Rosemont Blvd., Montreal and Andrée Dupuis, secretary, fille majeure, 4704 Adam, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Habitations Caprice inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 19 Terrasse Robert, Chambly, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1600-65

**Hamoniaux & Bélanger inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Hamoniaux, salesman, 3495 Neilson Blvd, Ste-Foy, Suzanne Goulet, housewife, wife separate as to property of the said Georges Hamoniaux, 3495 Neilson Blvd., Ste-Foy and J.-O. Bélanger, salesman, 121 Louis-Francoeur, Cap-Rouge, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, medical specialties and pharmaceutical and medical preparations of all kinds, under the name of "Hamoniaux & Bélanger inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 300 common shares of \$50 each and into 200 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 121 Louis-Francoeur, Cap-Rouge, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1633-65

**Flame Steak House Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward Springer, manufacturer's agent, 7448 Kingsley Road, Apt. 305, Côte-St-Luc, Ted H. Sanders, industrialist, 2910 Kirkfield, Mount-Royal, Solly Zalter, industrialist, 477, 93rd Avenue, Chomedey, and Michael Sampson alias Saponides, res-

alias Saponides, restaurateur, 6034, Hutchison, app. 3, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Flame Steak House Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23<sup>e</sup> jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1296-65

**Forbec développement Itée**  
**Forbec Development Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: John Archambault, étudiant, 5724, avenue Déom, Lorraine Larrivée, secrétaire, fille majeure, 3350, Linton, et Evariste Lavoie, comptable, 6991, Briand, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Forbec développement Itée — Forbec Development Ltd. », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

1363-65

**Foyer Bourbonnais incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3<sup>e</sup> jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Laliberté, inspecteur, Lucienne Trottier, ménagère, épouse commune en biens dudit Roger Laliberté, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 3520, rue Herman, Fabreville, et André Couture, avocat, 129, rue Principale, Rouyn, pour les objets suivants:

Organiser et administrer un foyer d'hébergement pour personnes âgées et invalides, sous le nom de « Foyer Bourbonnais incorporée ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$2,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Rollet, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3<sup>e</sup> jour de mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

2044-65

**Foyer Notre-Dame de Laprairie inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de décembre 1964, constituant en

taurateur, 6034 Hutchison, Apt. 3, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Flame Steak House Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23<sup>rd</sup> day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-0

1296-65

**Forbec développement Itée**  
**Forbec Development Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5<sup>th</sup> day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Archambault, student, 5724 Déom Ave., Lorraine Larrivée, secretary, fille majeure, 3350 Linton, and Evariste Lavoie, accountant, 6991 Briand, all three of Montreal, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Forbec développement Itée — Forbec Development Ltd.", with a capital stock divided into 100,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5<sup>th</sup> day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1363-65

**Foyer Bourbonnais incorporée**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3<sup>rd</sup> day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Laliberté, inspector, Lucienne Trottier, housewife, wife common as to property of the said Roger Laliberté, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 3520 Herman Street, Fabreville, and André Couture, advocate, 129 Main Street, Rouyn, for the following purposes:

To organize and administer a home for aged and invalid persons, under the name of "Foyer Bourbonnais incorporée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$2,000,000.

The head office of the corporation will be at Rollet, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3<sup>rd</sup> day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

2044-65

**Foyer Notre-Dame de Laprairie inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15<sup>th</sup> day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard

corporation: Gérard Legault, administrateur, 7170, Ouimet, Verdun, Hector Courchesne, administrateur, 9370, Brôme, LaSalle, et Roger Beaulieu, avocat et conseil en loi de la Reine, 4125, Blueridge Crescent, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs foyers pour convalescents et malades chroniques, sous le nom de « Foyer Notre-Dame de Laprairie inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions classe « B » sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

2116-64

**Léon Gagnon inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Léon Gagnon, marchand, Jean-Marie Desbiens, gérant, et Gilles Gagnon, menuisier, tous trois de Ragueneau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Léon Gagnon inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ragueneau, district judiciaire de Hauterive.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

4601-64

**Gagnon automobile (Magog) limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Fernand Gagnon, garagiste, Lucille Simoneau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Fernand Gagnon, tous deux de 164, Percy, et Raymond Gagnon, commis, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Gagnon automobile (Magog) limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

1457-65

**Hôtel Papineau inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Roland Théorêt, notaire, 181, boulevard Maloney, Gatineau, Pierre Théorêt, étudiant,

Legault, administrator, 7170 Ouimet, Verdun, Hector Courchesne, administrator, 9370 Brôme, LaSalle, and Roger Beaulieu, advocate and Queen's Counsel, 4125 Blueridge Crescent, Montreal, for the following purposes:

To operate one or several homes for convalescents or the chronically ill, under the name of "Foyer Notre-Dame de Laprairie inc.", with a capital stock divided into 4,000 class "A" shares of a nominal value of \$10 each and 1,000 class "B" shares of no nominal value.

The head office of the company will be at La Prairie, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

2116-64

**Léon Gagnon inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Gagnon, merchant, Jean-Marie Desbiens, manager, and Gilles Gagnon, joiner all three of Ragueneau, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "Léon Gagnon inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 1,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Ragueneau, judicial district of Hauterive.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

4601-64

**Gagnon automobile (Magog) limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Gagnon, garage-keeper, Lucille Simoneau, housewife, wife separate as to property of the said Fernand Gagnon, both from 164 Percy, and Raymond Gagnon, clerk, all three from Magog, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garage-keepers, under the name of "Gagnon automobile (Magog) limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1457-65

**Hôtel Papineau inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Théorêt, notary, 181 Maloney Blvd., Gatineau, Pierre Théorêt, student, 366 Maloney Blvd., Gatineau,

366, boulevard Maloney, Gatineau, et Lise Plouffe, secrétaire, fille majeure, Angers, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, auberges, motels, tavernes et cabarets, sous le nom de « Hôtel Papineau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Notre-Dame, Templeton, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1602-65

#### Les Immeubles Champagna inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Camille Plouffe, contremaitre, 8550, rue Ledoux, Roger Girouard, courtier, 2980, rue St-Pierre, et Claude D'Anjou, commis, 1200, rue St-Paul, tous trois de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Immeubles Champagna inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1200, rue St-Paul, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

5969-64

#### Les Immeubles Jean Talon Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: André Tremblay, professeur, 7927, Place des Jésuites, André Cossette, notaire, 215, 75<sup>e</sup> rue, est, Charles Pelletier, comptable agréé, 6863, Place de la Paix, J.-Paul Lapointe, assureur-vie, 7230, Place Mont-Royal, et Gaston Michaud, avocat, 6835, Place Boivin, tous cinq de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Immeubles Jean Talon Itée », avec un capital total de \$110,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1535-65

#### Immocan Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Maurice Magien, industriel, 196, rue Tou-

and Lise Plouffe, secrétaire, fille majeure, Angers, pour les objets suivants:

To operate hotels, inns, motels, taverns and night clubs, under the name of "Hôtel Papineau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be on Notre-Dame St., Templeton, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1602-65

#### Les Immeubles Champagna inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camille Plouffe, foreman, 8550 Ledoux St., Roger Girouard, broker, 2980 St-Pierre St., and Claude D'Anjou, clerk, 1200 St-Paul St., all three of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Immeubles Champagna inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1200 St-Paul St., St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

5969-64

#### Les Immeubles Jean Talon Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Tremblay, professor, 7927 Place des Jésuites, André Cossette, notary, 215, 75th St. East, Charles Pelletier, chartered accountant, 6863 Place de la Paix, J.-Paul Lapointe, life insurer, 7230 Place Mont-Royal, and Gaston Michaud, advocate, 6835 Place Boivin, all five of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Immeubles Jean Talon Itée", with a total capital stock of \$110,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Charlesbourg, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1535-65

#### Immocan Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Magien, industrialist, 196 Tourangeau Street,

rangeau, Pont-Viau, Guy Guérard et Jacques Bertrand, ces deux derniers avocats, de 1833, rue Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Immocon Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 121, rue Crémazie, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1644-65

**Irving Eklove Realty Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Barbara Joyce Garrett, secrétaire, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 7460, chemin Kingsley, app. 607, Côte-St-Luc, Anne Goldenberg, secrétaire, 3491, avenue Atwater, Montréal, et Lise Walton, secrétaire, 815, Cardinal, app. 4, St-Laurent, ces deux dernières filles majeures usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeuble dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Irving Eklove Realty Corp. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1615-65

**J. M. L. construction inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jacques Mercier, garagiste, 50, boulevard St-Germain, ouest, Égide Jean, soudeur, 45, boulevard St-Germain, ouest, tous deux de Nazareth, et Roland Gagnon, notaire, 195 195, boulevard Sacré-Coeur, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, tous trois du comté de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « J. M. L. construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1473-65

Pont-Viau, Guy Guérard and Jacques Bertrand, the latter two advocates, of 1833 Sherbrooke Street, east, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Immocon Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 121 Crémazie St., west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1644-65

**Irving Eklove Realty Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Barbara Joyce Garrett, secretary, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 7460 Kingsley Road, Apt. 607, Côte-St-Luc, Anne Goldenberg, secretary, 3491 Atwater Avenue, Montreal, and Lise Walton, secretary, 815 Cardinal, Apt. 4, St-Laurent, the latter two filles majeures usant de leurs droits, for the following purposes:

To carry on a realty business in all its branches, under the name of "Irving Eklove Realty Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 500 common shares of the par value of \$1 each and 500 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1615-65

**J. M. L. construction inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Mercier, garageman, 50 St-Germain Blvd. West, Égide Jean, welder, 45 St-Germain Blvd. West, both of Nazareth, and Roland Gagnon, notary, 195 Sacré-Coeur Blvd., Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, all three of the county of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "J. M. L. construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1473-65

**J. P. Industries Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jan Pihoda, manufacturier, Suzanne Parent, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jan Pihoda, tous deux de 73, rue Jacques-Bourdon, Boucherville, et Robert Levac, avocat, 822, rue Sherbrooke est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie, engins, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « J. P. Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 822, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1595-65

**Jacques auto service inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jules-Aimé Jacques, Louis-Marie Jacques et Yvon Jacques, garagistes, de Vallée-Jonction, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Jacques auto service inc. », avec un capital de \$80,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Vallée-Jonction, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1609-65

**Jardins St-Théodore Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Louis Perron, comptable, Renée Lapointe, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis Perron, tous deux de 7597, Louis-Hébert, Montréal, et Gilles Cossette, avocat, 702, Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jardins St-Théodore Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 118, 180, boulevard Dorchester, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

**J. P. Industries Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jan Pihoda, manufacturer, Suzanne Parent, housekeeper, wife separate as to property of the said Jan Pihoda, both of 73 Jacques-Bourdon Street, Boucherville, and Robert Levac, advocate, 822 Sherbrooke Street East, Montreal, for the following purposes:

To deal in machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "J. P. Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 822 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1595-65

**Jacques auto service inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules-Aimé Jacques, Louis-Marie Jacques and Yvon Jacques, garagemen, of Vallée-Jonction, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "Jacques auto service inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Vallée-Jonction, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1609-65

**Jardins St-Théodore Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating Louis Perron, accountant, Renée Lapointe secretary, wife contractually separate as to property of the said Louis Perron, both from 7597, Louis-Hébert, Montreal and Gilles Cossette lawyer, 702 Davaar, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Jardins St-Théodore Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$5 each and into 4,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at suite 118, 180 Dorchester Blvd. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 8e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1643-65

**La Jeune Chambre de Gatineau inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Bédard, gérant, 540, rue St-Jean, Marc Cauchy, 281, rue Duvernay, Laurent de Bellefeuille, 308, rue Ryan, tous deux professeurs, et Georges Vinet, garagiste, 424, rue Le Plateau, tous quatre de Gatineau, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts matériels, culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de « La Jeune Chambre de Gatineau inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 23-65

**Kildare Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Boris G. Levine, 649, Victoria, Westmount, Samuel S. Stein, 60, Granville, Hampstead, tous deux comptables agréés et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Kildare Holdings Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797 1721-65

**Kingsway Park Golf and Country Club**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: William Lynwood Stewart, gérant, 2090, Dovercourt, Charles Thomas Foley, gérant, 61, avenue Newbury, William Henry Casselman, fonctionnaire retraité, 67, rue Cartier, app. 806, tous trois d'Ottawa, province d'Ontario, Gérard-Paul Ste-Marie, représentant de ventes, 18, Courcellette, et Joseph-Basil Charlebois, marchand, 22, rue Eddy, ces deux derniers de Hull, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1643-65

**La Jeune Chambre de Gatineau inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Michel Bédard, manager, 540 St-Jean St., Marc Cauchy, 281 Duvernay St., Laurent de Bellefeuille, 308 Ryan St., both professors, and Georges Vinet, garageman, 424 Le Plateau St., all four of Gatineau, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all ways the material, cultural and social interests of the members of the corporation, under the name of "La Jeune Chambre de Gatineau inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 23-65

**Kildare Holdings Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Boris G. Levine, 649 Victoria, Westmount, Samuel S. Stein, 60 Granville, Hampstead, both chartered accountants, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Kildare Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 1721-65

**Kingsway Park Golf and Country Club**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: William Lynwood Stewart, manager, 2090 Dovercourt, Charles Thomas Foley, manager, 61 Newbury Avenue, William Henry Casselman, retired civil servant, 67 Cartier Street, Apt. 806, all three of Ottawa, Province of Ontario, Gérard-Paul Ste-Marie, sales representative, 18 Courcellette, and Joseph-Basil Charlebois, merchant, 22 Eddy Street, the latter two of Hull, for the following purposes:

Établir, entretenir et diriger un club pour la promotion et le jeu de golf et autres jeux légaux et à des fins sociales, sous le nom de « Kingsway Park Golf and Country Club ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de \$1,000,000.

Le siège social de la compagnie sera à la municipalité de Lucerne, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1554-65

#### Laforest Enterprises & Vending Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Michel Laforest, commerçant, Jeannine Desjardins, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Michel Laforest, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Ferrier Laforest, journalier, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la distribution de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « Laforest Enterprises & Vending Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1562-65

#### La-Mai vallée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesenfeld, avocat, 6191, chemin Côte-St-Luc, Hampstead, Albert E. Martin, gérant de ventes, 2023, avenue Marlowe, Montréal, et George Clarke, administrateur, 65, boulevard Union, St-Lambert, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants et bars, sous le nom de « La-Mai vallée inc. », avec un capital total de \$125,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune et 60,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1657-65

#### Lamda inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

To establish, maintain and conduct a club for the promotion and playing of the game of golf and other lawful games and for social purposes, under the name of "Kingsway Park Golf and Country Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at the municipality of Lucerne, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1554-65

#### Laforest Enterprises & Vending Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Laforest, trader, Jeannine Desjardins, housewife, wife contractually separate as to property of the said Michel Laforest, and duly authorized by him for these purposes, and Ferrier Laforest, laborer, all three from Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business dealing in the distribution of all kind of materials, articles and merchandises which are generally found in groceries, under the name of "Laforest Enterprises & Vending Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1562-65

#### La-Mai vallée inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesenfeld, advocate, 6191 Côte-St-Luc Road, Hampstead, Albert E. Martin, sales manager, 2023 Marlowe Avenue, Montreal, and George Clarke, executive, 65 Union Boulevard, St-Lambert, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants and bars, under the name of "La-Mai vallée inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each, 25,000 preferred shares of a par value of \$1 each and 60,000 class "A" shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Rawdon, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1657-65

#### Lamda inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, 1301, rue St-Viateur, ouest, Outremont, Gertrude Bourdeau, secrétaire, fille majeure, 2560, Bercy, Montréal, et Marguerite Bourdeau, secrétaire, fille majeure, 6755, 21<sup>e</sup> avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Lamda inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8190, avenue Curé-Clermont, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

10797-o

1566-65

**Jos. Laroche Transport Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Edgar L. Allard, avocat, Richard Bowie, agent d'assurances, tous deux de Campbell's Bay, et Joseph Laroche, camionneur, Fort Coulonge, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Jos. Laroche Transport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mansfield, district judiciaire de Pontiac.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

10797

1677-65

**LaSalle Oil Carriers Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Marcel Brunet, marchand, Alice Lalonde, ménagère, épouse commune en biens dudit Marcel Brunet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 461, rue Bédard, LaSalle, et Jeannine Noël, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 401, rue St-Jacques, St-Pierre, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile brute, de l'essence, du gaz naturel et leurs sous-produits, sous le nom de « LaSalle Oil Carriers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 461, rue Bédard, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

10797-o

1494-65

Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, lawyer and Queen's Counsellor, 1301 St-Viateur Street west, Outremont, Gertrude Bourdeau, secretary, fille majeure, 2560 Bercy, Montreal and Marguerite Bourdeau, secretary, fille majeure, 6755, 21st Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Lamda inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and into 10,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8190 Ave. Curé-Clermont, Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1566-65

**Jos. Laroche Transport Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edgar L. Allard, lawyer, Richard Bowie, insurance agent, both of Campbell's Bay, and Joseph Laroche, trucker, Fort-Coulonge, for the following purposes:

To carry on the business of a transportation company, under the name of "Jos. Laroche Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Mansfield, judicial district of Pontiac.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1677-65

**LaSalle Oil Carriers Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Brunet, merchant, Alice Lalonde, housewife, wife common as to property of the said Marcel Brunet, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 461 Bédard Street, LaSalle, and Jeannine Noël, secretary, fille majeure usant de ses droits, 401 St-James Street, St-Pierre, for the following purposes:

To carry on the business of raw oil, gas, natural gas and their by-products, under the name of "LaSalle Oil Carriers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,800 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at 461, Bédard Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

**RAYMOND DOUVILLE,**

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1494-65

**La Ligue des propriétaires  
Hidden-Valley inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Daigneault, inspecteur provincial, 191, Alexandre, Pont-Viau, Léon Lapierre, lieutenant-pompier, 12017, Jules-Auclair, Osias Côté, surintendant-plombier, 6018, Turenne, Fernand Corbeil, journalier, 11030, Racette, Édouard Daigle, gentilhomme, 10607, Parc Georges, tous quatre de Montréal-Nord, Amable Pelletier, constable, 2555, Bossuet, Léon Bossinotte, constable, 3515, De Lorimier, et Joseph Istria, agent d'assurances, 4914, Pol-Peau, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de « La Ligue des propriétaires Hidden-Valley inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Alphonse-de-Rodriguez, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1636-65

**Location Raymond Côté automobiles inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Raymond Côté, industriel, Cécile Boucher, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Côté, tous deux de St-Agapit, comté de Lotbinière, et Gérard Boucher, notaire, 140, rue St-Jean, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Location Raymond Côté automobiles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera bureau de poste « Villieu », St-Nicolas, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1540-65

**P. E. Lortie & fils incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Maurice Lortie, marchand, 24, Thibodeau, André Lortie, marchand, 51, St-Antoine, et Maurice Demers, avocat, 70, Tour du Lac, tous trois de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils ou systèmes de chauffage et de combustibles de toutes sortes,

**La Ligue des propriétaires  
Hidden-Valley inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Daigneault, provincial inspector, 191 Alexandre, Pont-Viau, Léon Lapierre lieutenant-fireman, 12017, Jules-Auclair, Osias Côté, superintendent-plumber, 6018, Turenne, Fernand Corbeil, journeyman, 11030, Racette, Édouard Daigle, gentleman, 10607, Parc Georges, all four from Montreal-North, Amable Pelletier, constable, 2555, Bossuet, Léon Bossinotte, constable, 3515, De Lorimier and Joseph Istria, insurance agent, 4914 Pol-Peau, the latter three from Montreal, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests for the members of the corporation, under the name of "La Ligue des propriétaires Hidden-Valley inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation will be at St-Alphonse-de-Rodriguez, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1636-65

**Location Raymond Côté automobiles inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Côté, industrialist, Cécile Boucher, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Côté, both of St-Agapit, county of Lotbinière, and Gérard Boucher, notary, 140 St. John St., Québec, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, and to act as garagemen, under the name of "Location Raymond Côté automobiles inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the "Villieu" post office, St-Nicolas, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1540-65

**P. E. Lortie & fils incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Lortie, merchant, 24 Thibodeau, André Lortie, merchant, 51 St-Antoine, and Maurice Demers, advocate, 70 Tour du Lac, all three of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on the business of heating apparatus or systems and fuels of all kinds, under the name

sous le nom de « P. E. Lortie & fils incorporée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 18, rue St-Bruno, Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

1669-65

**Magasin Continental (Lac Mégantic) Itée  
Continental Store (Lac Mégantic) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de mars 1965, constituant en corporation: Lorenzo Brisson, 499, boulevard St-Sacrement, Rosario Desbiens, 245, boulevard St-Sacrement, tous deux commerçants, et Paul-Émile Normand, comptable, 2, rue Lévesque, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et marchandises généralement vendus dans un magasin à rayons, sous le nom de « Magasin Continental (Lac Mégantic) Itée — Continental Store (Lac Mégantic) Ltd. », avec un capital total de \$42,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31<sup>e</sup> jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

1464-65

**Magasin Continental (Rivière-du-Loup) Itée  
Continental Store (Rivière-du-Loup) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de mars 1965, constituant en corporation: Lorenzo Brisson, commerçant, 499, boulevard St-Sacrement, Rosario Desbiens, commerçant, 245, boulevard St-Sacrement, et Paul-Émile Normand, comptable, 2, rue Lévesque, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises généralement vendues dans un magasin à rayons, sous le nom de « Magasin Continental (Rivière-du-Loup) Itée — Continental Store (Rivière-du-Loup) Ltd. », avec un capital total de \$42,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31<sup>e</sup> jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

1549-65

**Maisonneuve Mines Inc.  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de mars 1965, constituant en corporation: Lorenzo Brisson, 499, boulevard St-Sacrement, Rosario Desbiens, 245, boulevard St-Sacrement, tous deux commerçants, et Paul-Émile Normand, comptable, 2, rue Lévesque, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et marchandises généralement vendus dans un magasin à rayons, sous le nom de « Magasin Continental (Lac Mégantic) Itée — Continental Store (Lac Mégantic) Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 18, rue St-Bruno, Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1669-65

**Magasin Continental (Lac Mégantic) Itée  
Continental Store (Lac Mégantic) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lorenzo Brisson, 499, St-Sacrement Blvd., Rosario Desbiens, 245 St-Sacrement Blvd, both traders, and Paul-Émile Normand, accountant, 2 Lévesque Street, all three from Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in articles and merchandise generally sold in a departmental store, under the name of "Magasin Continental (Lac Mégantic) Itée — Continental Store (Lac Mégantic) Ltd.", with a total capital stock of \$42,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, 2,000 preferred shares class "A" of \$10 each and into 2,000 preferred shares class "B" of \$1 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st, day of March, 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1464-65

**Magasin Continental (Rivière-du-Loup) Itée  
Continental Store (Rivière-du-Loup) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lorenzo Brisson, trader, 499 St-Sacrement Blvd., Rosario Desbiens, trader, 245 St-Sacrement Blvd., and Paul-Émile Normand, accountant, 2 Lévesque St., all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in all merchandise usually sold in a department store, under the name of "Magasin Continental (Rivière-du-Loup) Itée — Continental Store (Rivière-du-Loup) Ltd.", with a total capital stock of \$42,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, 2,000 preferred class "A" shares of \$10 each and 2,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1549-65

**Maisonneuve Mines Inc.  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Lucien Maisonneuve, 62, rue Saint-Denis, Gatineau, Paul Lussier, 370, rue Bourassa, Gatineau, tous deux restaurateurs, et Léo Maisonneuve, vendeur, 216, rue Lawrence, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations, pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Maisonneuve Mines Inc. » (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1671-65

#### Marché Central de St. Eustache Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Tadeusz Konbrat, 64, 6<sup>e</sup> avenue, René Paiement, 112, 9<sup>e</sup> rue, tous deux avocats, de Roxboro, et Annie de Gallic, secrétaire, épouse commune en biens de Jean Miniou, 11434, avenue Edger, Montréal Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets de toutes sortes se rapportant à l'épicerie sous le nom de « Marché Central de St. Eustache Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 258, rue Grande Côte, St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1360-65

#### Marché Vaillant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Pierre Vaillancourt, boucher, St-François-du-Lac, Jacques Gareau, pompier, 6830, Roi-René, Anjou, et J.-Éloi Gervais, avocat, 61, St-Charles, est, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Marché Vaillant inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1637-65

letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Maisonneuve, 62 St-Denis Street, Gatineau, Paul Lussier, 370 Bourassa Street, Gatineau, both restaurateurs, and Léo Maisonneuve, salesman, 216 Lawrence Street, Greenfield Park, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Maisonneuve Mines Inc.", (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 common shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1671-65

#### Marché Central de St. Eustache Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Tadeusz Konbrat, 64, 6th Avenue, René Paiement, 112, 9th Street, both lawyers, of Roxboro, and Annie de Gallic, secretary, wife common as to property of Jean Miniou, 11434 Edger Avenue, Montreal North, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds connected with groceries, under the name of "Marché Central de St. Eustache Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 258 Grande Côte Street, St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1360-65

#### Marché Vaillant inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Vaillancourt, butcher, St-François-du-Lac, Jacques Gareau, fireman, 6830 Roi-René, Anjou, and J.-Éloi Gervais, advocate, 61 St-Charles East, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, under the name of "Marché Vaillant inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company at be will Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1637-65

**Marjean inc.**

**Marjean inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Armand Nadeau, avocat, 1339, rue Russell, Jean-Marc Nadeau, arpenteur-géomètre, 1560, rue O'Reilly, et Mathieu Parisien, agent d'assurance, 2551, rue Portland, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Nadeau, lawyer, 1339, Russell Street, Jean-Marc Nadeau, land surveyor, 1560, O'Reilly Street and Mathieu Parisien, insurance agent, 2551 Portland Street, all three from Sherbrooke, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Marjean inc. », avec un capital total de \$40,000 divisé en 700 actions ordinaires de \$10 chacune et en 330 actions privilégiées de \$100 chacune.

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Marjean inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 700 common shares of \$10 each and into 330 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 1560, rue O'Reilly, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

The head office of the company will be at 1560 O'Reilly Street, Sherbrooke, judicial district of St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1656-65

10797

1656-65

**Martin's Super Market Inc.**

**Martin's Super Market Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en loi de la reine, 134, chemin Finchley, Hampstead, Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, et Claire Culhane, secrétaire, fille majeure, 2199, Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Hampstead, Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, and Claire Culhane, secretary, file majeure, 2199 Harnard, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'épiciers, marchands de produits alimentaires, viande et provisions, sous le nom de « Martin's Super Market Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

To carry on the business of grocers, food, meat and provision merchants, under the name of "Martin's Super Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1965.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1658-65

10797-o

1658-65

**Menetiian Society of Montreal**  
« The Sacred Rock »

**Menetiian Society of Montreal**  
"The Sacred Rock"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Emmanuel Papamanolis, propriétaire d'un salon de barbier, 609, avenue Querbes, Antonios Kazigeorgiou, 5804, rue Jeanne-Mance, Frank Diakonis, 5691, avenue du Parc, app. 9, Emmanuel Leventis, 5653, rue Hutchison, Polychronis Spanos, 5683, avenue du Parc, app. 2, tous quatre propriétaires de restaurants, Elias Papamanolis, 609, avenue Querbes, Vassilios, Diakonis, 5814, avenue du Parc, app. 4, ces deux derniers étudiants, tous les sept de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Emmanuel Papamanolis, barber shop owner, 609 Querbes Avenue, Antonios Hazigeorgiou, 5804, Jeanne-Mance Street, Frank Diakonis, 5691, Park Avenue, Apt. 9, Emmanuel Leventis, 5653 Hutchison Street, Polychronis Spanos, 5683 Park Avenue, Apt. 2, all four restaurant owner's Elias Papamanolis, 609 Querbes Avenue, Vassilios Diakonis, 5814 Park Avenue, Apt. 4, the latter two students, all seven of Montreal, for the following purposes:

Grouper les personnes originaires de Menetes, des Karpathes, de Dodecanese, de la Grèce et résidant présentement sur l'île de Montréal, et les banlieues, dans les liens de l'amitié, de la

To unite people originating from Menetes, Karpathos, Dodecanese, Greece, now living in the Island of Montreal and the suburbs in the bonds of friendship, good fellowship and mutual

bonne camaraderie et de l'entente mutuelle, sous le nom de « Menetiatian Society of Montreal « The Sacred Rock ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1428-65

**Mercier Investments Inc.  
Les Placements Mercier inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1965, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, Wolseley, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, tous deux de Côte-St-Luc, et Abraham Gurman, avocat, 485, McGill, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Mercier Investments Inc. — Les Placements Mercier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1583-65

**Metropole Automatic Retail Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Spiro Gavaris, 3916, Maplewood, Montréal, Dean A. Sperdakos, 4528, avenue Royale, Montréal, et Howie Morenz, 22 Eldridge, Dollard-des-Ormeaux, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Distribuer, manufacturer et utiliser des machines automatiques et leurs accessoires pour la vente de breuvages et produits alimentaires, sous le nom de « Metropole Automatic Retail Co. Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1364-65

**Metropolitan Cleaners Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Ben Zilber, marchand, 4895, rue La Peltrie, Hyman Fogel, marchand, 4285, rue La Pel-

trier, under the name of "Menetiatian Society of Montreal "The Sacred Rock".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1428-65

**Mercier Investments Inc.  
Les Placements Mercier inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolseley, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, both of Côte-St-Luc, and Abraham Gurman, advocate, 485 McGill, Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Mercier Investments Inc. — Les Placements Mercier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1583-65

**Metropole Automatic Retail Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Spiro Gavaris, 3916 Maplewood, Montreal, Dean A. Sperdakos, 4528 Royal Avenue, Montreal, and Howie Morenz, 22 Eldridge, Dollard-des-Ormeaux, all three merchants, for the following purposes:

To distribute, manufacture and utilize food and beverage vending machines and accessories thereof, under the name of "Metropole Automatic Retail Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1364-65

**Metropolitan Cleaners Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ben Zilber, merchant, 4895 La Peltrie Street, Hyman Fogel, merchant, 4285 La Peltrie Street, both of Mont-

trie, tous deux de Montréal, et Alphonse Genier, marchand, 1735, rue Oxford, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de nettoyeurs, sous le nom de « Metropolitan Cleaners Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3606, Montée des Sources, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797 1722-65

**Au Mobilier de France inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Émile Colas, 25, chemin de Casson, Westmount, Richard David, 8102, rue Viau, St-Léonard, tous deux avocats, et Jean Carouzet, clerc, 3445, rue St-Urbain, Montreal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Au Mobilier de France inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1955, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1630-65

**Model'A Itée  
Model'A Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Réjean Deslandes, Michel Lamarre, tous deux hommes d'affaires, de St-Luc, comté de St-Jean, et Marcel Moreau, comptable agréé, 2600, Malo, Brossard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de roulottes, remorques et autres, véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Model'A Itée — Model'A Ltd. », avec un capital total de \$110,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2600, Malo, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1713-65

**Montreal Mould Makers Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

real, and Alphonse Genier, merchant, 1735 Oxford Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, under the name of "Metropolitan Cleaners Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 3606 Montée des Sources, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 1722-65

**Au Mobilier de France inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile Colas, 25 de Casson Road, Westmount, Richard David, 8102 Viau St., St-Léonard, both advocates, and Jean Carouzet, clerk, 3445 St-Urbain St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Au Mobilier de France inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1955 St. James St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1630-65

**Model'A Itée  
Model'A Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réjean Deslandes, Michel Lamarre, both businessmen, of St-Luc, county of St. John, and Marcel Moreau, chartered accountant, 2600 Malo, Brossard, for the following purposes:

To carry on business dealing in mobile homes, trailers and in automotive vehicles, under the name of "Model'A Itée — Model'A Ltd.", with a total capital stock of \$110,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2600 Malo, Brossard, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1713-65

**Montreal Mould Makers Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Paul G. Unterberg, avocat, Bernard Sivak, avocat, et Patricial Perry, secrétaire, célibataire, tous trois de 1390, rue Sherbrooke, ouest, chambre 36, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de moules et en faire le commerce sous le nom de « Montreal Mould Makers Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1687-65

#### Guy Nadeau construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Guy Nadeau, entrepreneur, Pauline Laliberté, ménagère, épouse commune en biens dudit Guy Nadeau, et Rolland Ménard, contre-maître, tous trois de St-Césaire, comté de Rouville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Guy Nadeau construction Itée », avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Césaire, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1500-65

#### National Supermarket Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, 120, 90e Avenue, LaSalle, Yvon Ostiguy, commis, 31, rue Ostiguy, Lavaltrie, et Carmen Monette, secrétaire, célibataire, 1955, rue Springland, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises en rapport avec les épiceries, sous le nom de « National Supermarket Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4415, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1664-65

#### New Marie Chinese Food Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Province of Quebec, incorporating: Paul G. Unterberg, advocate, Bernard Sivak, advocate, and Patricial Perry, secretary, spinster, all three of 1390 Sherbrooke Street West, Suite 36, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of moulds, under the name of "Montreal Mould Makers Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1687-65

#### Guy Nadeau construction Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Nadeau, contractor, Pauline Laliberté, housewife, wife common as to property of the said Guy Nadeau, and Rolland Ménard, foreman, all three from St-Césaire, county of Rouville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Guy Nadeau construction Itée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Césaire, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th, day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1500-65

#### National Supermarket Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, 120, 90th Avenue, LaSalle, Yvon Ostiguy, clerk, 31 Ostiguy Street, Lavaltrie, and Carmen Monette, secretary, spinster, 1955 Springland Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of merchandise connected with groceries, under the name of "National Supermarket Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4415 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1664-65

#### New Marie Chinese Food Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Samuel Godinsky, c.r., 731, avenue Upper Belmont, Westmount, Reuben Resin, 5510, avenue Robinson, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Aniceta O'Grady, secrétaire, célibataire, 4012, avenue Hampton, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, sous le nom de « New Marie Chinese Food Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1612-65

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Godinsky, q.c., 731 Upper Belmont Avenue, Westmount, Reuben Resin, 5510 Robinson Avenue, Côte-St-Luc, both advocates, and Aniceta O'Grady, secretary, spinster, 4012 Hampton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "New Marie Chinese Food Restaurant Inc." with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each and 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1612-65

**Northern Maintenance and Services Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Blair Kack, contremaître d'entretien, Muriel Michaud, ménagère, épouse séparée de biens dudit Blair Kack, tous deux de 384, avenue Proulx, Québec, et Stephen Kack, commis, Valcartier (Station), pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs en construction, sous le nom de « Northern Maintenance and Services Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 384, avenue Proulx, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1665-65

**Northern Maintenance and Services Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Blair Kack, maintenance foreman, Muriel Michaud, housewife, wife separate as to property of the said Blair Kack, both of 384 Proulx Avenue, Quebec, and Stephen Kack, clerk, Valcartier (Station), for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Northern Maintenance and Services Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 384 Proulx Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1665-65

**Nuway Carpet Cleaning Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Angelo Bucci, poseur de tuiles, 10670, St-Charles, Montréal, Antonio Bucci, tailleur, 7420, 20e avenue, St-Michel, et Ernesto Bucci, poseur de tuiles, 5400, Jules-Fournier, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de nettoyeurs de tapis, rembourrage, tentures, fournitures de ménage et de parquets en tuiles, terrazzo, ciment, bois, et sous-produits d'iceux, sous le nom de « Nuway Carpet Cleaning Ltd. », avec un capital total de \$35,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1592-65

**Nuway Carpet Cleaning Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Angelo Bucci, tile setter, 10670 St-Charles, Montreal, Antonio Bucci, tailor, 7420, 20th Avenue, St-Michel, and Ernesto Bucci, tile setter, 5400 Jules-Fournier, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners of carpets, upholstery, drapes, household furnishing and of floors of tile, terrazzo, cement, wood and of the by-products thereof, under the name of "Nuway Carpet Cleaning Ltd.", with a total capital stock of \$35,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1592-65

**O Mon Soleil (O Sole Mio)**  
pizzeria restaurant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Norman-C. Denys, avocat, 116, avenue Jasper, Mont-Royal, René Beaulac, avocat, 6296, rue Louis-Hémon, Montréal, et Michèle Lavoie, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 1383, rue St-Louis, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « O Mon Soleil (O Sole Mio) pizzeria restaurant inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1516-65

**J. E. O'Neil Electric Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Edgard L. Allard, avocat, John Eddy O'Neil, entrepreneur électricien, et James McGuire, comptable, tous trois de Campbell's Bay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « J. E. O'Neil Electric Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Campbell's Bay, district judiciaire de Pontiac.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1675-65

**Ordre de bienfaisance Jean Talon**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation dans capital-actions: André Desgagné, docteur en droit, professeur, 1305, de Puisaux, Sillery, Guy Letarte, avocat, 2753, Valcourt, Ste-Foy, et Robert Auclair, avocat, 760, avenue Chouinard, Québec, pour les objets suivants:

Procurer des services charitables à des personnes de langue française dans le besoin, sous le nom de « Ordre de bienfaisance Jean Talon ».

La corporation n'acquerra ni ne possédera aucun bien immobilier.

Le siège social de la corporation sera 212, rue Franklin, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1880-65

**O Mon Soleil (O Sole Mio)**  
pizzeria restaurant inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norman-C. Denys, lawyer, 116 Jasper Ave., Mount-Royal, René Beaulac, lawyer, 6296, Louis-Hémon Street, Montreal, and Michèle Lavoie, secretary, fille majeure, using of her rights, 1383, St-Louis Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "O Mon Soleil (O Sole Mio) pizzeria restaurant inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1516-65

**J. E. O'Neil Electric Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edgard L. Allard, lawyer, John Eddy O'Neil, electrical contractor, and James McGuire, accountant, all three of Campbell's Bay, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, under the name of "J. E. O'Neil Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Campbell's Bay, judicial district of Pontiac.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1675-65

**Ordre de bienfaisance Jean Talon**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: André Desgagné, doctor in law, professor, 1305, de Puisaux, Sillery, Guy Letarte, lawyer, 2753 Valcourt, Ste-Foy and Robert Auclair, lawyer, 760 Chouinard Avenue, Québec, for the following purposes:

To procure charitable services to french speaking people in the need, under the name of "Ordre de bienfaisance Jean Talon".

The corporation will not acquire or possess any immovable.

The head office of the corporation will be at 212 Franklin Street, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1880-65

**P. A. Supermaket Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, et Brahm L. Campbell, 5500, Snowdon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandise de toutes sortes se rapportant à l'épicerie, sous le nom de « P. A. Supermarket Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1559-65

**Participex inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: André Drouin, 6790, Louis-Hémon, Claudel Sirois, 3445, Papineau, tous deux de Montréal, et Jacques Lamontagne, 7535, Verdier, St-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Participex inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune, 12,500 actions classe « A » de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-David, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

1590-65

**L. A. Pataki Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Michael Rusko, 3117, The Boulevard, Westmount, David Gregory, 218, avenue Morrison, Mont Royal, tous deux avocats, et Mary Ainslie, secrétaire, veuve non remariée de Louis Barker, 109, chemin St-Jean, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandise, sous le nom de « L. A. Pataki Ltd. », avec un capital-actions divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3730, chemin Queen Mary, Montréal, district judiciaire de Montréal.

**P. A. Supermaket Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, and Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds connected with groceries, under the name of "P. A. Supermarket Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-0

1559-65

**Participex inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Drouin, 6790 Louis-Hémon, Claudel Sirois, 3445 Papineau, both from Montreal, and Jacques Lamontagne, 7535, Verdier, St-Léonard, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Participex inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each, 12,500 shares class "A" of \$10 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val-David, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1590-65

**L. A. Pataki Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Rusko, 3117 The Boulevard Westmount, David Gregory, 218 Morrison Avenue, Mount Royal, both advocates, and Mary Ainslie, secretary, unmarried widow of Louis Barker, 109 St. John's Road, Pointe-Claire, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "L. A. Pataki Ltd.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 3730 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 14e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

10797 1693-65

#### Au Pêché Mignon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Place d'Auteuil, tous deux avocats, de Duverney, et Cécile Fournier, secrétaire, veuve non remariée de Paul Fournier, 3089, rue Bossuet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Au Pêché Mignon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 15e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

10797-o 1782-65

#### Pépinère Florales Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Joseph Vermeulen, pépiniériste, 47, boulevard Auteuil, Vimont, Vital Desquilbet, rentier, 120, rue Bazin, et Francis Desquilbet, policier, 298, rue Montmorency, ces deux derniers de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Pépinière Florales Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 525, boulevard Labelle, Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

10797-o 1482-65

#### Les Placements B S inc. B S Holding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Raymond Crevier, avocat, 2930, avenue Lacombe, Montréal, Claude Fontaine, avocat, 2935, avenue Maplewood, Montréal, et André Guertin, commis, 222, Lacharité, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements B S inc. — B S Holding Inc. », avec un capital divisé en 8,000 actions sans valeur nominale.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 14th day of April, 1965.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 1693-65

#### Au Pêché Mignon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 place d'Auteuil, both advocates, of Duverney, and Cécile Fournier, secretary, unmarried widow of Paul Fournier, 3089 Bossuet St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and manufacturers of biscuits, under the name of "Au Pêché Mignon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 15th day of April, 1965.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1782-65

#### Pépinère Florales Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Vermeulen, nurseryman, 47 Auteuil Blvd., Vimont, Vital Desquilbet, annuitant, 120 Bazin St., and Francis Desquilbet, policeman, 298 Montmorency St., the two latter of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and grain cultivators, under the name of "Pépinère Florales Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 525 Labelle Blvd., Fabreville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,  
this 9th day of April, 1965.

**RAYMOND DOUVILLE,**  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1482-65

#### Les Placements B S inc. B S Holding Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Crevier, advocate, 2930 Lacombe Ave., Montreal, Claude Fontaine, advocate, 2935 Maplewood Ave., Montreal, and André Guertin, clerk, 222 Lacharité, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements B S inc. — B S Holding Inc.", with a capital stock divided into 8,000 shares of no nominal value.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1607-65

**Les Placements Le Fort inc.**  
**Le Fort Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1965, constituant en corporation: Louis Fortin, représentant, 3555, Côte-des-Neiges, Gilles Laplante, industriel, 4554, Stanley-Weir, Marguerite Chayer, comptable, célibataire, 822, Parc Stanley, tous trois de Montréal, Arthur Laplante, industriel, 1344, boulevard Mont-Royal, Outremont, et Philippe Guay, avocat, 300, Kensington, Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Le Fort inc. — Le Fort Investments Inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1251-65

**Les Placements Thérèse inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, 7783, Marillac, Montréal, Anita Boivert, 6825, Pie IX, Montréal, et Lyse Boulais, 868, Mercier, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « Les Placements Thérèse inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1571-65

**Planotopo inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jude Audet, 40, avenue des Rapides, Courville, Gérard Barrette, 40, avenue Vézina, Boischatel, et Gérard Tanguay, 2030, 26e rue, app. 3, Québec, tous trois arpenteurs-géomètres, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1607-65

**Les Placements Le Fort inc.**  
**Le Fort Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Fortin, representative, 3555, Côte des Neiges, Gilles Laplante, industrialist, 4554, Stanley-Weir, Marguerite Chayer, accountant, spinster, 822, Parc Stanley, all three from Montreal, Arthur Laplante, industrialist, 1344, Mount-Royal Blvd., Outremont and Philippe Guay, lawyer, 300 Kensington, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Le Fort inc. — Le Fort Investments Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 10,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1251-65

**Les Placements Thérèse inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Dansereau, advocate, 7783 Marillac, Montreal, Anita Boivert, 6825 Pie IX, Montreal, and Lyse Boulais, 868 Mercier, Montreal, the two latter secretaries, spinters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and investment company, under the name of "Les Placements Thérèse inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1571-65

**Planotopo inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jude Audet, 40 des Rapides Ave., Courville, Gérard Barrette, 40 Vézina Ave., Boischatel, and Gérard Tanguay, 2030, 26th Street, apt. 3, Quebec, all three Land surveyors, for the following purposes:

Faire affaires comme imprimeurs, lithographes, photographes et relieurs, sous le nom de « Planotopo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 40, avenue des Rapides, Courville, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province.*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1758-65

#### Port Royal Paving Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Giovanni Fabrizio, 7407, Marquette, app. 4, Francesco Borsellino, 7920, Chabot, app. 4, et Vincenzo Costanzo, 7916, Chabot, app. 2, tous trois ouvriers, de Montréal, pour les objets suivants:

Faires affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Port Royal Paving Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7407, Marquette, app. 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province.*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1514-65

#### Progressive Design Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Maurice Archambault, architecte, 379, avenue Elm, Westmount, Normand Gagnon, architecte, 100, rue des Iles Percées, Boucherville, et Jacques Bernier, dessinateur, 408, rue Wiseman, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme dessinateurs, producteurs et éditeurs de projections animées, sous le nom de « Progressive Design Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3680, rue de la Montagne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province.*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1818-65

#### Les Projets Bellevue Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: A. Arnold Lechter, avocat, 5764, avenue Blossom, Rose-Marie Weissman, secrétaire, celi-bataire, 5764, chemin Wavell, tous deux de

To carry on business as printers, lithographers, photographers and bookbinders, under the name of "Planotopo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 40 des Rapides Ave., Courville, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1758-65

#### Port Royal Paving Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Giovanni Fabrizio, 7407 Marquette, Apt. 4, Francesco Borsellino, 7920 Chabot, Apt. 4, and Vincenzo Costanzo, 7916 Chabot, Apt. 2, all three labourers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in all kinds of paving works and construction, under the name of "Port Royal Paving Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 400 common shares of \$25 each.

The head office of the company will be at 7407 Marquette, Apt. 4, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1514-65

#### Progressive Design Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Archambault, architect, 379 Avenue Elm, Westmount, Norman Gagnon, architect, 100 rue des Iles Percées, Boucherville, and Jacques Bernier, draughtsman, 408, Wiseman St., Outremont, for the following purposes:

To carry on business as draughtsman and motion picture producers, under the name of "Progressive Design Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3680 Mountain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1818-65

#### Les Projets Bellevue Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: A. Arnold Lechter, advocate, 5764, Blossom Avenue, Rose-Marie Weissman, secretary, spinster, 5764 Wavell Road, both of Côte-St-Luc, and Issie

Côte-St-Luc, et Issie Sternthal, agent d'immeubles, 4812, Isabella, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, d'immeubles et de placements, sous le nom de « Les Projets Bellevue Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1142, rue Hickson, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797 1720-65

**Les Promotions Commerciales M. F. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1965, constituant en corporation: Maurice Fortin, publiciste, 323, rue St-Dominique, Jonquière, Arthur Sasseville, vendeur, 48, rue Montcalm, Kénogami, et Lucile Fortin, ménagère, épouse de Tom Girard, 357, rue St-Rémi, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Les Promotions Commerciales M. F. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 723, rue St-Hubert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 121-65

**Les Propriétés du Mont Chesham Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Lawrence H. Sparks, homme d'affaires, 6, Meadowlawn, Pointe-Claire, Guy Pager, c.r., avocat, et Marie-Blanche Geoffrion, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Nystrom, ces deux derniers de 1916, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et exploiter des serres chaudes et des pépinières, sous le nom de « Les Propriétés du Mont Chesham Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1916, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 928-65

Sternthal, real estate agent, 4812 Isabella, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Projets Bellevue Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1142 Hickson Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 1720-65

**Les Promotions Commerciales M. F. inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Fortin, publicist, 323 St-Dominique St., Jonquière, Arthur Sasseville, salesman 48 Montcalm St., Kénogami, and Lucile Fortin, housewife, wife of Tom Girard, 357 St-Rémi St., Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as contractors and advisers in publicity, under the name of "Les Promotions Commerciales M. F. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 723 St-Hubert St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 121-65

**Les Propriétés du Mont Chesham Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence H. Sparks, business man, 6, Meadowlawn, Pointe-Claire, Guy Pager, q.c., lawyer, and Marie-Blanche Geoffrion, secretary, wife contractually separate as to property of Robert Nystrom, these latter two from 1916 Dorchester Blvd. west, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company and to operate hot houses nurseries, under the name of "Les Propriétés du Mont Chesham Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1916 Blvd. Dorchester west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd, day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 928-65

**Regina Plumbing Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: John H. Gomery, avocat, 18, de Provence, Prévile, C. Stephen Cheasley, avocat, 7, avenue Rennie, Montréal ouest, et Jacques Loranger, avocat, 235, Kensington, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de plombiers, entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de « Regina Plumbing Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3650, avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1585-65

**Renova inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Claude Véraquin, industriel, Plessisville, Georges Fabre, vendeur, Victoriaville, et Jean Roy, comptable, Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'ameublements et d'équipements de toutes sortes, sous le nom de « Renova inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1595, avenue De Guise, Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1765-65

**Le restaurant Au Carcan inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, avenue Arlington, Westmount, Guy E. Boisvert, 4976, avenue Glencairn, Montréal, et Claude Boisvert, 1505, rue Moore, Chomedey, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Le restaurant Au Carcan inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1626-65

**Regina Plumbing Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John H. Gomery, advocate, 18 de Provence, Prévile, C. Stephen Cheasley, advocate, 7 Rennie Avenue, Montreal West, and Jacques Loranger, advocate, 235 Kensington, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbers, general contractors and builders, under the name of "Regina Plumbing Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 3650 Verdun Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1585-65

**Renova inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Véraquin, industrialist, Plessisville, Georges Fabre, salesman, Victoriaville, and Jean Roy, accountant, Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and all kinds of equipment, under the name of "Renova inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1595, De Guise, Avenue, Plessisville, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1765-65

**Le restaurant Au Carcan inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington Avenue, Westmount, Guy E. Boisvert, 4976 Glencairn Avenue, Montreal, and Claude Boisvert, 1505 Moore Street, Chomedey, all three attorneys, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Le restaurant Au Carcan inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1626-65

**Restaurant Le Campagnard inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Lionel Jacob, entrepreneur, 114, boulevard Pie XII, Fernand Trudel, industriel, 101, boulevard Lafèche, René Vogel, industriel, 215, de la Falaise, Sylvio Séguin, directeur régional C.S.N., 122, boulevard Pie XII, tous quatre de Haute-ri-ve, et Marcel Lafontaine, hôtelier, Ste-Anne-de-Portneuf, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Restaurant Le Campagnard inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Haute-ri-ve, district judiciaire de Haute-ri-ve.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

10797-0

1728-65

**J. C. Roy inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jean-Claude Roy, industriel, 5691, Place St-Donat, Montréal, Jean-Guy Courtois, militaire, 7018, Marseille, Montréal, et Alban Robichaud, embaumeur, 10921, Poitras, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « J. C. Roy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

**RAYMOND DOUVILLE.**

10797-0

1477-65

**St-Jacques et Watkins inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1965, constituant en corporation: Roland St-Jacques, administrateur, 10441, rue St-Charles, Montréal, Philippe Watkins, constructeur, 10335, rue Clark, Montréal, et Jean-Pierre Guimond, notaire, 10409, Place Fleury, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, de bois, et faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « St-Jacques et Watkins inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

**Restaurant Le Campagnard inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lionel Jacob, contractor, 114 Pie XII Boulevard, Fernand Trudel, industrialist, 101 Lafèche Boulevard, René Vogel, industrialist, 215 de la Falaise, Sylvio Séguin, C.S.N. regional director, 122 Pie XII Boulevard, all four of Haute-ri-ve, and Marcel Lafontaine, hotel-keeper, Ste-Anne-de-Portneuf, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Restaurant Le Campagnard inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Haute-ri-ve, judicial district of Haute-ri-ve.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1728-65

**J. C. Roy inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Roy, industrialist, 5691, Place St-Donat, Montréal, Jean-Guy Courtois, soldier, 7018 Marseille, Montreal and Alban Robichaud, embalmer, 10921, Poitras, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as funeral directors, under the name of "J. C. Roy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1477-65

**St-Jacques et Watkins inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland St-Jacques, administrator, 10441 St-Charles St., Montreal, Philippe Watkins, builder, 10335 Clark St., Montreal, and Jean-Pierre Guimond, notary, 10409 Place Fleury, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of heating apparatus or systems, in wood, and to act as a real estate and construction company, under the name of "St-Jacques et Watkins inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,  
ce 31<sup>e</sup> jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 1256-65

#### St. Laurent Curling Club Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Edward I. Bassin, 5725, chemin Côte-St-Luc, Jack Hecht, 5761, chemin Côte-St-Luc, tous deux de Hampstead, Sydney Kershner, 745, Dorais, St-Laurent, et Oscar Hecht, 7380, Ostell Crescent, Mont Royal, tous quatre administrateurs, pour les objets suivants:

Pratiquer le jeu ou le passe-temps de curling, sous le nom de « St. Laurent Curling Club Ltd. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797 1613-65

#### Salon Louise et Rachel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Mervyn Norman Rosenstein, 4690, rue Bouchette, Lillian Rabinovitch, épouse séparée de biens de Moses Reinblatt, 4520, avenue Rosedale, tous deux de Montréal, et John Jacob Spector, c.r., 4840, chemin Côte-St-Luc, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter et diriger des établissements de coiffure et manucure, sous le nom de « Salon Louise et Rachel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1346, rue Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797 1640-65

#### Silo-Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Denys Roy, pâtissier, 1818, St-Pierre, LeMoynes, Georges Gosselin, pâtissier, 72, 76<sup>e</sup> Avenue, Ste-Thérèse, et Ludger A. A. Beaudry, rentier, 8315, de Gaspé, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment, du béton et de leurs sous-produits, sous le nom de « Silo-

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 1256-65

#### St. Laurent Curling Club Ltd.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Edward I. Bassin, 5725 Côte-St-Luc Road, Jack Hecht, 5761 Côte-St-Luc Road, both of Hampstead, Sydney Kershner, 745 Dorais, St-Laurent, and Oscar Hecht, 7380 Ostell Crescent, Mount Royal, all four executives, for the following purposes:

To carry on the game or pastime of curling, under the name of "St. Laurent Curling Club Ltd."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 1613-65

#### Salon Louise et Rachel inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mervyn Norman Rosenstein, 4690 Bouchette Street, Lillian Rabinovitch, wife separate as to property of Moses Reinblatt, 4520 Rosedale Avenue, both of Montreal, and John Jacob Spector, q.c., 4840 Côte-St-Luc Road, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To operate and conduct hairdressing and manicuring establishments, under the name of "Salon Louise et Rachel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 38,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1346 Ste-Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 1640-65

#### Silo-Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denys Roy, pastry-cook, 1818 St-Peter, LeMoynes, Georges Gosselin, pastry-cook, 72, 76th Avenue, Ste-Thérèse, and Ludger A. A. Beaudry, annuitant, 8315, de Gaspé, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in cement, concrete and their by-products, under the name of

Québec inc., avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LeMoyné, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1398-65

**La Société de fabrication et de montage Degrémont inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: André Villeneuve, 4302, de Repentigny, Jacques Clément, 3508, Marcell, tous deux de Montréal, et Robert Pigeon, 11250, Ste-Julie, Montréal-Est, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabrication, construction, montage et mise en service de tous produits, matériels et installation pour l'épuration des fluides et des gaz, sous le nom de « La Société de fabrication et de montage Degrémont inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1334-65

**Société générale d'éclairage du Québec Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Lucien Thibodeau, surintendant, 97, rue Plaisance, Jacques-Cartier, Elcer Dolan, gérant, 10595, Place Hôtel de Ville, Montréal-Nord, et Guy Archambault, professeur, 8312, Chambord, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs électriciens, sous le nom de « Société générale d'éclairage du Québec Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 97, rue Plaisance, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1689-65

**Sodac Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Fernand Lalonde, 4902, avenue Roslyn, Montréal, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, et Jean Lefrançois, 191, Maplewood, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

"Silo-Québec inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at LeMoyné, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1398-65

**La Société de fabrication et de montage Degrémont inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Villeneuve, 4302 de Repentigny, Jacques Clément, 3508 Marcell, both of Montreal, and Robert Pigeon, 11250 Ste-Julie, Montreal-East, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture, build, erect and put into service all products, and materials, and to install them for the purifying of liquids and gasses, under the name of "La Société de fabrication et de montage Degrémont inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1334-65

**Société générale d'éclairage du Québec Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Thibodeau, superintendent, 97 Plaisance St., Jacques-Cartier, Elcer Dolan, manager, 10595 Place Hôtel de Ville, Montreal-North, and Guy Archambault, professor, 8312 Chambord, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors, under the name of "Société générale d'éclairage du Québec Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 97 Plaisance St., Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1689-65

**Sodac Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Lalonde, 4902 Roslyn Ave., Montreal, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Ave., Mount Royal, and Jean Lefrançois, 191 Maplewood, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Sodac Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1504-65

To carry on business as an investment company, under the name of "Sodac Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1504-65

**Southshore Mobile Home Inc.**  
**Maison mobile Rive Sud inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jacques Coderre, avocat, 11819, Zotique-Racicot, André Paquette, avocat, 3425, boulevard Toupin, et Marie Leclerc, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 6125, 28e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location de roulettes et de maisons mobiles, sous le nom de « Southshore Mobile Home Inc.—Maison mobile Rive Sud inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera boulevard Sir Wilfrid-Laurier, St-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1205-65

**Southshore Mobile Home Inc.**  
**Maison mobile Rive Sud inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Coderre, lawyer, 11819, Zotique-Racicot, André Paquette, lawyer, 3425, Toupin Blvd, and Marie Leclerc, secretary, fille majeure, using of her rights, 6125, 28th Avenue, all three from Montreal, for the following purposes:

To carry on business in rental of trailers and mobile homes, under the name of "Southshore Mobile Home Inc.—Maison mobile Rive Sud inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$100 each and into 500 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Blvd. Sir Wilfrid-Laurier, St-Basile le Grand, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1205-65

**Southern Ready Mix Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1965, constituant en corporation: Armand Villiard, entrepreneur, Yvonne Pelletier, ménagère, épouse dudit Armand Villiard, et Odette Villiard, sans profession, fille majeure, tous trois d'Yamaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment, du béton et de leurs sous-produits, sous le nom de « Southern Ready Mix Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Yamaska, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1154-65

**Southern Ready Mix Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Villiard, contractor, Yvonne Pelletier, housewife, wife of the said Armand Villiard, and Odette Villiard, without profession, fille majeure, all three of Yamaska, for the following purposes:

To carry on business dealing in cement, concrete and their by-products, under the name of "Southern Ready Mix Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Yamaska, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1154-65

**Stegar Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat et conseil en Loi de la reine, 4, Surrey Gardens, Westmount, Nathaniel H. Salomon, avocat, 4300, avenue

**Stegar Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, advocate and Queen's Counsel, 4 Surrey Gardens, Westmount, Nathaniel H. Salomon, advocate, 4300 Western Avenue, Westmount, and Arthur I.

Western, Westmount, et Arthur I. Bronstein, avocat, 5703, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Stegar Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1245, rue Sherbrooke, ouest, chambre 1740, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1563-65

**Superior Carpet Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gerald Hirsh, marchand, 1712, Hartenstein, St-Laurent, Arnold Baron, marchand, 5766, Melling, Côte-St-Luc, et Lou Tannenbaum, avocat, 210, rue St-Jacques ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de couvre-planchers et de revêtement de murs de toutes sortes, sous le nom de « Superior Carpet Co. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797

1672-65

**Les Surplus Économiques inc.  
The Economic Surplus Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1965, constituant en corporation: Michel St-Hilaire, avocat, 34, de la Fabrique, Québec, Odile Drouin, secrétaire, fille majeure, 2046, Bergemont, Québec, et Colette Samson, secrétaire, fille majeure, 3463, Place Trianon, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et de tissus de toutes sortes, sous le nom de « Les Surplus Économiques inc.—The Economic Surplus Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1686-65

**Taverne Lacasse inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Bronstein, advocate, 5703 Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Stegar Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of the par value of \$10 each and 900 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1245 Sherbrooke Street West, Suite 1740, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1563-65

**Superior Carpet Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald Hirsh, merchant, 1712 Hartenstein, St-Laurent, Arnold Baron, merchant, 5766 Melling, Côte-St-Luc, and Lou Tannenbaum, advocate, 210 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in floor and wall coverings of all kinds, under the name of "Superior Carpet Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 common shares of \$1 each and 3,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1672-65

**Les Surplus Économiques inc.  
The Economic Surplus Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel St-Hilaire, advocate, 34 de la Fabrique, Québec, Odile Drouin, secretary, fille majeure, 2046 Bergemont, Québec, and Colette Samson, secretary, fille majeure, 3463 Place Trianon, Ste-Foy, for the following purposes:

To manufacture and carry on business dealing in all kinds of clothing and materials, under the name of "Les Surplus Économiques inc.—The Economic Surplus Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary this 26th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1686-65

**Taverne Lacasse inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Pierre Lacasse, gérant, 2090, Place Henri-Bourassa, ouest, Francine Lemay, secrétaire, fille majeure, 11377, Meunier, et Denise Lamarche, secrétaire, fille majeure, 3405, St-André, app. 3, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne Lacasse inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2090, Place Henri-Bourassa, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1586-65

### Two-Way Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Alexander Biega, c.r., 105, chemin Upper Bellevue, Westmount, Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, et Hendrik Kooiman, 396, avenue Glengarry, Mount-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Two-Way Acceptance Corporation », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1695-65

### Vailbert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gustave Vaillancourt, chauffeur, Roland Vaillancourt, étudiant en droit, tous deux de 3061, boulevard Dagenais, et Jacques Vaillancourt, fonctionnaire, 3091, boulevard Dagenais, tous trois de Fabreville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Vailbert inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fabreville, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1475-65

### Vercœur Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Province of Quebec, incorporating: Pierre Lacasse, manager, 2090 Place Henri-Bourassa, west, Francine Lemay, secretary, fille majeure, 11377 Meunier, and Denise Lamarche, secretary, fille majeure, 3405 St. André, apt 3, all three from Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne Lacasse inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2090 Place Henri-Bourassa west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th, day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1586-65

### Two-Way Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alexander Biega, q.c., 105 Upper Bellevue Road, Westmount, Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, and Hendrik Kooiman, 396 Glengarry Avenue, Mount-Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Two-Way Acceptance Corporation", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1695-65

### Vailbert inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gustave Vaillancourt, chauffeur, Roland Vaillancourt, law student, both from 3061 Dagenais Blvd. and Jacques Vaillancourt, 3091, Dagenais Blvd., civil employee, all three from Fabreville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Vailbert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Fabreville, county of Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1475-65

### Vercœur Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Murray Lapin, c.r., 167, chemin Edgehill, Westmount, Norman May, 7915, chemin Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Shirley Muggerridge, secrétaire, fille majeure, 59, rue Orchard, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Vercœur Development Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 630, 615, boulevard Dorchester ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797 1661-65

**Victoria Factors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Hyman Solomon, avocat, et conseil en Loi de la reine, 1365, Scarboro, Mont Royal, Julie Martin, 15483, Oakwood, Pierrefonds, et Nicole Paternault, 3455, rue Stanley, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de valeurs mobilières et de toutes sortes de propriétés personnelles, sous le nom de « Victoria Factors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5497A, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797 1718-65

**Waletha Management Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, Bernard Robert Benson, avocat, 652, Lansdowne, Westmount, et June Sullivan, secrétaire, épouse séparée de biens de William Jones, 5, Basile-Daignault, St-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Waletha Management Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune, 150 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 3,975 actions privilégiées catégorie « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797 1411-6

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, q.c., 167 Edgehill Road, Westmount, Norman May, 7915 Côte-St-Luc Road, Côte-St-Luc, both advocates, and Shirley Muggerridge, secretary, spinster of the full age of majority, 59 Orchard Street, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Vercœur Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Suite 630, 615 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 1661-65

**Victoria Factors Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hyman Solomon, advocate and Queen's Counsel, 1365 Scarboro, Mount Royal, Julie Martin, 15483 Oakwood, Pierrefonds, and Nicole Paternault, 3455 Stanley Street, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in securities and in all kinds of personal property, under the name of "Victoria Factors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5497A Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 1718-65

**Waletha Management Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, Bernard Robert Benson, advocate, 652 Lansdowne, Westmount, and June Sullivan, secretary, wife separate as to property of William Jones, 5 Basile-Daignault, St-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Waletha Management Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$1 each, 150 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,975 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

510797-o 1411-65

**Zafira du Canada inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de mars 1965, constituant en corporation: Renaud Paris, vendeur, Monique Mac Kay, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Renaud Paris, et Léo Paris, commis, tous trois de 3145, Bergerac, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Zafira du Canada inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31<sup>e</sup> jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1151-65

**Zafira du Canada inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Renaud Paris, salesman, Monique Mac Kay, secretary, wife separate as to property of the said Renaud Paris, and Léo Paris, clerk, all three from 3145, Bergerac, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of products, merchandises and articles, under the name of "Zafira du Canada inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1151-65

**245 Victoria Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de mars 1965, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 3495, Mountain, app. 708, Mary Ravachol, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Ravachol, 3590, Dézéry, app. 15, Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, MacDonald, tous trois de Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de biens immobiliers, sous le nom de « 245 Victoria Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17<sup>e</sup> jour de mars 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

1182-65

**245 Victoria Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 3495, Mountain, Apt. 708, Mary Ravachol, secretary, wife separate as to property of Charles Ravachol, 3590, Dézéry, Apt. 15, Rhoda, Cohen, secretary, fille majeure, 6427, MacDonald, all three of Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To deal in real estate and immoveable property, under the name of "245 Victoria Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 class "A" shares of the par value of \$1 each and 20,000 class "B" shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1965.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

1182-65

**Lettres patentes supplémentaires****Area Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29<sup>e</sup> jour d'avril 1965, à la compagnie « Area Mines Limited » (No Personal Liability), 1<sup>o</sup> redésignant ses 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune en 3,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2<sup>o</sup> augmentant son capital de \$3,000,000, à \$9,000,000, le

**Supplementary Letters Patent****Area Mines Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Area Mines Limited" (No Personal Liability), 1. redesignating its 3,000,000 shares of the par value of \$1 each into 3,000,000 common shares of the par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$3,000,000, to \$9,000,000, the additional capital stock being divided into

capital-actions additionnel étant divisé en 24,000,000, d'actions privilégiées d'une valeur au pair de \$0.25 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797 1955-25 — 1272/1

**Quebec Natural Gas Corporation, in French Corporation de gaz naturel du Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de février 1965, à la compagnie « Quebec Natural Gas Corporation, in French Corporation de gaz naturel du Québec », ratifiant une résolution adoptée par le bureau des directeurs de la compagnie le 11e jour de janvier 1965, désignant une série de 130,000 actions privilégiées de \$100 chacune comme 130,000 actions privilégiées, série 1965.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de février 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10797 11674-55 — 1262/120

24,000,000 preferred shares of the par value of \$0.25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 1955-25 — 1272/1

**Quebec Natural Gas Corporation, in French Corporation de gaz naturel du Québec**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of February, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Quebec Natural Gas Corporation, in French Corporation de gaz naturel du Québec », ratifying a resolution passed by the board of directors of the company on the 11th day of January, 1965, designating a series of 130,000 preferred shares of \$100 each as 130,000 preferred shares, 1965 series.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of February, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o 11674-55 — 1262/120

**Arrêtés en Conseil**

**Orders in Council**

**Arrêté en conseil**

**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 991

Section « A »

Québec, le 11 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 922 du 4 mai 1965, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, soit corrigé comme suit:

1° Le paragraphe intitulé « Zone II » apparaissant à la Section II est remplacé par le suivant:

« Zone II: Les cités, villes et municipalités suivantes et tous les territoires compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites respectives, à savoir: les cités de Rivière-du-Loup, Thetford-Mines et Rimouski, les villes de Mont-Joli, Matane, Montmagny, Donnacona, Saint-Georges-Ouest (Beauce), Beauceville, Beauceville-Est et Sainte-Marie (Beauce), les municipalités de Saint-Georges-Est (Beauce), Saint-Joseph (Beauce), Sainte-Anne-de-Beaupré et Lac Etchemin. »

2° Les trois derniers paragraphes de la Section X commençant par les lettres « g », « h » et « i » doivent être numérotés, c'est-à-dire que les lettres « g », « h » et « i » sont remplacées par les chiffres « 7 », « 8 » et « 9 ».

JACQUES PRÉMONT,

10842-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Order in Council**

**Executive Council Chamber**

Number 991

Section "A"

Quebec, May 11, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to the decree respecting the Printing Industry in the Quebec region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 922 of May 4, 1965, respecting the Printing Industry in the Quebec region, be corrected as follows:

1. The sub-section entitled "Zone II" in Division II is superseded by the following:

"Zone II: The following cities, towns and municipalities and all the territory within a radius of five (5) miles of their respective limits, that is: the cities of Rivière-du-Loup, Thetford, Mines and Rimouski; the towns of Mont-Joli, Matane, Montmagny, Donnacona, Saint-Georges-Ouest (Beauce), Beauceville, Beauceville-Est and Sainte-Marie (Beauce), the municipalities of Saint-Georges-Est (Beauce), Saint-Joseph (Beauce), Sainte-Anne-de-Beaupré and Lac Etchemin."

2. The last three sub-sections of Division X shown as beginning with the letters "g", "h" and "i", must be numbered, i.e., letters "g", "h" and "i" are superseded by the numbers "7", "8" and "9."

JACQUES PRÉMONT,

10842-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 992

Section « A »

Québec, le 11 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Terrebonne.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle et Papineau, rendus obligatoire par le décret numéro 140 du 27 février 1952 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 mars 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du travail:

QUE ledit décret, numéro 140, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « a » de l'article 106 est remplacé par le suivant:

« a) Dans la ville de Lachute et la municipalité d'Ayersville, l'horaire de travail doit être conforme au règlement municipal de la ville de Lachute. »

2° Le nouvel article 108-A est ajouté:

« 108-A. a) Au cas de mariage, il est permis de fournir des services en n'importe quel temps aux futurs mariés seulement.

b) Au cas de mortalité, il est permis de fournir des services en n'importe quel temps à toute personne qui en prouve la nécessité.

c) Au cas de maladie, il est permis de fournir des services en n'importe quel temps à tout client qui à cause de maladie, accident ou infirmité ne peut aller au salon. »

3° L'article 116 est remplacé par le suivant:

« 116. *Horaires de travail:* a) Les horaires de travail sont les suivants:

*Dans les salons de barbier ou  
coiffeur pour hommes*

*Zone 1*

le lundi: jour de repos;

le mardi: de 8h.30 du matin à 6h. du soir;

le mercredi: de 8h.30 du matin à 6h. du soir;

le jeudi: de 8h.30 du matin à 6h. du soir;

le vendredi: de 8h.30 du matin à 9h. du soir;

le samedi: de 8h.30 du matin à 5h. de l'après-midi.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

Le lundi précédant le Premier jour de l'An, de 8h.30 du matin à 6h. du soir;

Le lundi précédant Noël, de 8h.30 du matin à 9h. du soir;

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 992

Section "A"

Quebec, May 11, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Barbering and Hairdressing trades in the Terrebonne region.

WHEREAS, in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Barbering and Hairdressing trades in the electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle and Papineau (made binding by decree number 140 of February 27, 1952 and amendments), have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of March 20, 1965;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 140 be amended as follows:

1. Sub-section "a" of section 106 is superseded by the following:

"a) In the town of Lachute and the municipality of Ayersville the working hours should concur with the municipal by-law of the town of Lachute.

2. The following new section 108-A is added: "108-A. (a) For weddings, services may be provided at any time to the bride and groom only.

(b) In the event of death, services may be provided at any time to anyone requiring same.

(c) In cases of illness, services may be provided to any customer who because of illness, accident or handicap cannot go to the parlour."

3. Section 116 will be superseded by the following:

"116. *Working hours:* (a) The regular working hours are as follows:

*In barber shops and men's  
hairdressing parlours*

*Zone 1*

Monday: no work.

Tuesday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

Wednesday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

Thursday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

Saturday: 8:30 a.m. to 5:00 p.m.

On certain days, the following schedules come into effect:

Monday before New Year's: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

Monday before Christmas: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

Les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement, de 8h.30 du matin à 9h. du soir.

*Exceptions:*

- i. Dans la ville de Mont-Laurier, le travail se termine à 9 heures du soir le samedi;
- ii. Dans la municipalité de Ste-Adèle, les horaires du lundi et du mercredi sont les suivants:

le lundi: de 8h.30 du matin à 6h. du soir;  
 le mercredi: de 8h.30 du matin à midi.  
 iii. dans la ville de St-François, les horaires sont les mêmes que ceux qui sont fixés pour la Zone II.

*Zone II*

le lundi: jour de repos;  
 le mardi: de 8h. du matin à 8h. du soir;  
 le mercredi: de 8h. du matin à 8h. du soir;  
 le jeudi: de 8h. du matin à 8h. du soir;  
 le vendredi: de 8h. du matin à 10 h. du soir;  
 le samedi: de 8h. du matin à 8h. du soir.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

le lundi précédant le Premier jour de l'An, de 8h. du matin à 8h. du soir;

Le lundi précédant Noël, de 8h. du matin à 9h. du soir;

Les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement, de 8h. du matin à 9h. du soir.

Cependant, dans tout le territoire du district électoral de Papineau assujéti au présent décret, le travail peut être prolongé jusqu'à 9h. du soir tous les soirs, sauf le vendredi.

b) N'est pas considéré comme travail supplémentaire ni comme une violation aux heures de travail, le temps que prennent les salariés pour l'exécution du travail requis par les clients entrés dans le salon professionnel avant l'expiration de la durée des heures de travail. Le duré maximum de tel travail est d'une (1) heure. »

4° L'article 116-A est remplacé par le suivant:  
 « 116-A. Le congé annuel payé des employés réguliers des salons de barbier doit être pris pendant la première semaine complète du mois d'août dans les cités de Saint-Jérôme, de Sainte-Thérèse, de Cité-des-Deux-Montagnes, de la ville de Saint-Eustache et dans un rayon de cinq (5) milles des limites desdites municipalités.

Au cours de cette semaine, aucun travail visé par le présent décret ne doit être exécuté par les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés assujéttis audit décret.»

5° À l'article 117, les prix minimaux pour la coupe des cheveux et de la barbe dans les salons de barbier sont remplacés par les suivants:

« *Service des barbiers et coiffeurs pour hommes*

	Zones	
	I	II
Coupe de cheveux pour adultes . . .	\$1.25	\$1.00
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans . . . . .	75¢.	60¢.
Coupe de cheveux en brosse pour adultes . . . . .	1.35	1.25
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 14 ans . . . . .	1.00	85¢.
Barbe . . . . .	1.00	75¢.

6° L'article 120 est remplacé par le suivant:  
 « 120. *Horaires de travail:* a) Les horaires de travail sont les suivants:

From 8:30 a.m. to 9:00 p.m. on working days from December 19 to 23 inclusively.

*Exceptions:*

i. In the town of Mont-Laurier, work ends at 9:00 p.m. on Saturdays.

ii. In the municipality of Ste-Adèle the working hours on Mondays and Wednesdays are the following:

Monday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.  
 Wednesday: 8:30 a.m. to noon.  
 iii. In the town of St. François, the working hours are the same as those of Zone II.

*Zone II*

Monday: no work.  
 Tuesday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.  
 Wednesday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.  
 Thursday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.  
 Friday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.  
 Saturday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

On certain days, the following schedules come into effect:

Monday before New Year's: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

Monday before Christmas: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

From 8:00 a.m. to 9:00 p.m. on working days from December 19 to 23 inclusively.

In all the territory of the electoral district of Papineau subject to the decree, work may be extended to 9:00 p.m. every night save Friday."

b) Work done for customers who have entered the professional parlour before finishing time will not be considered as overtime or a violation of the working hours. Such work should not exceed one (1) hour."

4. Section 116-A is superseded by the following:  
 "116-A. In all barber shops of the cities of St-Jérôme, Ste-Thérèse, Cité-des-Deux-Montagnes, the town of Saint-Eustache and a radius of five (5) miles of their limits, the annual vacation with pay for regular employees should be taken during the first full week of August.

During this week, employers, professional employers, artisans and employees subject to the decree shall not perform any work covered by the decree."

5. In section 117, the minimum prices for hair-cuts and shaves in barber shops are superseded by the following:

« *Barbers and men's hairdressers services*

	Zones	
	I	II
Haircut, adults . . . . .	\$1.25	\$1.00
Haircut, children under 14 . . . . .	75¢.	60¢.
Brushcut, adults . . . . .	1.35	1.25
Brushcut, children under 14 . . . . .	1.00	85¢.
Shave . . . . .	1.00	75¢."

6. Section 120 is superseded by the following:  
 "120. *Working hours:* (a) Working hours as follows:

*Dans les salons de coiffure et de beauté**Zones I et II*

le lundi: jour de repos;  
 le mardi: de 8h. du matin à 6h. du soir;  
 le mercredi: de 8h. du matin à 6h. du soir;  
 le jeudi: de 8h. du matin à 6h. du soir;  
 le vendredi: de 8h. du matin à 9h. du soir;  
 le samedi: de 7h.30 du matin à 6h. du soir.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

les samedis, du 1er juin au 15 septembre: de 7h.30 du matin à 4h. de l'après-midi;

le lundi précédant le Premier jour de l'An: de 8h. du matin à 8h. du soir;

le lundi précédant Noël: de 8h. du matin à 9h. du soir;

les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement: de 8h. du matin à 9h. du soir.

*Exceptions:*

i. Dans le district électoral de Labelle, le travail commence à 8h.30 du matin tous les jours.

ii. Dans la cité de St-Jérôme et un rayon de trois (3) milles de ses limites, le travail commence à 9h. du matin tous les jours, excepté le samedi. »

b) N'est pas considéré comme travail supplémentaire ni comme une violation aux heures de travail, le temps que prennent les salariés pour l'exécution du travail requis par les clients entrés dans le salon professionnel avant l'expiration de la durée des heures de travail. La durée maximum de tel travail est d'une heure et demie (1½). »

7° L'article 121 est remplacé par le suivant:

« 121. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger des clients, les prix minimaux suivants pour les services ci-dessous énumérés:

*Services des coiffeurs pour dames*

	<i>Zones I et II</i>
Coupe de cheveux:	
Adultes.....	\$1.50
Enfants de moins de 14 ans.....	1.25
Ondulation permanente pour adultes (y compris la coupe de cheveux, le shampooing et la mise en plus).....	7.00
Ondulation permanente pour enfants de moins de 14 ans (y compris la coupe de cheveux, le shampooing et la mise en plus).....	5.00
Repeignage des cheveux.....	1.00
Reprise de permanente, chaque mèche individuelle.....	25¢
Décolorant.....	5.00
Retouche de décolorant.....	5.00
Teinture des cheveux (y compris le shampooing).....	5.00
Retouche de teinture (y compris le shampooing).....	5.00
Massage facial.....	1.50
Manucure.....	1.00
Mise en plis.....	1.50
Shampooing.....	75¢
Rinçage.....	1.00
Épilation des sourcils.....	50¢
Traitement à l'huile ou à la vapeur.....	1.50»

JACQUES PRÉMONT,

10842-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

*In beauty and hairdressing parlours**Zones I and II*

Monday: no work.  
 Tuesday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.  
 Wednesday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.  
 Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.  
 Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.  
 Saturday: 7:30 a.m. to 6:00 p.m.

On certain days, the following schedules come into effect:

On Saturdays, from June 1 to September 15: 7:30 a.m. to 4:00 p.m.

Monday before New Year's: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

Monday before Christmas: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

From 8:00 a.m. to 9:00 p.m. on working days from December 19 to 23 inclusively.

*Exceptions:*

i. In the electoral district of Labelle, work begins at 8:30 a.m. every day.

ii. In the city of St. Jérôme and a radius of three (3) miles of its limits, work begins at 9:00 a.m. every day, save Saturday." »

(b) Work done for customers who have entered the professional parlour before finishing time will not be considered as overtime or a violation of the working hours. Such work should not exceed one half (1½) hour." »

7. Section 121 is superseded by the following:

"121. Professional employers, employers, artisans and employees must charge the following minimum prices for services listed below:

*Ladies' hairdressing services*

	<i>Zones I and II</i>
Haircut:	
Adults.....	\$1.50
Children under 14.....	1.25
Permanent wave — adults (including shampoo, cutting and setting).....	7.00
Permanent wave — children under 14 (including shampoo, cutting and setting).....	5.00
Recombing.....	1.00
Permanent wave touch-up, separate strands (each).....	25¢
Bleach.....	5.00
Bleach touch-up.....	5.00
Dyeing (including shampoo).....	5.00
Dye touch-up (including shampoo).....	5.00
Facial massage.....	1.50
Manicure.....	1.00
Finger wave.....	1.50
Shampoo.....	75¢
Rinse.....	1.00
Eyebrow depilation.....	50¢
Oil or steam treatment.....	1.50"

JACQUES PRÉMONT,

10842-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 992

Section « B »

Québec, le 11 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement au décret relatif à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a reçu une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, une modification au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 mars 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

« The King Paper Box Co. Ltd. », partie co-contractante de première part, est biffé.

JACQUES PRÉMONT,

10842-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 992

Section « C »

Québec, le 11 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 758 du 19 juillet 1951 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 mars 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 758, soit modifié comme suit:

1° Le sous-paragraphe 1 du paragraphe « a » de l'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. a) *Jours fériés chômés et payés:* Les jours fériés suivants, lorsqu'il sont chômés, sont payés au taux de salaire effectif: L'Épiphanie,

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 992

Section "B"

Quebec, May 11, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Paper box manufacturing industry in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has been petitioned to submit an amendment to decree number 1884 of November 12, 1947 and amendments (Manufacturing of Paper boxes in the region of Montreal), to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of March 20, 1965.

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 1884 be amended as follows:

"The King Paper Box Co. Ltd." is deleted as co-contracting party of the first part.

JACQUES PRÉMONT,

10842-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 992

Section "C"

Quebec, May 11, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Paper box industry in the Quebec region.

WHEREAS, in pursuance with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Paper box industry in the Quebec region (made binding by decree number 758 of July 19, 1951 and amendments), have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of March 20, 1965;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 758 be amended as follows:

1. Sub-paragraph 1, sub-section "a" of section VIII is superseded by the following:

"VIII. (a) *Paid holidays:* When the following holidays are observed, they should be paid at the regular rate: the Epiphany, Good Friday,

le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste ou le 1er juillet (Confédération), au choix de l'employeur, la fête du Travail, la Toussaint de 1965, l'Immaculée-Conception, le 7 janvier de 1966. »

2° Le paragraphe « b » de l'article VIII est remplacé par le suivant :

« b ) *Jours fériés travaillés*: Les jours fériés suivants, lorsqu'ils sont travaillés, sont payés au taux de salaire effectif majoré de 100% : les dimanches, le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël et le 7 janvier 1966. Toutefois, l'employeur qui a fait chômer ses salariés le jour de la Saint-Jean-Baptiste, peut les faire travailler au taux effectif le jour de la Confédération et vice versa.

Les dispositions du sous-paragraphe « a-5 » du présent article s'appliquent aux jours de l'Ascension et de l'Immaculée-Conception.

L'employeur doit faciliter aux salariés qui travaillent les jours de fêtes religieuses, l'accomplissement de leurs devoirs religieux. »

JACQUES PRÉMONT,  
10842-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 992

Section « D »

Québec, le 11 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district électoral de Saguenay.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1323 du 6 août 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district électoral de Saguenay, soit prolongé jusqu'au 31 août 1965 inclusivement.

JACQUES PRÉMONT,  
10842-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2374

Québec, le 16 décembre 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Bureau de censure du cinéma.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre:

QU'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 7), les services visés par la Loi des vues animées (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 55) et l'organisme désigné par cette loi sous le nom de « Bureau de censure du cinéma », y compris le personnel administratif de ces services et de ce bureau, soient transférés du contrôle du Procureur général au contrôle du Secrétaire de la province, et que le Secrétaire de la province, au lieu du Procureur général, soit chargé de mettre à exécution la Loi des vues animées précitée;

QUE l'arrêté en conseil numéro 671, du 26 avril 1963, soit abrogé.

JACQUES PRÉMONT,  
10797-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

the Ascension, St. John the Baptist Day or July 1 (Confederation Day) at the employer's choice: Labour Day, All Saints' Day 1965, the Immaculate Conception and January 7, 1966."

2. Sub-section "b" of section VIII is superseded by the following:

"(b) *Observed holidays*: When the following days are worked, they are paid at double-time: Sundays, New Year's Day, the Epiphany, Good Friday, Ascension, Saint. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints' Day, the Immaculate Conception, Christmas Day and January 7, 1966. However, an employer who has observed St. John the Baptist Day may have his employees work Dominion Day at straight time and vice versa.

Ascension Day and the Immaculate Conception are subject to the provisions of sub-paragraph "a-5" of this section.

When employees work a religious holiday, the performance of their religious duties must be facilitated."

JACQUES PRÉMONT,  
10842-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 992

Section "D"

Quebec, May 11, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the decree respecting the Construction industry and trades in the electoral district of Saguenay.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 1323 of August 6, 1962 and amendments (Construction industry and trades in the Saguenay region), be extended until August 31, 1965 inclusively.

JACQUES PRÉMONT,  
10842-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 2374

Quebec, December 16, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Board of Cinema Censors.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Premier:

THAT pursuant to section 7 of the Executive Power Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 7), the services referred to in the Moving Pictures Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 55), and the organization designed by this Act under the name of "Board of Cinema Censors", including the administrative personnel of these services and of this Board, be transferred from the control of the Attorney General to the control of the Provincial Secretary, and that the Provincial Secretary, instead of the Attorney General, be charged with carrying out the aforementioned Moving Pictures Act;

THAT Order in Council number 671, dated April 26, 1963, be repealed.

JACQUES PRÉMONT,  
10797 Associate Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 980

Québec, le 11 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'exécution de la Loi du changement de nom et le tarif d'honoraires.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 16 de la Loi du changement de nom, sanctionnée le 8 avril 1965, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement publié dans la *Gazette officielle de Québec*, établir un tarif d'honoraires pour toute procédure relative à un changement de nom et prescrire toute autre mesure jugée utile pour la mise à exécution de la Loi du changement de nom;

ATTENDU qu'il y a lieu d'exiger, pour assurer une publicité adéquate, que la journal français et le journal anglais dans lesquels l'avis d'une demande de changement de nom doit être publié, selon l'article 5 de la Loi du changement de nom, soient des journaux quotidiens publiés ou circulant dans le district judiciaire où le requérant a sa résidence;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer à \$50.00 l'honoraire dont le paiement doit accompagner la requête, suivant le paragraphe « c » de l'article 4 de ladite loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de spécifier, en conformité de l'article 7, que si la requête est rejetée, le secrétaire de la province rembourse sur les honoraires versés la somme de \$35.00;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du secrétaire de la province:

QUE le journal français et le journal anglais dans lesquels l'avis d'une demande de changement de nom doit être publié suivant l'article 5 de la Loi du changement de nom, soient des journaux quotidiens publiés ou circulant dans le district judiciaire où le requérant a sa résidence;

Qu'un honoraire global de \$50.00 soit établi en exécution du paragraphe « c » de l'article 4 comme le montant des honoraires prescrits, dont le paiement doit accompagner la requête;

Qu'en conformité de l'article 7, le secrétaire de la province rembourse, sur les honoraires versés, la somme de \$35.00, si la requête est rejetée.

*Greffier Adjoint du Conseil Exécutif,*

10797-0

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 855

Québec, le 28 avril 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la remise de la taxe sur la gazoline aux entrepreneurs à forfait du ministère de l'agriculture et de la colonisation pour l'amélioration des fermes.

ATTENDU qu'en 1957, le ministère de l'agriculture a été avisé par un fonctionnaire du revenu que la taxe était remboursable sur le carburant employé à l'exécution de contrats à forfait pour l'amélioration des fermes et, le remboursement en ayant été effectué systématiquement, les contrats pour l'exécution de ces travaux ont été conclus à des prix établis en fonction de ce remboursement;

ATTENDU qu'au début de l'année 1964, le sous-ministre du revenu a avisé le ministère de l'agriculture et de la colonisation que ce remboursement n'était pas autorisé par la loi mais que jus-

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 980

Quebec, May 11, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in council.

CONCERNING the carrying out of the Change of Name Act and the tariff of fees.

WHEREAS pursuant to section 16 of the Change of Name Act, sanctioned on April 8, 1965, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation published in the *Quebec Official Gazette*, establish a tariff of fees for any proceeding respecting a change of name and prescribe any other measure deemed useful for the carrying out of this act;

WHEREAS it is expedient to demand, to insure adequate publicity, that the French and English newspapers in which the notice of the request for a change of name must be published, in accordance with section 5 of the Change of Name Act, be daily newspapers published or circulating in the judicial district where the petitioner resides;

WHEREAS it is expedient to fix the fee at \$50.00 the payment of which must accompany the application, in accordance with paragraph "c" of section 4 of the said Act;

WHEREAS it is expedient to specify, in conformity with section 7, that if the application is refused, the Provincial Secretary shall refund the fees paid to the amount of \$35.00;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Provincial Secretary:

THAT the French and the English newspaper in which the notice of the request for a change of name must be published, pursuant to section 5 of the Change of Name Act, be daily newspapers published or circulating in the judicial district where the petitioner resides;

THAT a total fee of \$50.00 be established in carrying out paragraph "c" of section 4 as the amount of the prescribed fees, the payment of which must accompany the application;

THAT conformity with section 7, the Provincial Secretary refund, on the fees paid, the amount of \$35.00, if the application is refused.

JACQUES PRÉMONT,

10797 Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 855

Quebec, April 28, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the remission of the gasoline tax to fixed price contractors for the Department of Agriculture and Colonisation for the improvement of farms.

WHEREAS in 1957, the Department of Agriculture was notified by an officer of the Department of Revenue that the tax could be reimbursed on fuel used for the execution of fixed price contracts for the improvement of farms and, as the reimbursement of the tax was being made systematically, the contracts for the execution of these works were awarded at prices fixed in relation with this reimbursement;

WHEREAS at the beginning of 1964, the Deputy-Minister of Revenue notified the Department of Agriculture and Colonisation that this reimbursement was not permitted by law, and

qu'au 1er janvier 1965, le ministère de l'agriculture et de la colonisation n'a pas révisé les prix des contrats de façon à tenir compte de la taxe non remboursable;

ATTENDU QUE les entrepreneurs concernés souffrent une injustice de ce fait;

ATTENDU QUE l'article 44 du chapitre 73 des Statuts refondus de Québec, 1941, et amendements, permet au lieutenant-gouverneur en conseil de faire remise de taxes quand il en résulterait de l'injustice pour les individus.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du revenu:

Qu'il soit fait remise de la taxe exigible des entrepreneurs, en vertu de la Loi concernant la gazoline, chapitre 83 des Statuts refondus de Québec, 1941, lors de l'achat de carburant pour l'exécution de contrats à forfait du ministère de l'agriculture et de la colonisation, pour l'amélioration de fermes, jusqu'au 31 décembre 1964, aux conditions suivantes:

- a) que la taxe ait été payée par l'entrepreneur;
- b) que les quantités correspondent au nombre d'heures mentionnées au contrat;
- c) que les factures originales produites n'aient pas été altérées;
- d) que cette remise de taxe soit faite par voie de remboursement.

JACQUES PRÉMONT,  
10878-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

### Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 963

Québec, le 11 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Réserve de pêche de la Rivière Moisie.

ATTENDU QUE la Réserve de pêche de la Rivière Moisie a été constituée en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1186, du 17 juin 1964;

ATTENDU qu'il est opportun de modifier la description de cette réserve et le règlement qui s'y applique.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la Réserve de pêche de la rivière Moisie soit décrite comme suit:

1° *Zone A*: La partie de la rivière Moisie bornée en amont par une ligne joignant le coin sud-est du lot E-nord du canton de Moisie et le coin nord-est E-sud du canton de Letellier et en aval par une ligne en direction nord-sud originant à l'embouchure du ruisseau à la truite sur le bloc « J » du canton Moisie.

2° *Zone B*: Cette partie de la rivière Moisie et de son estuaire borné en amont par la Zone A et en aval par une ligne joignant l'extrémité est de la Pointe Moisie dans le canton de Letellier et l'extrémité sud-ouest du bloc « A » dans le canton de Moisie;

QUE le règlement suivant s'applique dans cette réserve:

#### 1° Définitions:

a) « canot automobile » signifie tout bateau, canot ou yacht mù par l'électricité, l'essence, l'huile, la vapeur ou tout autre moyen mécanique de propulsion, mais un bateau mù par un moteur hors-bord ne sera pas considéré comme

that until January 1, 1965, the Department of Agriculture and Colonisation did not revise the price of the contracts so as to take into account the non reimbursable tax;

WHEREAS the contractors concerned are victims of an injustice, due to this fact;

WHEREAS section 44 of chapter 73 R.S.Q. 1941, and amendments, permits the Lieutenant-Governor in Council to remit taxes when injustice to individuals would otherwise ensue;

WHEREFORE, it is ordered, on the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the tax claimable from contractors, under the provisions of the Gasoline Act, (R.S.Q., 1941, ch. 83), be remitted, when fuel is purchased for the carrying out of fixed price contracts of the Department of Agriculture and Colonisation, for the improvement of farms, up to December 31, 1964, at the following conditions:

- (a) That the tax has been paid by the contractor;
- (b) That the quantities be equivalent to the number of hours mentioned in the contract;
- (c) That the original bills produced have not been altered;
- (d) That the remittance of the tax be made by way of reimbursement.

JACQUES PRÉMONT,  
10878-o Associate Clerk of the Executive Council.

### Order in Council Executive Council Chamber

Number 963

Quebec, May 11, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the fish reserve on Rivière Moisie.

WHEREAS the fish reserve on Rivière Moisie was constituted by Order in Council number 1186, dated June 17, 1964;

WHEREAS it is expedient to modify the description of this reserve and the by-law that applies to it;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game;

THAT the fish reserve on Rivière Moisie be described as follows:

1. *Zone A*: Part of the Rivière Moisie bounded up-river by a line joining the southeast corner of lot E-north in the township of Moisie and the northeast corner of lot E-south in the township of Letellier and, downstream by a line in the north-south direction, originating from the mouth of the "ruisseau à la truite" on Block "J" in the township of Moisie.

2. *Zone B*: This part of the Rivière Moisie and of its estuary bounded up-river by zone A and downstream by a line joining the east extremity of Pointe Moisie in the township of Letellier and the southwest extremity of Block "A" in the township of Moisie.

THAT this following by-law applies in this reserve.

#### 1. Definitions:

(a) "motor-boat" means any boat, canoe, yacht, propelled by electricity, gas, oil, steam or any other means of mechanical propulsion, however, a boat propelled by an outboard motor shall not be considered as a motor-boat, if the

canot automobile si le moteur a été détaché et enlevé de son poste de fonctionnement;

b) « la pêche à la mouche en surface » signifie « la pêche à la mouche en surface » telle que définie par l'article 2 du règlement de la pêche du Québec adopté en vertu de la Loi des pêcheries, Statuts révisés 1952, chapitre 119;

c) « non-domicilié » signifie « non-domicilié » au sens de l'article 2 du règlement de pêche du Québec adopté en vertu de la Loi des pêcheries.

2° Dans toute la réserve:

a) La possession d'engins de pêche autres que ceux nécessaires pour « la pêche à la mouche en surface » est défendue dans la Réserve de pêche de la Rivière Moisie;

b) Nul ne doit utiliser un canot automobile à moins de 200 pieds d'une personne qui pêche;

3° Dans la zone A:

a) Nul ne doit pêcher dans la zone A de ladite réserve sans détenir, en plus de son permis de pêche, un permis spécial délivré sous l'autorisation du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

b) Les droits payables lors de la délivrance du permis visé au paragraphe « a » du présent article sont les suivants:

Personnes domiciliées dans la province.	\$2.00
Personnes non-domiciliées dans la province.	5.00

c) Le nombre des pêcheurs qui peuvent pêcher simultanément dans la zone A est limité à 15;

d) Nul ne doit avoir en sa possession des agrès de pêche dans la zone A s'il n'est détenteur du permis spécial visé au paragraphe « a » du présent article;

e) Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche ou toute personne régulièrement autorisée par lui, peut refuser la délivrance du permis spécial visé au paragraphe « a » du présent article à toute personne coupable, au cours d'une période antérieure de 2 ans, d'avoir commis une infraction à la Loi sur les pêcheries, Statuts révisés 1952, chapitre 119, au règlement de pêche du Québec, à la Loi de la pêche, Statuts refondus 1941, chapitre 154, ou au présent règlement.

QUE l'arrêté en conseil numéro 1186, du 17 juin 1964, soit abrogé:

QUE publication soit faite dans la Gazette officielle de Québec.

Greffier Adjoint du Conseil Exécutif,

10908-0

JACQUES PRÉMONT.

motor has been detached and taken off from its working place;

(b) "fly surface fishing" means by "surface fishing" as described by section 2 of the Quebec Fishery Regulation, adopted under the Fisheries Act, Revised Statutes 1952, chapter 119;

(c) "non-resident" means "non-resident" according to the sense in section 2 of the Quebec Fishery Regulations, adopted under the Fisheries Act.

2. In all the reserve:

(a) Possession of fishing apparatus other than the ones necessary for "fly surface fishing" is forbidden in the fish reserve on Rivière Moisie;

(b) No one may use a motor-boat less than 200 feet away from someone who is fishing;

3. In Zone A:

(a) No one may fish in Zone A of the said reserve, unless he holds a special permit besides the fishing license, issued under the authorization of the Minister of Tourism, Fish and Game;

(b) The fees payable at the delivery of the special permit, referred to in paragraph "a" of this present section are the followings:

Resident of the Province.	\$2.00
Non-resident of the Province.	5.00

(c) The number of persons allowed to fish simultaneously in Zone A is limited to 15;

(d) No one may have fishing equipment in his possession, in Zone A, unless he is an holder of special permit, referred to in paragraph "a" of the present section;

(e) The Minister of Tourism, Fish and Game, or any other person regularly authorized by him, may refuse the delivery of the special permit referred to in paragraph "a" of the present section, to any person guilty, during a previous 2 years period, to have committed an infraction of the Fisheries Act, Revised Statutes 1952, chapter 119, of the Quebec Fishing Regulations; of the Fisheries Act, Revised Statutes 1941, chapter 154, or of this present by-law.

THAT the Order in Council number 1186, dated June 17, 1964, be abrogated;

THAT publication be made in the Quebec Official Gazette.

JACQUES PRÉMONT,

10908 Assistant Clerk of the Executive Council.

**Associations coopératives**

**Chantier coopératif de Lac St-Paul  
association coopérative**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Chantier coopératif de Lac St-Paul association coopérative ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Lac St-Paul, Québec, dans le district électoral de Labelle.

Québec, le 17 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

10900-0

RAYMOND DOUVILLE.

**Cooperative Associations**

**Chantier coopératif de Lac St-Paul  
association coopérative**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association: "Chantier coopératif de Lac St-Paul association coopérative".

The head office of this cooperative association is situated at Lac St-Paul, Quebec, in the electoral district of Labelle.

Quebec, May 17, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

10900

Assistant Secretary of the Province.

**Association coopérative de Périny***(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative de Périny ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Périny, Québec, dans le district électoral de Chicoutimi.

Québec, le 17 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

10899-o

RAYMOND DOUVILLE.

**Association coopérative de Périny***(Cooperative Associations Act)*

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association: "Association coopérative de Périny".

The head office of this cooperative association is situated at Périny, Québec, in the electoral district of Chicoutimi.

Québec, May 17, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

10899

*Assistant Secretary of the Province.***Avis****Village de St-Joseph**

Avis est, par les présentes, donné que la « Corporation Municipale du village de Saint-Joseph, comté de Beauce », s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la Province de Québec, pour l'obtention de lettres patentes dans le but d'ériger son territoire en municipalité de ville:

a) Le nom de la municipalité de ville projeté sera « La Ville de Saint-Joseph de Beauce »;

b) Les limites de la municipalité de ville seront les mêmes que les limites de la municipalité actuelle;

c) Le chiffre de la population, tel que constaté par le dernier recensement ordonné par le conseil est de 2858 âmes;

d) La municipalité du village de Saint-Joseph, comté de Beauce, sera érigée en ville sous l'empire de la Loi des cités et villes, (S.R.Q. 1941, chapitre 233).

*Le Secrétaire-trésorier,*

10754-20-2-o

CLAUDE CHAMPAGNE.

**Chevaliers de Colomb de Cité de Laffèche  
(Conseil No 3809 Mackayville)**

Le « Conseil No 3809 Mackayville des Chevaliers de Colomb de Cité Laffèche », P. Q., donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

*Le Grand Chevalier,*

HENRI CYR.

*Le Secrétaire-archiviste,*

RAY GUILLET.

10865-o

**Knights of Columbus of City of Laffèche  
(Council No. 3809 Mackayville)**

The "Council No. 3809 of Mackayville, of Knights of Columbus of City of Laffèche", P.Q., hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 22, 1953.

HENRI CYR,

*Grand Knight.*

RAY GUILLET,

*Recording-Secretary.*

10865

**Chevaliers de Colomb du Cap de la Madeleine  
(Conseil No 2669 Notre-Dame du Cap)**

Le « Conseil No 2669 Notre-Dame du Cap des Chevaliers de Colomb de Cap de la Madeleine », 283 Boul. Ste-Madeleine, Cap de la Madeleine, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 30 mars 1965.

*Le Grand Chevalier,*

ROLAND LAVOIE.

*Le Secrétaire-archiviste,*

ANDRÉ LAVOIE.

10866-o

**Knights of Columbus of Cap de la Madeleine  
(Council No. 2669 Notre-Dame du Cap)**

The "Council No. 2669 Notre-Dame du Cap of Knights of Columbus of Cap de la Madeleine", 283 Ste-Madeleine Blvd., hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from March 30, 1965.

ROLAND LAVOIE,

*Grand Knight.*

ANDRÉ LAVOIE,

*Recording-Secretary.*

10866

**Notices****Village of St-Joseph**

Notice is hereby given that the "Corporation Municipale du Village de Saint-Joseph, comté de Beauce", will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, to obtain letters patent for the purpose of erecting its territory into a town municipality:

(a) The name of this projected town municipality will be "La Ville de Saint-Joseph de Beauce";

(b) The limits of the town municipality will be the same as the limits of the present municipality;

(c) The number of the population, such as established by the last census ordered by the council is of 2858 persons;

(d) The municipality of the village of Saint-Joseph, county of Beauce, will be erected into a town under the authority of the cities and towns Act, (R.S.Q. 1941, chapter 233).

CLAUDE CHAMPAGNE,

*Secretary-Treasurer.*

10754-20-2

**George Carl Heintz Aron Kremmel**

Avis est donné que « George Carl Heintz Aron », connu sous le nom de Kremmel, pommiculteur et marchand, de Hemmingford, district de Beauharnois, province de Québec, s'adressera, conformément à la Loi, au lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins de changer son nom de George Carl Heintz Aron connu sous le nom de Kremmel en celui de George Carl Heintz Aron Kremmel, ceci devant servir à toutes fins que de droit.

Daté à Montréal, ce 11e jour de mai 1965.

*Le Requérant,*  
 GEORGE CARL HEINTZ,  
 ARON KREMSEL.

10867-21-2

**George Carl Heintz Aron Kremmel**

Notice is hereby given that "George Carl Heintz Aron", known as Kremmel, Apple Grower and Merchant, of Hemmingford, district of Beauharnois, Province of Quebec, will apply, according to law, to the Lieutenant-Governor in Council, for an Order to change his name of George Carl Heintz Aron known as Kremmel to that of George Carl Heintz Aron Kremmel, same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 11th day of May, 1965.

GEORGE CARL HEINTZ,  
 ARON KREMSEL,  
*Petitioner.*

10867-21-2-0

**Ville de Québec-Ouest**

*Tirage d'obligations*

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement No 289, ont été tirées au sort:

Dénominations de \$100.00: C-3, C-44, C-87, C-102, C-132, C-156, C-189, C-215, C-244, C-300, C-323, C-338, C-361, C-380, C-395, C-404, C-427, C-437, C-449, C-454, C-458, C-471, C-477, C-496, C-502, C-528, C-583, C-587, C-589.

Dénominations de \$500.00: D-3, D-9, D-11, D-35, D-53, D-56, D-82, D-90, D-141, D-149, D-182, D-195, D-224, D-241, D-244, D-260, D-318, D-325, D-327, D-407.

Lesdites obligations seront remboursables au 1er juillet 1965, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
 ROGER GAUVIN.

10881-0

**Town of Quebec-West**

*Drawing of bonds*

The following bonds, issued pursuant to by-law No. 298, were drawn by lot:

Denominations of \$100.00: C-3, C-44, C-87, C-102, C-132, C-156, C-189, C-215, C-244, C-300, C-323, C-338, C-361, C-380, C-395, C-404, C-427, C-437, C-449, C-454, C-458, C-471, C-477, C-496, C-502, C-528, C-583, C-587, C-589.

Denominations of \$500.00: D-3, D-9, D-11, D-35, D-53, D-56, D-82, D-90, D-141, D-149, D-182, D-195, D-224, D-241, D-244, D-260, D-318, D-325, D-327, D-407.

The said bonds will be redeemable from July 1, 1965, the date on which they will cease to bear interest.

ROGER GAUVIN,  
*Secretary-Treasurer.*

10881

**Constant Anthony Joseph Niesluchowski et al**

Avis est par les présentes donné que « Constant Anthony Joseph Niesluchowski », résidant à 5094 boul. Champlain, à Verdun, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Anthony Joseph Constantin, et le nom de famille des enfants mineurs, Mary Anne, Carol Anne, Robert John et Kathryn Anne Niesluchowski, tous résidants à 5094 boul. Champlain, à Verdun, district de Montréal, en celui de Constantin, lesdits noms pour servir à toutes fins légales.

Montréal, le 13 mai 1965.

*Le Procureur du requérant,*  
 ANATOLE LESYK.

10883-21-2-0

**Constant Anthony Joseph Niesluchowski et al**

Notice is hereby given that "Constant Anthony Joseph Niesluchowski", residing at 5094 Champlain Blvd. in Verdun, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Quebec for adoption of an order changing his name to that of Anthony Joseph Constantin and the surname of his minor children, Mary Anne, Carol Anne, Robert John and Kathryn Anne Niesluchowski, all residing at 5094 Champlain Blvd., in Verdun, district of Montreal, to that of Constantin, the same to avail for all legal purposes.

Montreal, May 13, 1965.

ANATOLE LESYK,  
*\* Attorney for Claimant.*

10883-21-2-0

**Theodore John Niesluchowski**

Avis est par les présentes donné que « Theodore John Niesluchowski », résidant à 5978 avenue Beurling, à Verdun, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom de famille et celui de ses enfants mineurs Ronald John, Joyce Theresa et Timothy Walter, tous résidants à 5978 avenue Beurling à Verdun, district de Montréal, en celui de Constantin, ledit nom pour servir à toutes fins légales.

Montréal, le 13 mai 1965.

*Le Procureur du requérant,*  
 ANATOLE LESYK.

10883-21-2-0

**Theodore John Niesluchowski**

Notice is hereby given that "Theodore John Niesluchowski", residing at 5978 Beurling Avenue in the city of Verdun, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Quebec for the adoption of an order changing his surname and that of his minor children Ronald John, Joyce Theresa and Timothy Walter all residing at 5978 Beurling Avenue in the city of Verdun, district of Montreal, to that of Constantin, the same to avail for all legal purposes.

Montreal, May 13, 1965.

ANATOLE LESYK,  
*Attorney for Claimant.*

10883-21-2-0

**Corporation des ingénieurs forestiers  
de la province de Québec**

*Erratum*

Dans l'avis de changement du tarif des honoraires de la corporation ci-haut mentionnée, publiée dans l'édition du 24 avril 1965 de la *Gazette officielle de Québec*, à la page 2465, veuillez remplacer le texte de la version anglaise par le suivant :

Public notice is hereby given in accordance with Order in Council number 427, that "The Corporation of Forest Engineers of the Province of Quebec", thirty days (30) following this publication, will submit the following tariff of fees to the Lieutenant-Governor in Council for approval:

*Tariff of Fees for Forest Engineers*

Unless different and more advantageous agreements have been made, the Forest Engineer shall choose one or the other of the following methods, to calculate his professional fees:

(a) *Hourly method:* The Forest Engineer may calculate his fees on an hourly basis. In this case, the hourly tariffs should not be lower than the following tariffs:

For a regular day .....	\$100.00
For each additional hour .....	20.00

According to this method, in the calculation of fees, all the time spent in the interest of the client either in the field, the office or elsewhere, shall be taken into account, as well as the time involved in travelling in the client's interest.

In addition to fees herein above enumerated, the Forest Engineer shall be entitled to reimbursement for all expenses incurred within the exercise of his functions, on his client's behalf, including the consultation expenses with another professional.

The actual cost of wages to personnel shall be part of the client's account with a 150% mark-up, together with any expenses incurred through the work of such personnel.

(b) *Contract method:* The Forest Engineer may calculate his fees in a lump sum. In this case, the total sum should not be inferior to that which would be due for the same type of work carried on by the day or by the hour.

The price for the works hereinafter enumerated, if carried out under normal conditions, is subject to the following minimum: Inventory:

of 0.625% intensity .....	\$180.00/sq.mi.
of an intensity of 0.312% .....	165.00/sq.mi.
of an intensity of 0.156% .....	110.00/sq.mi.
Report before cutting (44-B):	
(a) for a volume of 600,000 cu. ft. or the equivalent .....	\$300.00
(b) for each additional 200,000 cu. ft. or the equivalent .....	100.00
Report after cutting (E.F. 24):	
(a) for a volume of 600,000 cu. ft. or the equivalent .....	250.00
(b) for each additional 200,000 cu. ft. or the equivalent .....	80.00

If the same works require special ability, or lead to particular risk or supplementary work is required, they may be estimated at their value and be priced higher than those herein above-mentioned.

(c) *Percentage method:* The Forest Engineer may, in cases of appraisal work or others, calculate his tariffs of fees according to a percentage of the cost for the work carried out. In all cases, fees shall not be lower than the ones given by a calculation based on the hourly method.

The minimum tariff of fees will be 6% when the percentage method is used, not including legal costs to which the Forest Engineer will also be entitled.

Whatever method is used in the calculation of fees, the Forest Engineer, in all cases, reserves the rights to add to the client's account all justified expenses that were not provided for in the conditions of the contract or when the cost of his services were estimated.

We, the undersigned, certify that at a meeting held on March 23, 1965, the Board of the Corporation of Forest Engineers of the Province of Quebec unanimously adopted the new tariff of fees for Forest Engineers pursuant to section 10 of the Forest Engineers' Act (R.S.Q. 1941, ch. 273).

GÉRARD LORTIE,  
President.

ANDRÉ BARNARD,  
Secretary.

10797-o

10457

**Caisses d'épargne et de crédit**

**Savings and Credit Unions**

**La Caisse d'Économie des employés  
de l'Hôpital Hôtel-Dieu de St-Jérôme**

**La Caisse d'Économie des employés  
de l'Hôpital Hôtel-Dieu de St-Jérôme**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

*(Savings and Credit Unions Act)*

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Hôtel-Dieu de St-Jérôme ».

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Hôtel-Dieu de St-Jérôme".

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de l'Hôpital Hôtel-Dieu de St-Jérôme.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à St-Jérôme, Québec, dans le district électoral de Terrebonne.  
Québec, le 18 mai 1965.

10895-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

The group from which the union will recruit its members will be the employees of the Hôtel-Dieu Hospital of St-Jérôme.

The head office of this savings and credit union is situated at St-Jérôme, Quebec, in the electoral district of Terrebonne.  
Quebec, May 18, 1965.

10895 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**La Caisse Populaire de Dalhousie Station**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire de Dalhousie Station ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Dalhousie Station, Québec, dans le district électoral de Vaudreuil-Soulanges.  
Québec, le 14 mai 1965.

10896-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

**La Caisse Populaire de Dalhousie Station**

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse Populaire de Dalhousie Station".

The territory in which the union will recruit its members will be the county of Vaudreuil-Soulanges.

The head office of this savings and credit union is situated at Dalhousie Station, Quebec, in the electoral district of Vaudreuil-Soulanges.  
Quebec, May 14, 1965.

10896 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**Caisse Populaire de Pointe Bleue**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse Populaire de Pointe Bleue ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera la Réserve de Pointe Bleue.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Pointe Bleue, Québec, dans le district électoral de Roberval.

Québec, le 14 mai 1965.

10897-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

**Caisse Populaire de Pointe Bleue**

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union « Caisse Populaire de Pointe Bleue ».

The territory in which the union will recruit its members will be Pointe Bleue Reserve.

The head office of this savings and credit union is situated at Pointe Bleue, Quebec, in the electoral district of Roberval.

Québec, May 14, 1965.

10897 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**La Caisse Populaire de Vaudreuil**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire de Vaudreuil » peut recruter ses membres soit étendue, des limites de la paroisse de Vaudreuil, aux limites du comté provincial de Vaudreuil-Soulanges.

Québec, le 14 mai 1965.

10898-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
**RAYMOND DOUVILLE.**

**La Caisse Populaire de Vaudreuil**

*(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire de Vaudreuil", may recruit its members be extended from the limits of the parish of Vaudreuil to the limits of the provincial county of Vaudreuil-Soulanges.

Québec, May 14, 1965.

10898 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**Compagnie autorisée  
à faire des affaires**

**Trans Canada Rent-A-Trailer (1964) Ltd.**

Avis est donné que « Trans Canada Rent-A-Trailer (1964) Ltd. », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la province d'Alberta, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

**Company Licensed  
to do Business**

**Trans Canada Rent-A-Trailer (1964) Ltd.**

Notice is hereby given that "Trans Canada Rent-A-Trailer (1964) Ltd.", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Companies Act of the Province of Alberta, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Redised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. T.P. Howard, C.R., de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à a/s de MM. Howard, Stalker & McDougall, avocats, 200 Mercantile Bank Building, 491, carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17<sup>e</sup> jour de mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797

27-65 — 1273/60

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. T.P. Howard, q.c., of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at c/o Messrs. Howard, Stalker & McDougall, Barristers, 200 Mercantile Bank Building, 491 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797-o

27-65 — 1273/60

## Chartes — Abandon de

### The Scottish Schools Club of Montreal Incorporated

Avis est donné que « The Scottish Schools Club of Montreal Incorporated », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec aux fins d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 10<sup>e</sup> jour de mai 1965.

*Les Procureurs de la Corporation,*  
CERINI, JAMIESON, SALMON,

10798-o

WATSON &amp; BROWN.

### Mountain Clinic Inc. Clinique de la Montagne Inc.

Avis est donné que « Mountain Clinic Inc.—Clinique de la Montagne Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au Secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 7<sup>e</sup> jour de mai 1965.

*Le Secrétaire,*  
JOHN HAMILTON, JR.

10868

## Charters — Surrender of

### The Scottish Schools Club of Montreal Incorporated

Notice is hereby given that "The Scottish Schools Club of Montreal Incorporated", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1965.

CERINI, JAMIESON, SALMON,  
WATSON & BROWN,

10798-o

*Attorneys for the Corporation.*

### Mountain Clinic Inc. Clinique de la Montagne Inc.

Notice is hereby given that "Mountain Clinic Inc.—Clinique de la Montagne Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of May, 1965.

JOHN HAMILTON, JR.,  
*Secretary.*

10868-o

### Ludorama Inc.

Prenez avis que la compagnie « Ludorama Inc. », ayant son siège social à Montréal, demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 1<sup>er</sup> jour de mars 1965.

*Le Secrétaire,*  
LUCIEN POISSANT.

10884-o

### Ludorama Inc.

Please take notice that "Ludorama Inc.", having its head office at Montreal will request permission to the Provincial Secretary, for leave to surrender of its charter, pursuant of the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, this 1st day of March, 1965.

LUCIEN POISSANT,  
*Secretary.*

10884

### Montreal International Development Corporation La Corporation Internationale de de Développement de Montréal

Avis est donné que « Montreal International Development Corporation — La Corporation Internationale de Développement de Montréal », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province,

### Montreal International Development Corporation La Corporation Internationale de de Développement de Montréal

Notice is hereby given that "Montreal International Development Corporation — La Corporation Internationale de Développement de Montréal", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the

de Québec, aus fins d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.  
Daté à Montréal, ce 7e jour de mai 1965.

10885

*Le Secrétaire,*  
JOHN HAMILTON, fils.

province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of May, 1965.

10885-0

JOHN HAMILTON, JR.,  
*Secretary.*

### Compagnies dissoutes

#### J. Edmond Boily limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « J. Edmond Boily limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 29 octobre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 mai 1965, ladite compagnie a été dissoute. Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

6386-47

#### La Centrale de Thetford limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « La Centrale de Thetford limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 15 novembre 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 mai 1965, ladite compagnie a été dissoute. Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

7368-48

#### Don-O-Lite Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Don-O-Lite Manufacturing Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 25 juin 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 mai 1965, ladite compagnie a été dissoute. Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-0

14247-53

### Companies Dissolved

#### J. Edmond Boily limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "J. Edmond Boily limitée", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 29, 1947.

Notice is also given that from and after May 17, 1965, the said company has been dissolved. Given at the office of the Provincial Secretary, May 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

6386-47

#### La Centrale de Thetford limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Centrale de Thetford limitée", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 15, 1948.

Notice is also given that from and after May 17, 1965, the said company has been dissolved. Given at the office of the Provincial Secretary, on May 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

7368-48

#### Don-O-Lite Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Don-O-Lite Manufacturing Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 25, 1953.

Notice is also given that from and after May 17, 1965, the said company has been dissolved. Given at the office of the Provincial Secretary, on May 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

14247-53

**Elanus Corporation Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Elanus Corporation Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 11 janvier 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 mai 1965, ladite compagnie a été dissoute. Donnée au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

10017-55

**St. Philippe Land Development Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « St. Philippe Land Development Co. Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 3 mars 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 mai 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donnée au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

10573-55

**Snowshoe Gold Mines, Limited  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Snowshoe Gold Mines, Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 6 juillet 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 mai 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donnée au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o

1602-37

**L. P. Thériault construction limitée  
L. P. Thériault Construction Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « L. P. Thériault construction limitée — L. P. Thériault Construction Limited », constituée en corporation en vertu de ladite

**Elanus Corporation Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Elanus Corporation Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 11, 1955.

Notice is also given that from and after May 17, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

10017-55

**St. Philippe Land Development Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Philippe Land Development Co. Inc.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 3, 1955.

Notice is also given that from and after May 17, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

10573-55

**Snowshoe Gold Mines, Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies Act and Part I of the Quebec Companies Act, Quebec, Revised Statutes, 1941, Chapter 276, Section 26, and subject to the liability enacted by Section 27 of the said Quebec Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of charter of the company "Snowshoe Gold Mines, Limited" (No Personal Liability), incorporated in virtue of the said Quebec Mining Companies Act by letters patent dated July 6, 1937.

Notice is also given that from and after May 17, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797

1602-37

**L. P. Thériault construction limitée  
L. P. Thériault Construction Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L. P. Thériault construction limitée — L. P. Thériault Construction Limited", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters

première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 14 avril 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 mai 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 4283-51

**World Circuits Inc.**  
**Circuits Mondiaux inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « World Circuits Inc. — Circuits Mondiaux inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 4 février 1964.

Avis est de plus donné qu'à compter du 17 mai 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 573-64

**Sauvé Boulevard Realty Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Sauvé Boulevard Realty Company », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 5 novembre 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du 14 mai 1965, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10797-o 13523-57

**Divers**  
**Compagnies**

**Association de la construction de Montréal**  
**Montreal Construction Association**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9e jour d'avril 1965, approuvé des modifications aux articles 37 et 38 des règlements de l'« Association de la construction de Montréal — Montreal Construction Association », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10799-o 14637-62

patent dated April 14, 1951.

Notice is hereby given that from and after May 17, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 4283-51

**World Circuits Inc.**  
**Circuits Mondiaux inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "World Circuits Inc. — Circuits Mondiaux inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 4, 1964.

Notice is also given that from and after May 17, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 573-64

**Sauvé Boulevard Realty Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sauvé Boulevard Realty Company", under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 5, 1957.

Notice is also given that from and after May 14, 1965, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 19, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10797 13523-57

**Miscellaneous**  
**Companies**

**Association de la construction de Montréal**  
**Montreal Construction Association**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the 9th day of April, 1965, approved modifications to sections 37 and 38 of the by-laws of the "Association de la construction de Montréal — Montreal Construction Association", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10799 14637-62

**Bottin d'affaire-assurances du Québec inc.**  
**Quebec Insurance Business Directory Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Bottin d'affaire-assurances du Québec inc. — Quebec Insurance Business Directory Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le Secrétaire,*

LAURETTE VAILLANCOURT BÉDARD.

10800-o 5337-64

**Profilages spécialisés inc.**

Avis est donné que la compagnie « Profilages spécialisés inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

*Le Secrétaire,*

J.-P. DECARUFEL.

10801-o 13718-62

**Neil-San Furs Inc.**

Avis est donné que « Neil-San Furs Inc. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

*Le Secrétaire,*

HYMAN FLEISCHER.

10821 10992-60

**Fonds de Placements Miniers du Québec inc.**  
**Quebec Mining Investment Fund Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Fonds de Placements Miniers du Québec inc. — Quebec Mining Investment Fund Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 10.

*Le Président,*

J.-C. COSSETTE.

10822-o 10053-60

**Two Roses Investment Corporation**

Avis est donné que la compagnie « Two Roses Investment Corporation », a porté de 3 à 6 le nombre de ses directeurs.

*Le Secrétaire,*

SAM STEIN.

10844 13520-57

**Le Secrétariat des syndicats nationaux  
de Thetford-Mines, inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 27 avril 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « Le Secrétariat des syndicats nationaux de Thetford Mines, inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10862-o 4503-64

**L'Association des Oeuvres de  
Jésus Nazareen inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 mai 1965, approuvé les règlements généraux de « L'Association des Oeuvres de Jésus Nazareen inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10869 3417-63

**Bottin d'affaire-assurances du Québec inc.**  
**Quebec Insurance Business Directory Inc.**

Notice is hereby given that "Bottin d'affaire-assurances du Québec inc. — Quebec Insurance Business Directory Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

LAURETTE VAILLANCOURT BÉDARD,

*Secretary.*

10800 5337-64

**Profilages spécialisés inc.**

Notice is hereby given that "Profilages spécialisés inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

J.-P. DECARUFEL,

*Secretary.*

10801 13718-62

**Neil-San Furs Inc.**

Notice is hereby given that "Neil-San Furs Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

HYMAN FLEISCHER,

*Secretary.*

10821-o 10992-60

**Fonds de Placements Miniers du Québec inc.**  
**Quebec Mining Investment Fund Inc.**

Notice is hereby given that "Fonds de Placements Miniers du Québec inc. — Quebec Mining Investment Fund Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 10.

J.-C. COSSETTE,

*President.*

10822 10053-60

**Two Roses Investment Corporation**

Notice is hereby given that "Two Roses Investment Corporation", has changed the number of its directors from 3 to 6.

SAM STEIN,

*Secretary.*

10844-o 13520-57

**Le Secrétariat des syndicats nationaux  
de Thetford Mines, inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 27, 1965, approved by-law number 1 (general by-laws) of "Le Secrétariat des syndicats nationaux de Thetford Mines, inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10862 4503-64

**L'Association des Oeuvres de  
Jésus Nazareen inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 12, 1965, approved the general by-laws of "L'Association des Oeuvres de Jésus Nazareen inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10869 3417-63

**L'Association des Oeuvres de Jésus Nazareen inc.**

Avis est donné que « L'Association des Oeuvres de Jésus Nazareen inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 12 à 7.

*Le Secrétaire,*  
YVES-A. PERRON.  
3417-63

10869-o

**L'Association des Oeuvres de Jésus Nazareen inc.**

Notice is hereby given that "L'Association des Oeuvres de Jésus Nazareen inc.", has changed the number of its administrators from 12 to 7.

YVES-A. PERRON,  
*Secretary.*  
3417-63

10869

**Silhouette (1964) Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Silhouette (1964) Ltd. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses directeurs.

*Le Président,*  
DANIEL S. MILLER.  
3411-64

10870

**Silhouette (1964) Ltd.**

Notice is hereby given that "Silhouette (1964) Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

DANIEL S. MILLER,  
*President.*  
3411-64

10870-o

**Les Placements Ste-Rose Investment inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Ste-Rose Investment inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le Secrétaire,*  
JEAN-MARIE JOLY.  
12015-61

10888-o

**Les Placements Ste-Rose Investment inc.**

Notice is hereby given that "Les Placements Ste-Rose Investment inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEAN-MARIE JOLY,  
*Secretary.*  
12015-61

10888

**Le Club de tennis des Élans de Thetford Mines inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 mai 1965, approuvé les règlements numéros 1 et 2 de « Le Club de tennis des Élans de Thetford Mines inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
11370-62

10889-o

**Le Club de tennis des Élans de Thetford Mines inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 10, 1965, approved the by-laws numbers 1 and 2 of "Le Club de tennis des Élans de Thetford Mines inc.", and such pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
11370-62

10889

**Le Club de tennis des Élans de Thetford Mines inc.**

Avis est donné que « Le Club de tennis des Élans de Thetford Mines inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 10.

*Le Président,*  
ANDRÉ BOURRET.  
11370-62

10889-o

**Le Club de tennis des Élans de Thetford Mines inc.**

Notice is hereby given that "Le Club de tennis des Élans de Thetford Mines inc.", has changed the number of its directors, from 3 to 10.

ANDRÉ BOURRET,  
*President.*  
11370-62

10889

**Service des Loisirs Ste-Françoise-Romaine**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 avril 1965, approuvé les règlements généraux du « Service des Loisirs Ste-Françoise-Romaine », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.  
3978-63

10890-o

**Service des Loisirs Ste-Françoise-Romaine**

Notice is hereby given that the Secretary of the Province has, on April 22, 1965, approved the general by-laws of "Service des Loisirs Ste-Françoise-Romaine", and such, pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this April 26, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
3978-63

10890

**Greenshields Incorporated**

Avis est donné que la compagnie « Greenshields Incorporated », a changé le nombre de ses administrateurs de 22 à 21.

*Le Secrétaire,*  
MARGARET MARTIN.  
12510-61

10901

**Greenshields Incorporated**

Notice is hereby given that "Greenshields Incorporated", has changed the number of its directors from 22 to 21.

MARGARET MARTIN,  
*Secretary.*  
12510-61

10901-o

**Port Cartier Recreation Association**  
**L'Association des loisirs de Port Cartier**

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 10<sup>e</sup> jour de mai 1965, approuvé les règlements généraux de la corporation « Port Cartier Recreation Association — L'Association des loisirs de Port Cartier », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 12<sup>e</sup> jour de mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10902-o

5282-64

**Port Cartier Recreation Association**  
**L'Association des loisirs de Port Cartier**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the 10th day of May 1965, approved the general by-laws of "Port Cartier Recreation Association — L'Association des loisirs de Port Cartier", and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10902

5282-64

**Sièges sociaux**

**Alfar Inc.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Alfar Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 9<sup>e</sup> jour de juin 1959, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, a établi son bureau à chambre 1740, 1245, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

*Le Secrétaire,*  
ANDREW GATY.

10802

13461-59

**B. & D. Jewellers Inc.**

Avis est donné que la compagnie « B. & D. Jewellers Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 30<sup>e</sup> jour de mai, 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
JOSEPH SHAPIRO, C.R.

10803-o

2376-63

**Berkshire Realities Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Berkshire Realities Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 23<sup>e</sup> jour de mai, 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, 4770 rue Kent, a transporté son bureau à chambre 300, 4141 rue Sherbrooke Ouest.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
GEORGE SANDERS.

10804-o

11817-58

**Danish Construction Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Danish Construction Ltd. », a transporté son siège social de 5607, avenue Wentworth, Côte-St-Luc, à 4224, avenue Royale, Montréal.

*Le Secrétaire,*  
O. B. JANSEN.

10805

12985-58

**Head Offices**

**Alfar Inc.**

Notice is hereby given that "Alfar Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 9th day of June, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at suite 1740, 1245 Sherbrooke Street West, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 30th day of April, 1965.

ANDREW GATY,  
*Secretary.*

10802-o

13461-59

**B. & D. Jewellers Inc.**

Notice is hereby given that "B. & D. Jewellers Inc.", incorporated by letters patent on the 30th day of May, 1963, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132, St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

JOSEPH SHAPIRO, C.C.,  
*Secretary.*

10803-o

2376-63

**Berkshire Realities Ltd.**

Notice is hereby given that "Berkshire Realities Ltd.", incorporated by letters patent on the 23rd day of May, 1958, and having its head office in the city of Montreal at 4770 Kent Avenue, has moved it to room 300, 4141 Sherbrooke Street West, Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

GEORGE SANDERS,  
*Secretary.*

10804-o

11817-58

**Danish Construction Ltd.**

Notice is hereby given that "Danish Construction Ltd.", has transferred its head office from 5607, Wentworth Avenue, Côte-St-Luc, to 4224, Royal Avenue, Montreal.

O. B. JANSEN,  
*Secretary.*

10805-o

12985-58

**Cap Bonheur Ltée**

Avis est donné que la compagnie « Cap Bonheur Ltée », constituée en corporation par lettres patentes le 11e jour d'août, 1961 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

*Le Secrétaire,*  
JONATHAN J. ROBINSON.  
14099-61

10806-o

**Cap Bonheur Ltée**

Notice is hereby given that "Cap Bonheur Ltée", incorporated by letters patent on the 11th day of August, 1961, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132, St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

JONATHAN J. ROBINSON,  
*Secretary.*  
14099-61

10806-o

**Cartier Parking Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Cartier Parking Inc. », constituée en corporation, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 29e jour de mars 1965 et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1100, Port Royal, est.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 7e jour de mai 1965.

*Le Secrétaire,*  
SAUL LEVENSON.  
1424-65

10807

**Cartier Parking Inc.**

Notice is hereby given that "Cartier Parking Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 29th day of March, 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province has established its office at 1100 Port Royal East.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 7th day of May, 1965.

SAUL LEVENSON.  
*Secretary.*  
1424-65

10807-o

**Corsair Investments Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Corsair Investments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, le 6e jour de mai, 1964, et ayant son siège social en la cité de Montréal, 4770 rue Kent, a transporté son bureau à chambre 300, 4141, rue Sherbrooke Ouest.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

(Sceau)  
10808-o

*Le Secrétaire,*  
JOHN BROWNLIE.

**Corsair Investments Ltd.**

Notice is hereby given that "Corsair Investments Ltd.", incorporated by letters patent on the 6th day of May, 1964, and having its head office in the city of Montreal at 4770 Kent Avenue, has moved it to room 300, 4141 Sherbrooke Street West, Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)  
10808-o

JOHN BROWNLIE,  
*Secretary.*

**Douglas Leaseholds (Quebec) Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Douglas Leaseholds (Quebec) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 22e jour de février, 1960 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St-Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

*Le Secrétaire,*  
JAMES L. WALSH.  
10858-60

10809-o

**Douglas Leaseholds (Quebec) Ltd.**

Notice is hereby given that "Douglas Leaseholds (Quebec) Ltd.", incorporated by letters patent on the 22nd day of February, 1960, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

JAMES L. WALSH,  
*Secretary.*  
10858-60

10809-o

**Essex Fuels Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Essex Fuels Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 22e jour de novembre, 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

**Essex Fuels Ltd.**

Notice is hereby given that "Essex Fuels Ltd.", incorporated by letters patent on the 22nd day of November, 1961, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

*Le Secrétaire,*  
JONATHAN J. ROBINSON.  
10810-o 15669-61

#### Gole Investment Corp.

Avis est donné que la compagnie « Gole Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes le 11<sup>e</sup> jour de février, 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, 4770 rue Kent, a transporté son bureau à chambre 300, 4141 rue Sherbrooke Ouest.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

(Seau)  
*Le Secrétaire,*  
MARVIN LEOPOLD.  
10811-o 10446-58

#### Hôtel La Picardie Ltée

Avis est donné que la compagnie « Hôtel La Picardie Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour d'août mil neuf cent soixante-quatre, et ayant son bureau principal en la cité de Chicoutimi, a établi son bureau au numéro 234 Avenue Morin en ladite cité de Chicoutimi.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Le soussigné est dûment autorisé à donner et signer le présent avis.

G.-H. BOIVIN.  
10812-o 3446-64

#### Les Immeubles B.G.B. Ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles B.G.B. Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'août mil neuf cent soixante-quatre, et ayant son bureau principal en la cité de Chicoutimi, a établi son bureau au numéro 267 boul. Lamarche en ladite cité de Chicoutimi.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Le soussigné est dûment autorisé à donner et signer le présent avis.

*Le Secrétaire,*  
ROBERT WELLS.  
10813-o 3770-64

#### Irberdav Corporation

Avis est donné que la compagnie « Irberdav Corporation », constituée en corporation par lettres patentes le 23<sup>e</sup> jour de juin, 1954 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

(Seau)  
*Le Secrétaire,*  
IDA BLUMENTHAL.  
10814-o 11478-54

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 30th day of April, 1965.

JONATHAN J. ROBINSON,  
10810-o 15669-61

#### Gole Investment Corp.

Notice is hereby given that "Gole Investment Corp.", incorporated by letters patent on the 11th day of February, 1958, and having its head office in the city of Montreal at 4770 Kent Avenue, has moved it to room 300, 4141 Sherbrooke Street West, Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)  
MARVIN LEOPOLD,  
10811-o 10446-58  
*Secretary.*

#### Hôtel La Picardie Ltée

Notice is hereby given that "Hôtel La Picardie Ltée", incorporated by letters patent dated the fifth day of August in the year one thousand nine hundred and sixty-four, and having its head office in the town of Chicoutimi, has established its office at number 234 Morin Avenue in the said town of Chicoutimi.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

The undersigned is duly authorized to give and signed the present notice.

G.-H. BOIVIN.  
10812 3446-64

#### Les Immeubles B.G.B. Ltée

Notice is hereby given that "Les Immeubles B.G.B. Ltée", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of August in the year one thousand nine hundred and sixty-four, and having its head office in the town of Chicoutimi, has established his office at number 267 Lamarche Blvd. in the said town of Chicoutimi.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

The undersigned is duly authorized to give and signed the present notice.

ROBERT WELLS,  
10813 3770-64  
*Secretary.*

#### Irberdav Corporation

Notice is hereby given that "Irberdav Corporation", incorporated by letters patent on the 23rd day of June, 1954, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)  
IDA BLUMENTHAL,  
10814-o 11478-54  
*Secretary.*

**M. & G. Holdings Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « M. & G. Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 6e jour de mai, 1964, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
JONATHAN J. ROBINSON.

10815-o

2031-64

**Mangate Inc.**

Avis est donné que « Mangate Inc. », constitué en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 5e jour de décembre 1958, et ayant son siège social en les ville et et district de Montréal, a établi son bureau à chambre 1740, 1245, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 3e jour de mai 1965.

*Le Secrétaire,*  
LESLIE FARKAS.

10816

14492-58

**Marina Tracy Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Marina Tracy Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 25 novembre 1964, et ayant son bureau principal dans la ville de Tracy, a établi son bureau au numéro 5010 du Chemin St-Roch.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce 15e jour d'avril 1965.

*Le Président,*  
AURÈLE DESROSIERS.

10817-o

5274-64

**Mark-It Devices (1962) Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Mark-It Devices (1962) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 18e jour de mai 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
DAVID SALTSMAN.

10818-o

12167-62

**Metal Products Development Co. Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Metal Products Development Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 16e jour de septembre 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

**M. & G. Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that "M. & G. Holdings Ltd.", incorporated by letters patent on the 6th day of May, 1964, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

JONATHAN J. ROBINSON,  
*Secretary.*

10815-o

2031-64

**Mangate Inc.**

Notice is hereby given that "Mangate Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 5th day of December, 1958, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at suite 1740, 1245 Sherbrooke Street West, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 3rd day of May, 1965.

LESLIE FARKAS,  
*Secretary.*

10816-o

14492-58

**Marina Tracy Inc.**

Notice is hereby given that "Marina Tracy Inc.", incorporated by letters patent dated November 25, 1964, and having its principal office in the town of Tracy, has established its office at number 5010 St-Roch Road.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Sorel, this 15th day of April, 1965.

AURÈLE DESROSIERS,  
*President.*

10817

5274-64

**Mark-It Devices (1962) Inc.**

Notice is hereby given that "Mark-It Devices (1962) Inc.", incorporated by letters patent on the 18th day of May 1962, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

DAVID SALTSMAN,  
*Secretary.*

10818-o

12167-62

**Metal Products Development Co. Ltd.**

Notice is hereby given that "Metal Products Development Co. Ltd.", incorporated by letters patent on the 16th day of September, 1963, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

*Le Secrétaire,*  
PAUL IVANIER,  
3933-63

10819-o

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

PAUL IVANIER,  
*Secretary.*  
3933-63

10819-o

#### Old Hickory Barbecue Machines Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Old Hickory Barbecue Machines Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 9<sup>e</sup> jour de décembre, 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
NORMA HENKEL,  
5302-63

10820-o

#### Old Hickory Barbecue Machines Ltd.

Notice is hereby given that "Old Hickory Barbecue Machines Ltd.", incorporated by letters patent on the 9th day of December, 1963, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

NORMA HENKEL,  
*Secretary.*  
5302-63

10820-o

#### Parkway Leasing Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Parkway Leasing Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 20<sup>e</sup> jour de septembre 1962 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St-Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800, carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
JEAN McFARLANE,  
13870-62

10823-o

#### Parkway Leasing Ltd.

Notice is hereby given that "Parkway Leasing Ltd.", incorporated by letters patent on the 20th day of September, 1962, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

JEAN McFARLANE,  
*Secretary.*  
13870-62

10823-o

#### Perdex Inc.

Avis est donné que « Perdex Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 16<sup>e</sup> jour de juin 1959, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, a établi son bureau à chambre 1740, 1245, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 3<sup>e</sup> jour de mai 1965.

*Le Secrétaire,*  
LESLIE FARKAS,  
13576-59

10824

#### Perdex Inc.

Notice is hereby given that "Perdex Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 16th day of June, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at suite 1740, 1245 Sherbrooke Street West, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 3rd day of May, 1965.

LESLIE FARKAS,  
*Secretary.*  
13576-59

10824-o

#### Racine Auto Ltée

Avis est donné que la compagnie « Racine Auto Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juillet mil neuf cent soixante-quatre, et ayant son bureau principal en la cité de Chicoutimi, a établi son bureau au numéro 95, rue Racine Ouest en ladite cité de Chicoutimi.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Le soussigné est dûment autorisé à donner et signer le présent avis.

ROBERT WELLS,  
3422-64

10825-o

#### Racine Auto Ltée

Notice is hereby given that "Racine Auto Ltée", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of July, in the year one thousand nine hundred and sixty-four, and having its head office in the town of Chicoutimi, has established its office at number 95 Racine Street West, in said town of Chicoutimi.

From and after the date of this present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

The undersigned is duly authorized to give and signed the present notice.

ROBERT WELLS,  
3422-64

10825

**Residential Realities Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Residential Realities Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 26e jour de février, 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
JONATHAN J. ROBINSON.

10826-o

10559-62

**Riverside Wholesale Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Riverside Wholesale Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 25e jour de juillet, 1962 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
BERNARD COHEN.

10827-o

13122-62

**Royalmount Leaseholds Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Royalmount Leaseholds Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 5e jour de mars, 1959 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec ce 30e jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
D. W. REID.

10828-o

11305-59

**St. Lawrence Columbium and Metals Corporation**

**(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « St. Lawrence Columbium and Metals Corporation » (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 28 septembre, 1960, a transporté son bureau principal de 159, ouest, rue Craig en la cité de Montréal à 1010 ouest, rue St-Catherine, suite 1010 en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 7e jour de mai 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire-trésorier,*  
RICHARD STAINES, C.A.

10829-o

12961-60

**Ste. Therese Holdings Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Ste. Therese Holdings Ltd. », constituée en corporation par

**Residential Realities Inc.**

Notice is hereby given that "Residential Realities Inc.", incorporated by letters patent on the 26th day of February, 1962, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

JONATHAN J. ROBINSON,  
*Secretary.*

10826-o

10559-62

**Riverside Wholesale Ltd.**

Notice is hereby given that "Riverside Wholesale Ltd.", incorporated by letters patent on the 25th day of July, 1962, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

BERNARD COHEN,  
*Secretary.*

10827-o

13122-62

**Royalmount Leaseholds Ltd.**

Notice is hereby given that "Royalmount Leaseholds Ltd.", incorporated by letters patent on the 5th day of March, 1959, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Sceau)

D. W. REID,  
*Secretary.*

10828-o

11305-59

**St. Lawrence Columbium and Metals Corporation**

**(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "St. Lawrence Columbium and Metals Corporation" (No Personal Liability), incorporated under the Quebec Mining Companies Act, by letters patent dated September 28, 1960, has moved its head-office from 159 Craig Street West, in the city of Montreal to 1010 St. Catherine Street West, room 1010, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 7th day of May, 1965.

(Seal)

RICHARD STAINES C.A.,  
*Secretary-Treasurer.*

10829-o

12961-60

**Ste. Therese Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that "Ste. Therese Holdings Ltd.", incorporated by letters patent

lettres patentes le 26e jour de septembre, 1956 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St-Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

*Le Secrétaire,*  
DAVID STEIGER.

10830-o

12942-56

#### Sanders Realities Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Sanders Realities Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 30e jour de novembre, 1960 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St-Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
GEORGE SANDERS.

10831-o

11769-61

#### Nathan Schreiber Corp.

Avis est donné que la compagnie « Nathan Schreiber Corp. », constituée en corporation par lettres patentes le 20e jour d'octobre, 1959 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St-Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
JONATHAN J. ROBINSON.

10832-o

15677-59

#### Sheffield Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Sheffield Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 6e jour d'avril, 1961 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St-Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

*Le Secrétaire,*  
JEAN-A. PINATEL.

10833-o

11663-61

#### Sherdex Inc.

Avis est donné que la compagnie « Sherdex Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 16e jour de juin 1959, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, a établi son bureau à chambre 1740, 1245, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, Québec.

on the 26th day of September, 1956, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

DAVID STEIGER,  
*Secretary.*

10830-o

12942-56

#### Sanders Realities Ltd.

Notice is hereby given that "Sanders Realities Ltd.", incorporated by letters patent on the 30th day of November, 1960, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

GEORGE SANDERS,  
*Secretary.*

10831-o

11769-61

#### Nathan Schreiber Corp.

Notice is hereby given that "Nathan Schreiber Corp.", incorporated by letters patent on the 20th day of October, 1959, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

JONATHAN J. ROBINSON,  
*Secretary.*

10832-o

15677-59

#### Sheffield Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Sheffield Holdings Ltd.", incorporated by letters patent on the 6th day of April, 1961, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

JEAN-A. PINATEL,  
*Secretary.*

10833-o

11663-61

#### Sherdex Inc.

Notice is hereby given that "Sherdex Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 16th day of June, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at suite 1740, 1245 Sherbrooke Street West, Montreal, Quebec.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'avril 1965.

Dated at Montreal, this 28th day of April, 1965.

*Le Secrétaire,*  
ANDREW GATY,  
13575-59

ANDREW GATY,  
*Secretary.*  
13575-59

10834

10834-o

**H. B. Sussman Associates (Quebec) Ltd.**

**H. B. Sussman Associates (Quebec) Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « H. B. Sussman Associates (Quebec) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 14e jour de décembre 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

Notice is hereby given that "H. B. Sussman Associates (Quebec) Ltd.", incorporated by letters patent on the 14th day of December, 1960, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril 1965.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*  
WILLIAM KAGAN,  
15524-60

(Seal) WILLIAM KAGAN,  
*Secretary.*  
15524-60

10835-o

10835-o

**Uniform Bazaar Limited**

**Uniform Bazaar Limited**

Avis est donné que la compagnie « Uniform Bazaar Limited », constituée en corporation par lettres patentes le 20e jour d'octobre 1961 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

Notice is hereby given that "Uniform Bazaar Limited", incorporated by letters patent on the 20th day of October, 1961, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril 1965.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*  
JONATHAN J. ROBINSON,  
14767-61

(Seal) JONATHAN J. ROBINSON,  
*Secretary.*  
14767-61

10836

10836-o

**Les Uniformes Quebecois Inc.**

**Les Uniformes Quebecois Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Uniformes Quebecois Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 30e jour de janvier 1963 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

Notice is hereby given that "Les Uniformes Quebecois Inc.", incorporated by letters patent on the 30th day of January, 1963, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril 1965.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*  
CLAUDE-ARMAND SHEPPARD,  
14767-61

(Seal) CLAUDE-ARMAND SHEPPARD,  
*Secretary.*  
14767-61

10837-o

10837-o

**Varenes Holdings Corporation**

**Varenes Holdings Corporation**

Avis est donné que la compagnie « Varenes Holdings Corporation », constituée en corporation par lettres patentes le 31e jour de juillet, 1956 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St-Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

Notice is hereby given that "Varenes Holdings Corporation", incorporated by letters patent on the 31st day of July, 1956, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*  
HARRY DUBROVSKY,  
12437-56

(Seal) HARRY DUBROVSKY,  
*Secretary.*  
12437-56

10838-o

10838-o

**Volume Sales Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Volume Sales Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, le 23<sup>e</sup> jour de mars, 1961 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St-Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800, carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

(Seau)

*Le Secrétaire,*  
LILY STOLL.  
11504-61

10839-o

**Bitumuls Quebec Limited  
Butimuls Québec Limitée**

Avis est donné que la compagnie « Bitumuls Quebec Limited — Butimuls Québec limitée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 5 avril 1965, a établi son siège social à 11451, rue Sherbrooke, est, Montréal, P.Q.

Toronto, Ontario, 23 avril 1965.

*Le Secrétaire,*  
T. E. MARSH.  
1519-65

10845

**Cote de Liesse Leaseholds Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Cote de Liesse Leaseholds Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, le 5<sup>e</sup> jour de mars, 1959 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800, carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

*Le Secrétaire,*  
D. M. REID.  
11303-59

10846-o

**Elgo Frame & Furniture Ltd.**

Avis est donné que « Elgo Frame & Furniture Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 16<sup>e</sup> jour de mars 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à chambre 905, 132, rue St-Jacques ouest, a transporté son bureau à suite 612, 800 carré Victoria, Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril 1965.

(Seau)

*Le Secrétaire,*  
JONATHAN J. ROBINSON.  
1234-64

10847

**Fashion Cottons Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Fashion Cottons Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 16<sup>e</sup> jour de février, 1961 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St-Jacques ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

**Volume Sales Inc.**

Notice is hereby given that "Volume Sales Inc.", incorporated by letters patent on the 23<sup>rd</sup> day of March, 1961, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132, St. James Street West, has moved it to suite 612, 800, Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30<sup>th</sup> day of April, 1965.

(Seal)

LILY STOLL,  
*Secretary.*  
11504-61

10839-o

**Bitumuls Quebec Limited  
Butimuls Québec Limitée**

Notice is hereby given that "Bitumuls Quebec Limited — Butimuls Québec Limitée", incorporated under the Quebec Companies Act by letters patent dated April 5, 1965, has established its head office at 11451, Sherbrooke Street East, Montreal, P.Q.

Toronto, Ontario, April 23, 1965.

T. E. MARSH,  
*Secretary.*  
1519-65

10845-o

**Cote de Liesse Leaseholds Ltd.**

Notice is hereby given that "Cote de Liesse Leaseholds Ltd.", incorporated by letters patent on the 5<sup>th</sup> day of March, 1959, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30<sup>th</sup> day of April, 1965.

D. M. REID,  
*Secretary.*  
11303-59

10846-o

**Elgo Frame & Furniture Ltd.**

Notice is hereby given that "Elgo Frame & Furniture Ltd.", incorporated by letters patent on the 16<sup>th</sup> day of March, 1964, and having its head office in the city of Montreal, at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30<sup>th</sup> day of April, 1965.

(Seal)

JONATHAN J. ROBINSON,  
*Secretary.*  
1234-64

10847-o

**Fashion Cottons Ltd.**

Notice is hereby given that "Fashion Cottons Ltd.", incorporated by letters patent on the 16<sup>th</sup> day of February, 1961, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

*Le Secrétaire,*  
MAX SILVER.  
10798-61

10848-o

**Lanthier et Frères Limitée**

Avis est donné que « Lanthier et Frères Limitée », a été constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes en date du 11 février 1964.

Le siège social de la compagnie est situé à 8560 rue St-Hubert, cité et district de Montréal, et constitue également son principal bureau.

Montréal, le 11 mai 1965.

BERNARD M. DESCHÊNES, C.R.  
650-64

10849-o

**Metropolitan Leasebacks Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Metropolitan Leasebacks Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 28e jour d'octobre, 1960 et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St-Jacques ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

*Le Secrétaire,*  
MARVIN LEOPOLD.  
14658-60

10850-o

**Quad Development Ltd.**

Avis est donné que le siège social de « Quad Development Ltd. », a été transporté de 4755, avenue Van Horne, Montréal, P.Q. à chambre 2040, édifice Sun Life, Montréal, P.Q.

Daté le 29 avril 1965.

*Le Secrétaire,*  
J. G. SAUVÉ.  
11210-61

10851

**Stanhar Holdings Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Stanhar Holdings Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 3e jour de mars 1956, et ayant son siège social en la cité de Montréal, 4770 rue Kent, a transporté son bureau à chambre 300, 4141 rue Sherbrooke Ouest.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
S. J. MARGOLESE.  
10494-56

10852-o

**Sussex Realities Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Sussex Realities Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 10e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, 4770 rue Kent, a transporté son bureau à chambre 300, 4141 rue Sherbrooke Ouest.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

MAX SILVER,  
*Secretary.*  
10798-61

10848-o

**Lanthier et Frères Limitée**

Notice is hereby given that "Lanthier et Frères Limitée", incorporated by letters patent dated February 11, 1964, in the Province of Quebec.

The head office of the company is situated at 8560 St. Hubert Street, city and district of Montreal and constitutes as well its principal office.

Montreal, May 11, 1965.

BERNARD M. DESCHÊNES, C.C.  
650-64

10849

**Metropolitan Leasebacks Ltd.**

Notice is hereby given that "Metropolitan Leasebacks Ltd.", incorporated by letters patent on the 28th day of October 1960, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

MARVIN LEOPOLD,  
*Secretary.*  
14658-60

10850-o

**Quad Development Ltd.**

Notice is hereby given that the head office of "Quad Development Ltd.", has been changed from 4755 Van Horne Avenue, Montreal, P.Q., to suite 2040 Sun Life Building, Montreal, P.Q.

Dated of April 29, 1965.

J. G. SAUVÉ,  
*Secretary.*  
11210-61

10851-o

**Stanhar Holdings Inc.**

Notice is hereby given that "Stanhar Holdings Inc.", incorporated by letters patent on the 3rd day of March 1956, and having its head office in the city of Montreal at 4770 Kent Avenue, has moved it to room 300, 4141 Sherbrooke Street West, Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

S. J. MARGOLESE,  
*Secretary.*  
10494-56

10852-o

**Sussex Realities Ltd.**

Notice is hereby given that "Sussex Realities Ltd.", incorporated by letters patent on the 10th day of February 1959, and having its head office in the city of Montreal at 4770 Kent Avenue, has moved it to room 300, 4141 Sherbrooke Street West, Montreal.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
MARVIN KANE.

10853-o

10101-59

#### Trafalgar Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Trafalgar Investments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 17<sup>e</sup> jour de janvier, 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 341, 1010 rue St. Catherine Ouest, a transporté son bureau à chambre 300, 4141 rue Sherbrooke Ouest,

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
MELVYN A. DOBRIN.

10854-o

282-63

#### Triangle Leaseholds Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Triangle Leaseholds Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 5<sup>e</sup> jour de mars, 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 905, 132, rue St. Jacques Ouest, a transporté son bureau à chambre 612, 800 carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

*Le Secrétaire,*  
D. M. REID.

10855-o

11306-59

#### Viscount Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Viscount Investments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 24<sup>e</sup> jour d'avril 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, chambre 341, 1010 rue St. Catherine Ouest, a transporté son bureau à chambre 300, 4141 rue Sherbrooke Ouest.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 30<sup>e</sup> jour d'avril, 1965.

(Sceau)

*Le Secrétaire,*  
LEO GOLDFARB.

10856-o

1794-63

#### Louisbourg Construction Ltd.

Avis est donné que « Louisbourg Construction Ltd. », a changé le siège social de Montréal à 1385, boulevard Des Laurentides, Vimont.

*Le Président,*  
J. ACCURSO.

10871

10921-54

#### Valta Refrigeration Inc.

Avis est donné que la compagnie « Valta Refrigeration Inc. », a changé son siège social

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

MARVIN KANE,  
*Secretary.*

10853-o

10101-59

#### Trafalgar Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Trafalgar Investments Ltd.", incorporated by letters patent on the 17th day of January, 1963, and having its head office in the city of Montreal at room 341, 1010 St. Catherine Street West, has moved it to room 300, 4141 Sherbrooke Street West, Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

MELVYN A. DOBRIN,  
*Secretary.*

10854-o

282-63

#### Triangle Leaseholds Ltd.

Notice is hereby given that "Triangle Leaseholds Ltd.", incorporated by letters patent on the 5th day of March 1959, and having its head office in the city of Montreal at suite 905, 132 St. James Street West, has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

D. M. REID,  
*Secretary.*

10855-o

11306-59

#### Viscount Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Viscount Investments Ltd.", incorporated by letters patent on the 24th day of April, 1963, and having its head office in the city of Montreal at room 341, 1010 St. Catherine Street West, has moved it to room 300, 4141 Sherbrooke Street West, Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 30th day of April, 1965.

(Seal)

LEO GOLDFARB,  
*Secretary.*

10856-o

1794-63

#### Louisbourg Construction Ltd.

Notice is hereby given that "Louisbourg Construction Ltd.", has changed the head office from Montreal, to 1385 Des Laurentides Boulevard, Vimont.

J. ACCURSO,  
*President.*

10871-o

10921-54

#### Valta Refrigeration Inc.

Notice is hereby given that "Valta Refrigeration Inc.", has transferred its head office from

du numéro 12095, rue Cousineau, Montréal, au  
numéro 990, rue Salaberry, Chomedey.

*Le Secrétaire,*

ADRIENNE BELISLE.

10891 13014-62

**François Beaudet Inc.**

Avis est donné que la compagnie « François Beaudet Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 décembre 1964, et ayant son siège social dans la cité de St-Michel, district de Montréal, a établi son bureau d'affaires au no 8725 de la 10ième avenue, dans ladite cité de St-Michel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à cité de St-Michel, ce 28e jour d'avril, 1965.

*Le Secrétaire,*

MICHÈLE GAGNON-BEAUDET.

10903-0 5574-64

12095 Cousineau Street, Montreal, to 990 Salaberry Street, Chomedey.

ADRIENNE BELISLE,

*Secretary.*

10891-0 13014-62

**François Beaudet Inc.**

Notice is hereby given that "François Beaudet Inc.", incorporated by letters patent dated December 14, 1964, and having its head office in the town of St-Michel, district of Montreal, has business office at No. 8725, 10th Avenue, in the said town of St-Michel.

From and after the date of this present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at town of St-Michel, this 28th day of April 1965.

MICHÈLE GAGNON-BEAUDET,

*Secretary.*

10903 5574-64

**Demandes à la Législature**

**Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine**

Les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, donnent avis qu'ils proposeront des amendements aux projets de loi respectivement présentés par La Commission des écoles catholiques de Montréal et le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal à la présente session de la législature de la Province de Québec, aux fins:

a) d'uniformiser le taux de la taxe scolaire imposée sur les immeubles inscrits sur la liste catholique pour chacune des commissions scolaires situées dans le territoire soumis à l'application de la loi 15 George V, ch. 45,

b) alternativement d'uniformiser le taux de la taxe scolaire imposée sur tous les immeubles situés dans ledit territoire sans distinction entre catholiques, protestants et neutres et de mettre le produit de cette taxe uniformisée en commun et de le partager entre les différentes commissions scolaires, tant catholiques que protestantes, dudit territoire, selon les normes déjà établies par la loi 12-13 Elizabeth II, ch. 75 ou autres normes qui pourront être jugées plus adéquates ou plus équitables.

Montréal, le 24 avril 1965.

*Les Procureurs de Les Commissaires  
d'écoles pour la Municipalité de la Cité  
de Lachine,*

MARTINEAU, WALKER, ALLISON,

10550-18-4-0 BEAULIEU, TETLEY & PHELAN.

**Association des commissions scolaires catholiques du diocèse de Montréal**

Avis concernant des amendements à être proposés par l'Association des commissions scolaires catholiques du diocèse de Montréal au projet de Loi No 139 intitulé: « Loi modifiant la charte de la commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal et d'autres commissions scolaires de la région de Montréal » et au projet de Loi No 190, intitulé « Loi concernant l'éducation dans le territoire du

**Applications to Legislature**

**The school commissioners for the municipality of the city of Lachine**

The School Commissioners for the Municipality of the city of Lachine, county of Jacques-Cartier, hereby give notice that they will propose amendments to the draft bills submitted respectively by The Montreal Catholic School Commission and The Protestant School Board of Greater Montreal at the current session of the Legislature of the Province of Quebec, in order to:

(a) make the school tax rate imposed on the immoveables entered on the Catholic panel for each of the school commissions situated in the territory subject to the Act 15 George V, chap. 45 uniform,

(b) alternatively, make the school tax rate imposed on all immoveables situated in the said territory without any distinction between Catholics, Protestants and Neutrals uniform and to pool the proceeds of the said uniform tax and to divide them among the various school commissions, catholic as well as protestant, of the said territory, according to the norms already established by the Act 12-13 Elizabeth II, chap. 75 or other norms which may be considered more adequate or more equitable.

Montreal, April 24, 1965.

MARTINEAU, WALKER, ALLISON,  
BEAULIEU, TETLEY & PHELAN,  
*Attorneys for the School Commissioners  
of the Municipality of the City*

10550-18-4-0 *of Lachine.*

**Catholic school commissions association of the diocese de Montreal**

Notice concerning modifications to be proposed by the Catholic School Commissions Association of the Diocese of Montreal to the Private Bill No. 139, titled: "An Act to amend the charter of the Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the protestant School Board of Greater Montreal and other school boards in the Montreal area" and to the Private Bill No. 190, titled: "An Act concerning education in the territory of the Protestant School Board

*Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal* » ainsi qu'à la Loi 12-13 Eliz. II, C. 75.

Avis est donné que l'Association des Commissions scolaires catholiques de Montréal à l'intention de proposer des amendements au projet de Loi No 139 intitulé « Loi modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau Métropolitain des Écoles protestantes de Montréal et d'autres commissions scolaires de la région de Montréal », et au projet de loi 190 intitulé « Loi concernant l'éducation dans le territoire du Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal », ainsi qu'à la loi 12-13 Eliz. II ch. 75, dans le sens suivant:

A) Proposer que l'article 1 (2j) de la loi modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal (1964-12-13 Eliz. II c. 75) soit modifié de façon à ce que le sens des mots « élève inscrit » soit défini comme voulant dire soit « un élève inscrit à la commission scolaire qui en a la charge », ou soit comme voulant dire « un élève inscrit à la commission scolaire dont il fréquente les écoles », et de préciser les mots « Commission », « Bureau », « Commission scolaire catholique » en conséquence.

B) Proposer que l'article II de la loi modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal (1964, 12-13 Eliz. II ch. 75) soit modifié de façon à ce que les frais de scolarité des enfants qui ne sont pas soumis à la juridiction d'aucune commission scolaire soient payés par la commission scolaire de la confession de l'institution fréquentée ou soient payés autrement, pour faire en sorte que la commission scolaire catholique, comme telle, soit libérée de l'obligation telle que la loi lui impose actuellement.

C) Proposer que l'alinéa 6 de l'article 3 de la même loi à l'effet que chaque élève qui n'est, ni catholique, ni protestant ainsi que chaque élève de foi judaïque dans une municipalité scolaire où les personnes de foi judaïque ne sont pas considérées comme protestantes pour les fins de la taxe scolaire, vaut le double du chiffre indiqué à celui du paragraphe 1, 2, 3, 4, 5 de l'article 3 de ladite loi soit abrogé purement et simplement.

D) Proposer tout autre amendement auxdits projets No 139 et No 190 de même qu'à la loi ci-haut citée, le cas échéant.

L'Association des Commissions scolaires catholiques de Montréal désire également informer qui de droit qu'elle a l'intention de faire ces représentations concernant lesdits projets de loi et d'autres propositions, si nécessaire.

Montréal, le 14 avril 1965,

*Le Procureur de l'Association des  
Commissions scolaires catholiques  
du Diocèse de Montréal,*

10909-21-2-0

MARIO DU MESNIL, avocat.

of Greater Montreal' as well as to the Act 12-13 Eliz. II, ch. 75.

Notice is given that The Catholic School Commissions Association intends to propose amendments to the Private Bill No. 139, titled: "An Act to amend the charter of The Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the Protestant School Board of Greater Montreal and other school boards in the Montreal area", and to the Private Bill No. 190, titled: "An Act concerning education in the territory of the Protestant School Board of Greater Montreal", as well as to the Act 12-13 Eliz. II, ch. 75, in the following sense:

(A) To propose that section 1 (2j) of the Act amending the charter of Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the Protestant School Board of Greater Montreal (1964, 12-13 Eliz. II, ch. 75) be amended so that the meaning of the words "registered pupil" be defined as meaning either "a pupil registered at the school commission on which he depends", or either as meaning "a pupil registered at the school commission, the schools of which he is attending", and consequently to specify the words "Commission", "Bureau", "Catholic School Commission".

(B) To propose that section II of the Act amending the Charter of the Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the Protestant School Board of Greater Montreal (1964, 12-13 Eliz. II, ch. 75) be amended in the manner that tuition fees, for children, that are not under the jurisdiction of any school commission, be paid by the school commission of the confessional institution which they attend, or be paid otherwise, to that the Catholic School Commission, as such, be freed from the obligation, as the law imposes to it presently.

(C) To propose that alinea 6, of section 3 of the same Law, to the effect that each pupil who is neither catholic nor protestant, and each pupil of Jewish faith in a school municipality where persons of Jewish faith are not considered as protestant, for school tax purposes, is worth twice the figure indicated in paragraphs 1, 2, 3, 4, 5, in section 3 of the said Act, be abrogated, purely and simply.

D) To propose any other amendment to the said Bills Nos. 139 and 190, as well as to the law hereinabove mentioned should it so happen.

The Montreal Catholic School Commissions Association, furthermore, wishes to inform, whom it may concern, that it intends to make representations pertaining the said Bills and other proposals if necessary.

Montreal, April 14, 1965.

*MARIO DU MESNIL, lawyer,  
Attorney for the Catholic School  
Commissions Association of the  
Diocese of Montreal.*

10909-21-2

## Liquidation — Avis de

**Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Denis de la Bouteillerie**

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de la « Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Denis

## Winding up Notices

**Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Denis de la Bouteillerie**

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of the "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Denis

de la Bouteillerie » tenue le 5 avril 1965, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, le tout conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q. 1941, c. 120), et que Messieurs Gérard Lamonde, Arthur Dionne et Samuel Garon soient nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, ce 12e jour de mai 1965.

*Le Sous-ministre de l'Agriculture  
et de la Colonisation,*  
ERNEST MERCIER.

10892-o

de la Bouteillerie" held on April 5, 1965, it has been resolved that the affairs of the said association be liquidated, the whole pursuant to the provisions of article 33 of Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, c. 120) and that Messrs. Gérard Lamonde, Arthur Dionne and Samuel Garon be elected liquidators.

Given at the office of the Minister of Agriculture and Colonization, this 12th day of May, 1965.

ERNEST MERCIER,  
*Deputy Minister of Agriculture  
and Colonization.*

10892

**Coopérative de télévision  
de Cap des Rosiers**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Coopérative de télévision de Cap des Rosiers », tenue à Cap-des-Rosiers, le 8 avril 1965, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 290) et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Ibid., chapitre 278), et que MM. Achille Ste-Croix et J.-Narcisse Rioux ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10904-o

**Coopérative de télévision  
de Cap des Rosiers**

Notice is hereby given that during a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Coopérative de télévision de Cap des Rosiers", held at Cap-des-Rosiers, on April 8, 1965, it has been resolved that the affairs of the said company be liquidated and that the latter be dissolved, the whole in conformity with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 290) and with the Winding up Act (Ibid., chapter 278), and that Messrs. Achille Ste-Croix and J.-Narcisse Rioux have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10904

**Examen du Barreau**

**Bar Examination**

**Barreau des Laurentides — Bar of Laurentides**

CANDIDATS POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Surname	Prénom Given Name	Age	Résidence Residence
Grammond.....	Luc.....	26	Ste-Véronique
Guilbault.....	Pierre.....	27	179 Notre-Dame, Oka.

Joliette, le 18 mai 1965 — Joliette, May 18, 1965.

10910-o

*Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,*  
C. DUCAS,  
*Secretary of the Laurentides Bar.*

**Ministère des Affaires culturelles**

**Department of Cultural Affairs**

**Règlement des concours  
artistiques 1965**

approuvés par le ministre des Affaires culturelles en vertu de la Loi des concours artistiques, littéraires et scientifiques (S.Q. 1962, c. 24).

Les concours artistiques du Québec, organisés par le ministère des Affaires culturelles, comprennent quatre sections, réparties en deux catégories:

- Catégorie A: a) peinture
- b) arts graphiques
- c) sculpture

Catégorie B: d) arts appliqués.

Tous les citoyens canadiens habitant le Québec à la date des concours peuvent y participer.

**Regulations of the Quebec  
Artistic Competitions 1965**

as approved by the Minister of Cultural Affairs, under the provisions of the Act respecting Artistic, Literary and Scientific competitions (10-11 Elizabeth II, c. 24).

The Quebec Artistic Competitions are run by the Department of Cultural Affairs. They include two categories grouping four sections in all:

- Category A: (a) painting
- (b) graphic arts
- (c) sculpture
- Category B: (d) applied arts.

Il sera attribué dans chacune des quatre sections un premier prix de quatre mille dollars (\$4,000), un deuxième prix de deux mille cinq cents dollars (\$2,500) et un troisième prix de mille cinq cents dollars (\$1,500).

#### RÈGLEMENT GÉNÉRAUX

Les oeuvres ne seront reçues que si elles sont accompagnées chacune d'une fiche d'inscription en trois exemplaires.

Chaque candidat doit signer l'oeuvre présentée et en indiquer la valeur minimale ainsi que le titre. Sont exclues, les copies, les oeuvres présentées antérieurement aux Concours artistiques du Québec, les oeuvres déjà vendues ou les oeuvres provenant de l'extérieur du Québec.

Les artistes peuvent concourir dans autant de sections qu'il leur plaît, mais ils ne peuvent présenter qu'une seule oeuvre par section. Ils auront toujours soin de joindre une fiche d'inscription en trois exemplaires à chacune des pièces soumises.

Les candidats ne peuvent, avant trois ans, concourir dans la ou les sections où ils auront eu des oeuvres primées.

Les oeuvres couronnées deviennent d'office la propriété du ministère des Affaires culturelles et ce dernier pourra toujours exercer son droit de préemption touchant les oeuvres non primées.

Aucune oeuvre inscrite ne pourra être retirée ou vendue par son auteur pendant la durée des concours et des expositions.

#### Expédition des oeuvres

Les envois destinés aux sections *a*, *b*, et *c* des concours devront parvenir au Musée de Québec, Parc des Champs de bataille, Québec (6e), à 16 h 45 au plus tard, le 27 août 1965.

Les envois destinés à la section *d*, des concours devront parvenir à l'adresse ci-dessus, à 16 h 45 au plus tard, le 13 septembre 1965.

Les oeuvres soumises devront pouvoir être facilement identifiées; en conséquence, il est suggéré de joindre à chacune d'elles un bordereau d'expédition portant toutes mentions utiles: nom et adresse de l'auteur, titre de l'oeuvre, s'il y a lieu, date et lieu d'expédition, etc... Les frais d'expédition sont entièrement à la charge des concurrents, et le Ministère refusera de prendre livraison des envois dont le port n'aurait pas été acquitté ou de ceux dont l'emballage se trouverait détérioré à l'arrivée.

Le Ministère s'engage à assurer, pendant toute la durée des concours et des expositions, la garde intégrale des oeuvres inscrites et à renvoyer franco et sans délai à leurs auteurs, les oeuvres non couronnées.

#### Jury

Le Ministère verra à nommer, pour chaque section, un jury de trois personnes compétentes, deux mois au moins avant la clôture des concours.

Les décisions des jurys sont sans appel.

La proclamation des lauréats des sections de peinture, d'arts graphiques et de sculpture se fera à l'ouverture de l'exposition au Musée de Québec, le 9 septembre 1965, et celle des gagnants de la section d'arts appliqués aura lieu au même endroit, le 7 octobre 1965.

Les jurys auront la faculté de ne pas accorder de prix, s'ils jugent insuffisante la qualité des envois.

In each section, prizes are four thousand dollars (\$4,000) for first, two thousand five hundred dollars (\$2,500) for second and one thousand five hundred dollars (\$1,500) for third place.

#### GENERAL REGULATIONS

The four contests are opened to every Canadian citizen residing in the Province of Quebec at the time of the competitions. Works will not be accepted unless accompanied by an entry form made in three copies.

Artists may compete in any number of sections but may enter only one work in each section. Each entry must be accompanied by an entry form submitted in three copies. The candidate must sign the work presented and indicate the title and minimum value of same.

Winning a prize in any section bars an artist from competing in that section for the next three years.

The Department of Cultural Affairs automatically acquires ownership of award-winning entries, and the Department also has first rights over all other entries.

No entry may be withdrawn or sold by its creator during competitions and following exhibitions.

#### Shipping Entries

Works to be entered in sections *a*, *b* and *c* of competitions must be sent to the Quebec Museum, Battlefields Park, Quebec 6, to arrive from August 16 to August 27, 1965, not later than 4:45 p.m.

Works to be entered in section *d* are to be sent to the same address, and must arrive from September 2 to September 13, 1965, not later than 4:45 p.m.

Works entered should be easily identifiable; each should bear a shipping tag showing the artist's name and address, title of the work if there is one, shipping time and place, and so forth. Shipping charges are to be paid by the sender; the Department will refuse delivery of items for which shipping charges have not been prepaid or which have been damaged in transit.

The Department assumes complete responsibility for entries during competitions and exhibitions, and will return works not chosen free of charge to artists.

#### Juries

For each section, the Department will appoint a jury made up of three competent persons; appointments will be made at least two months before competition closing.

There will be no appeal from juries' decisions.

Names of winners in the painting, sculpture and graphic arts sections will be announced on September 9, 1965, when the Quebec Museum exhibition is opened. Applied arts winner's names will be announced at the same place on October 7, 1965.

Juries may withhold prizes if they find entries lacking in quality.

RÈGLEMENT PARTICULIERS

Le Ministère a établi des formalités et des dispositions particulières pour chacune des quatre sections des concours.

*Peinture*

Seront admises les oeuvres peintes à l'huile; les aquarelles, les gouaches et les oeuvres mixtes assimilées; les oeuvres peintes à la caséine et préparées au gesso; les pastels employés à l'état pur ou en combinaisons diverses; les ouvrages à la résine acrylique.

Seront rejetées les affiches, les illustrations et, en général, les oeuvres à caractère appliqué ou publicitaire. Ne seront, en outre, acceptées que les oeuvres encadrées dont la seule surface peinte ne se sera pas inférieure à deux pieds carrés ou supérieure à vingt-quatre pieds carrés.

*Arts graphiques*

Seront admis les dessins originaux de toute technique d'exécution; les gravures originales en taille douce: eau forte, pointe sèche, aquatinte; les gravures originales sur bois debout ou sur bois de fil; les gravures originales sur linoléum; les lithographies originales sur zinc ou sur pierre; les sérigraphies à tirage très réduit (15 au plus); les estampes de toutes catégories ou procédés autres que photomécaniques.

Seront exclus les travaux de reproduction photomécanique, les travaux d'illustration, d'art publicitaire et les travaux à caractère appliqué.

La surface ne devra pas être inférieure à deux pieds carrés.

*Sculpture*

Seront admises les oeuvres sculptées dans les matières dures: marbre, grès, saponite, calcaire; les sculptures dans le métal résistant de toute nature; les sculptures dans le ciment et les sculptures sur bois; les oeuvres en pièces métalliques soudées.

Seront refusées les pièces en matériaux friables: plâtre, stuc, plasticine, glaise; de même, les pièces exécutées en matériaux légers de sculpture céramique et d'ornementation.

Les pièces admises ne devront pas excéder trois cents livres ni mesurer plus de sept pieds dans leur plus grande dimension. Elles devront reposer sur une base proportionnelle au centre de gravité et au poids, à défaut de quoi elles pourront être éliminées.

*Arts appliqués*

La section inclut les ouvrages d'ébénisterie, d'orfèvrerie, de tissage, de tapisserie, de céramique et céramique mosaïque, d'émaillerie, de ferronnerie (ornementale), de sculpture sur bois ornementale, de chasublerie, etc. . . Peuvent entrer également dans cette section les projets de décoration murale (maquette) de tous procédés techniques et les prototypes de fabrication en série.

Sont exclus les ouvrages exécutés avec des matériaux cassants ou friables comme porcelaine, plasticine et autres.

Les oeuvres soumises ne doivent pas peser plus de trois cents livres ni mesurer plus de sept pieds dans leur plus grande dimension, y compris les accessoires.

Si l'ouvrage constitue un ensemble de pièces ou d'éléments distincts, par exemple, un service à thé, l'artisan ne pourra présenter plus de cinq de ces pièces ou éléments.

SPECIAL REGULATIONS

The Department has established formalities and provisions for each competition section.

*Painting*

These are acceptable: oil paintings; water-colours, gouaches and similar, composite works; gesso-prepared and casein paintings; pure or combined pastels; works executed with acrylic resin.

The following are not acceptable: posters, illustrations and applied or publicity works generally;

Entries must be framed, and must have a painted area of not less than two square feet and nor more than twenty-four square feet.

*Graphic Arts*

These are acceptable: original copper-plate engravings; etchings, dry point and aquatint; original endgrain block (colour print) and black line linoleum cuts; original zinc or stone lithographs; limited-series silk screen reproductions (15 at most); any prints except those produced by photomechanical processes.

The following are not acceptable: works reproduced by photomechanical processes; commercial art; illustration work; and works of applied nature.

Entries' area must not be smaller than two square feet.

*Sculpture*

These are acceptable: works sculpted in hard materials such as marble, sandstone, soapstone, limestone; all resistant metal sculptures; wood and cement sculpture; welded metal works.

These are not acceptable: sculptures in friable materials such as plaster, stucco, plasticine, clay; works done in light ceramic sculpture and ornamental materials.

Entries must weigh no more than three hundred pounds; the maximum dimension in any direction is not to exceed seven feet. They are to be mounted on bases designed according to weight and centre of gravity; failure to observe this may lead to rejection of entries.

*Applied Arts*

This section takes in cabinet-making, jewellery and goldsmithing, weaving, tapestry, ceramics and ceramic mosaics, enamelwork, ornamental ironwork, ornamental wood sculpture, liturgical vestments, and so forth. Also involved are models of murals produced by any technical process and mass production prototypes.

Works in breakable or friable materials, such as porcelain, plasticine and plaster will not be accepted.

Entries must weigh no more than three hundred pounds, and their maximum dimension in any direction may not be more than seven feet; these figures include any accessories.

If the work consists of several elements or pieces, e.g., a tea set, then an entry may contain no more than five pieces or elements.

## DISPOSITIONS FINALES

Le ministère des Affaires culturelles exposera, à Montréal et à Québec, les oeuvres qui, de l'avis des membres des jurys, présenteront le plus d'intérêt et, sauf indication contraire de la part des auteurs, il pourra faire photographier, à toutes fins utiles, les oeuvres en montre.

Les demandes de renseignements touchant les Concours artistiques doivent être adressées au :  
Secrétariat des Concours artistiques du Québec  
Ministère des Affaires culturelles  
Hôtel du Gouvernement  
Québec (4e) Québec.  
Québec, le 6 mai 1965.

10857-o

Le Ministre,  
PIERRE LAPORTE.

## OTHER PROVISIONS

The Department of Cultural Affairs will exhibit, in Montreal and Quebec, works selected for their interest by the juries. Unless artists make specific reservations, the Department will be entitled to take photographs of entries and use them as it sees fit.

Information about artistic competitions may be had by writing to:  
Quebec Artistic Competitions  
Department of Cultural Affairs  
Parliament Buildings  
Quebec (4.) Quebec.  
Quebec, May 6, 1965.

10857-o

PIERRE LAPORTE,  
Minister of Cultural Affairs.

## Ministère des Affaires municipales

### Paroisse de Saint-Nazaire-de-Dorchester

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 5 avril 1965 par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Nazaire-de-Dorchester, comté de Dorchester, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 30 avril 1965, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Saint-Nazaire-de-Dorchester, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 30 avril 1965.

Le Sous-ministre des affaires municipales,  
10858-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

### Paroisse de Saint-René-de-Matane

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 4 mai 1965 par le conseil municipal de la paroisse de Saint-René-de-Matane, comté de Matane, et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 14 mai 1965, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la paroisse de Saint-René-de-Matane, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 14 mai 1965.

Le Sous-ministre des affaires municipales,  
10858-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

### Ville de Princeville

#### Règlement « 228 »

Conformément à l'avis de motion donné à la séance du conseil en date du 18 février 1965 par M. Roger Bilodeau, concernant la prolongation du mandat des membres du conseil de deux à trois ans.

ATTENDU que la durée des fonctions du maire et des échevins de la ville de Princeville est régie par le paragraphe deux, de l'article 173 de la Loi des cités et villes.

ATTENDU que pour la bonne administration des affaires de la ville, il est nécessaire que la terme

## Department of Municipal Affairs

### Parish of Saint-Nazaire-de-Dorchester

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated April 5, 1965, of the Municipal Council of the parish of Saint-Nazaire-de-Dorchester, county of Dorchester, and pursuant to the provisions of article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of April 30, 1965, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of Saint-Nazaire-de-Dorchester, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131, of the Municipal Code.

Québec, April 30, 1965.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
10858 Deputy Minister of Municipal Affairs.

### Parish of Saint-René-de-Matane

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on May 4, 1965, by the municipal council of the parish of Saint-René-de-Matane, county of Matane, and in conformity with section 130 of the Municipal Code, he has decreed, on May 14, 1965, that the publications of all public notice, by-law, resolution or order of the parish of Saint-René-de-Matane, save those required in the *Quebec Official Gazette*, will be made, in the future, in the French language only.

The present notice is published in virtue of section 131 of the Municipal Code.

Québec, May 14, 1965.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
10858 Deputy Minister of Municipal Affairs.

### Town of Princeville

#### By-law "228"

In accordance with a notice of motion given at the meeting of the council on February 18, 1965 by Mr. Roger Bilodeau, concerning the extension of the mandate of the council members from two to three years.

WHEREAS the term of office of the Mayor and Aldermen of the town of Princeville is governed by paragraph two of section 173 of the Cities and Towns Act.

WHEREAS for the food administration of the town's affairs, it is necessary that the term of

d'office des membres du conseil soit plus long que celui prévu par l'article 173 (2e paragraphe)

ATTENDU que le paragraphe huit de l'article 173 de la Loi des cités et villes, permet à la ville de Princeville de fixer par règlement la durée des fonctions du maire et des échevins à trois ans, à compter de l'élection générale du premier lundi juridique de novembre mil neuf cent soixante-cinq.

Proposé par M. Roger Bilodeau appuyé par M. Nelson Grégoire, il est résolu unanimement qu'un règlement soit adopté qu'à partir de la prochaine élection générale, le terme d'office pour le maire et les échevins soit porté à trois ans.

Le présent règlement entrera en vigueur selon les formalités de la loi.

Adopté à la session régulière du quatrième jour de mars mil neuf cent soixante-cinq.

*Le Maire,*

J. MAURICE TALBOT.

*Le Secrétaire-trésorier,*

GEORGES CRÊTE.

Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des cités et Villes.

*Le Sous-ministre des affaires municipales,*  
10905-o

JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

**Ville de Bélair**

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

**Lettres patentes**

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), le conseil municipal de la paroisse de Saint-Gérard-Magella, dans le comté de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 10 novembre 1964, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de la paroisse de Saint-Gérard-Magella, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 18 janvier 1965, soit érigé en une municipalité de ville comprenant un quartier représenté par un maire et six échevins, dont les sièges sont numérotés de un à six;

ATTENDU QUE la population de la municipalité de la paroisse de Saint-Gérard-Magella est de trois mille quatre cent vingt et une âmes;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité de paroisse en municipalité de ville s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de la paroisse de Saint-Gérard-Magella.

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 773, en date du 9 avril 1965, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

office of the council members be longer than that provided for by section 173 (paragraph 2).

WHEREAS paragraph eight of section 173 of the Cities and Towns Act permits the town of Princeville to fix, by regulation, the term of office of the Mayor and Aldermen at three years, from and after the general election on the first juridical Monday in November, one thousand nine hundred and sixty-five.

Proposed by Mr. Roger Bilodeau, supported by Mr. Nelson Grégoire, it is unanimously resolved that a by-law be adopted from and after the next general election, and that the term of office of the Mayor and Aldermen be extended to three years.

The present by-law will enter into force in accordance with the formalities of the law.

Adopted at a regular meeting on the fourth day of March, one thousand nine hundred and sixty-five

J.-MAURICE TALBOT,

*Mayor.*

GEORGES CRÊTE,

*Secretary-Treasurer.*

This by-law is published pursuant to section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act.

10905 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

**Town of Bélair**

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

**Letters Patent**

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) the municipal council of the parish of Saint-Gérard-Magella, in the county of Québec, has presented to Us pursuant to a resolution adopted at its session on November 10, 1964, a petition asking that the territory of the said municipality of the parish of Saint-Gérard-Magella, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated January 18, 1965, be erected into a town municipality comprising one ward, represented by a Mayor and six Aldermen, the seats of which are numbered from one to six;

WHEREAS the population of the municipality of the parish of Saint-Gérard-Magella is three thousand four hundred and twenty-one souls;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a parish municipality into a town municipality if it has a population of at least two thousand;

WHEREAS it is deemed expedient that this petition of the municipal council of the parish of Saint-Gérard-Magella be granted;

THEREFORE, know Ye that, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 773, dated April 9, 1965, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité de la paroisse de Saint-Gérard-Magella, comté municipal de Québec, comprenant, en référence aux cadastres officiels des paroisses de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette et de L'Ancienne-Lorette, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemin de fer, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, enfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot 330 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette avec la ligne nord-est de la deuxième concession Saint-Michel de la seigneurie de Saint-Gabriel; de là, successivement, en référence audit cadastre officiel, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne nord-est de la deuxième concession Saint-Michel, cette ligne se confondant en partie avec le côté nord-est de la route du Vallon et se continuant jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 422; la ligne nord-ouest dudit lot 422; le côté sud-ouest de la route du Vallon limitant au nord-est les lots 422, 423 et partie de 424 jusqu'au prolongement à travers ladite route de la ligne nord-ouest du lot 749; ledit prolongement à travers ladite route; les côtés nord et nord-est de la route du Vallon jusqu'au prolongement à travers ladite route de la ligne sud de la concession des Grands-Déserts; ledit prolongement et la ligne sud de ladite concession jusqu'au côté nord-est de l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac St-Jean (No 1524); ledit côté nord-est de ladite emprise, en allant vers le nord-ouest, jusqu'au prolongement à travers la susdite emprise de la ligne nord-ouest du lot 456; ledit prolongement et ladite ligne nord-ouest du lot 456; la ligne nord-est du lot primitif numéro 270 appelé Terres des Hurons, cette ligne traversant l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac St-Jean (No 1524) et les chemins qu'elle rencontre; la ligne sud-est dudit lot 270, cette ligne traversant ladite emprise de chemin de fer (No 1524) et se confondant avec le côté nord-ouest de la route Sainte-Geneviève jusqu'au côté sud-ouest du chemin de la Montagne; ledit côté sud-ouest dudit chemin jusqu'à la ligne séparant les septième et huitième concessions de la seigneurie de Gaudarville; ladite ligne séparative de concessions; la limite sud-est de la deuxième concession de la seigneurie de Guillaume Bonhomme, dans le cadastre officiel de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 791 dudit cadastre; la ligne sud-ouest des lots 791 et 956 du susdit cadastre; puis, dans le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, la ligne sud-ouest du lot 45; la ligne nord-ouest des lots 45 et 46 et partie de la ligne nord-ouest du lot 47; la ligne sud-ouest des lots 2 et 1; la ligne nord-ouest de la cinquième concession de la seigneurie Guillaume Bonhomme; partie de la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest de la onzième concession de la seigneurie de Gaudarville; partie de la ligne nord-est du lot 115 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 328; ladite ligne nord-ouest du lot 328, cette ligne traversant l'emprise du chemin de fer Canadien National (lot 1525) et le chemin du Grand-Désert; partie de la ligne sud-ouest de la deuxième concession Saint-Michel jusqu'au sommet de l'angle ouest du lot 329 et, enfin, la ligne nord-ouest des lots 329 et 330 jusqu'au point de départ;

à distraire du territoire ci-haut décrit celui occupé par la ville de Val-Saint-Michel et dont le périmètre se décrit comme suit: partant du

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of the parish of Saint-Gérard-Magella, municipal county of Quebec, including with reference to the official cadastre of the parishes of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette and of L'Ancienne-Lorette, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, routes, streets, railroad rights of way, lakes, water courses or parts of same enclosed within the following limits, to wit: starting from the intersection point of the northwest line of lot 330 on the official cadastre of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette with the northeast line of the second concession Saint-Michel de la seigneurie de Saint-Gabriel; thence successively, with reference to the said official cadastre, the following lines and demarcations: the said northeast line of the second concession Saint-Michel, this line merging in part with the northeast side of the route du Vallon and continuing up to the northwest line of lot 422; the northwest line of the said lot 422; the southwest side of the route du Vallon boundary, on the northeast, lots 422, 423 and part of 424 up to the extension across the said route of the northwest line of lot 749; the said extension across the said route; the north and northeast sides of the route du Vallon up to the extension across the said route of the south line of the concession des Grands-Déserts; the said extension and the south line of the said concession up to the northeast side of the right of way of the old Quebec and Lake Saint-John Railway (No. 1524); the said northeast side of the said right of way, going towards the northwest, up to the extension crossing the said right of way of the northwest line of lot 456; the said extension and the said northwest line of lot 456; the northeast line of the primitive lot number 270 called Terres des Hurons, this line crossing the right of way of the old Quebec and Lake Saint-John Railway (No. 1524) and the roads it meets; the southeast line of the said lot 270, this line crossing the said right of way of the railroad (No. 1524); and merging with the northwest side of the route Sainte-Geneviève up to the southwest side of the chemin de la Montagne; the said southwest side of the said road up to the line separating the seventh and eighth concessions of la seigneurie de Gaudarville; the said separating line of the concession; the southeast limit of the second concession de la seigneurie de Guillaume Bonhomme, on the official cadastre of the parish of L'Ancienne-Lorette, up to the southwest line of lot 791 of the said cadastre; the southwest line of lots 791 and 956 of the said cadastre; then, on the official cadastre of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, the southwest line of lot 45; the northwest line of lots 45 and 46 and part of the northwest line of lot 47; the southwest line of lots 2 and 1; the northwest line of the fifth concession of la seigneurie Guillaume Bonhomme; part of the southwest line and the northwest line of the eleventh concession of la seigneurie de Gaudarville; part of the northeast line of lot 115 up to the northwest line of lot 328; the said northwest line of lot 328, this line crossing the right of way of the Canadian National (lot 1525) and le chemin du Grand-Désert; part of the southwest line of the second concession Saint-Michel up to the top of the west angle of lot 329 and at last, the northwest line of lots 329 and 330 up to the starting point;

to withdraw from the territory hereinabove described, the territory occupied by the town of Val-Saint-Michel and the perimeter of which can

point d'intersection du prolongement de la ligne séparative des lots 401 et 402 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette avec le côté sud-ouest du chemin Grand-Désert séparant la première et deuxième concessions de la seigneurie de Saint-Gabriel; de là, successivement, en référence audit cadastre officiel, les lignes et démarcations suivantes: ledit côté sud-ouest dudit chemin jusqu'à la ligne séparative des lots 299 et 300; partie de ladite ligne séparative de lots sur une longueur de trois (3) arpents; une ligne droite perpendiculaire à la précédente traversant les lots 300 et 301; partie de la ligne séparative des lots 301 et 302, en allant vers le nord-est, sur une longueur de un (1) arpent; une ligne droite perpendiculaire à la précédente traversant le lot 302; partie de la ligne séparative des lots 302 et 303, en allant vers le sud-ouest, sur une longueur de trois (3) arpents; une ligne droite perpendiculaire à la précédente traversant le lot 303; partie de la ligne séparative des lots 303 et 304, en allant vers le sud-ouest, jusqu'au côté nord-est du chemin de la Montagne séparant la première concession de Saint-Michel de la seigneurie de Saint-Gabriel de la dixième concession de la seigneurie de Gaudarville; ledit côté nord-est dudit chemin de la Montagne jusqu'à la ligne séparative des lots 305 et 306; ladite ligne séparative des lots 305 et 306; le côté sud-ouest du chemin Grand-Désert jusqu'au prolongement dans l'emprise du chemin de fer Canadien National (lot 1525) de la ligne séparative des lots 306 et 307; ledit prolongement et ladite ligne séparative des lots 306 et 307; le côté nord-est du chemin de la Montagne, jusqu'à la ligne séparative des lots 311 et 312; partie de ladite ligne séparative des lots 311 et 312 sur une longueur de dix (10) arpents; une ligne parallèle au côté nord-est du chemin de la Montagne traversant le lot 312; partie de la ligne séparative des lots 312 et 313, en allant vers le sud-ouest, jusqu'au côté nord-est du chemin de la Montagne; ledit côté nord-est dudit chemin jusqu'à la ligne séparative des lots 316 et 318; partie de ladite ligne séparative des lots 316 et 318 jusqu'à la Petite Rivière, soit une distance de quinze (15) arpents cinq (5) perches; ladite rivière traversant le lot 318; partie de la ligne séparative des lots 318 et 319, en allant vers le sud-ouest, jusqu'au côté nord-est du chemin de la Montagne; ledit côté nord-est dudit chemin et son prolongement dans la ligne séparant la première concession Saint-Michel de la onzième concession Gaudarville, jusqu'à la ligne séparative des lots 327 et 328; partie de ladite ligne séparative jusqu'au côté sud du chemin Grand-Désert, cette ligne traversant l'emprise du chemin de fer Canadien National (No 1525); ledit côté sud dudit chemin, en allant vers l'ouest, sur une distance de quatre cent dix pieds (410'); une ligne droite, en allant vers l'est, et traversant le chemin Grand-Désert sur une distance de deux cent cinquante (250') pieds; une ligne allant vers le sud-ouest sur une longueur de cent soixante-quinze pieds (175') soit jusqu'au côté nord du chemin Grand-Désert; ledit côté nord dudit chemin, en allant vers le sud, jusqu'à la ligne séparative des lots 327 et 328; partie de ladite ligne séparative de lots jusqu'à la ligne séparant la première de la deuxième concession Saint-Michel; ladite ligne séparative de concession jusqu'à la ligne séparative des lots 374 et 375; partie de ladite ligne séparative de lots sur une longueur de deux (2) arpents; une ligne droite perpendiculaire à la précédente traversant les lots 375 et 376; la rivière Grand-Désert, en descendant son cours, jusqu'à la

be described as follows: starting from the intersection point of the extension of the separating line of lots 401 and 402 on the official cadastre of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette with the southwest side of the chemin Grand-Désert separating the first and second concession of la seigneurie de Saint-Gabriel; thence, successively, with reference to the said official cadastre; the following lines and demarcations: the said southwest side of the said road up to the separating line of lots 299 and 300; part of the said separating line of lots by a length of three (3) arpents; a perpendicular straight line to the preceding one crossing lots 300 and 301; part of the separating line of lots 301 and 302, going towards the northeast, by a length on one (1) arpent; a straight line perpendicular to the preceding one crossing lot 302; part of the separating line of lots 302 and 303, going towards the southwest, by a length of three (3) arpents; a straight line perpendicular to the preceding one crossing lot 303; part of the separating line of lots 303 and 304, going towards the southwest, up to the northeast side of the chemin de la Montagne, separating the first concession of Saint-Michel from la seigneurie de Saint-Gabriel from the tenth concession of la seigneurie de Gaudarville; the said northeast side of the said chemin de la Montagne up to the separating line of lots 305 and 306; the said separating line of lots 305 and 306; the southwest side of the chemin Grand-Désert up to the extension in the right of way Canadian National (lot 1525) from the separating line of lots 306 and 307; the said extension and the said separating line of lots 306 and 307; the northeast side of the chemin de la Montagne, up to the separating line of lots 311 and 312; part of the said separating line of lots 311 and 312 by a length of ten (10) arpents; a parallel line on the northeast side of the chemin de la Montagne crossing lot 312; part of the separating line of lots 312 and 313, going towards the southwest, up to the northeast side of the chemin de la Montagne; the said northeast side of the said chemin up to the separating line of lots 316 and 318; part of the said separating line of lots 316 and 318 up to the Petite Rivière, a distance of fifteen (15) arpents five rods (5); the said river crossing lot 318; part of the separating line of lots 318 and 319, going towards the southwest, up to the northeast side of the chemin de la Montagne; the said northeast side of the said chemin and its extension on the line separating the first concession Saint-Michel from the eleventh concession Gaudarville, up to the separating line of lots 327 and 328; part of the said separating line up to the south side of chemin Grand-Désert, this line crossing the right of way of Canadian National (No. 1525); the said south side of the said chemin, going towards the west, by a distance of four hundred and ten feet (410'); a straight line, going towards the east, and crossing the chemin Grand-Désert, by a distance of two hundred and fifty feet (250'); a line going towards the southwest, by a length of one hundred and seventy-five feet (175') up to the north side of the chemin Grand-Désert; the said north side of the said chemin, going towards the south, up to the separating line of lots 327 and 328; part of the said separating line of lots up to the line which separates the first and the second concession Saint-Michel; the said separating line of concession up to the separating line of lots 374 and 375; part of the said separating line of lots by a length of two (2) arpents; a straight line perpendicular to the preceding one crossing lots 375 and 376; the Grand-Désert river, descending its course, up to the separating

ligne séparative des lots 377 et 378; le prolongement de ladite ligne séparative de lots dans le lot 388 jusqu'au côté nord-est du chemin Grand-Désert; ledit côté nord-est dudit chemin jusqu'à la ligne séparative des lots 388 et 390; partie de ladite ligne séparative de lots sur une longueur de deux (2) arpents; une ligne parallèle au côté nord-est du chemin Grand-Désert sur une longueur d'un demi (½) arpent; une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 388 et 390 jusqu'au côté nord-est dudit chemin; ledit côté nord-est du susdit chemin traversant l'emprise du chemin de fer Canadien National (lot No 1525) et continuant jusqu'à la ligne séparative des lots 396 et 397; ladite ligne séparative de lots jusqu'à la rivière Grand-Désert; ladite rivière, en descendant son cours, jusqu'à la ligne séparative des lots 401 et 402 et, enfin, ladite ligne séparative de lots, traversant le lot 1525 et se prolongeant à travers le chemin Grand-Désert jusqu'au point de départ;

lequel territoire compris entre les deux périmètres ci-haut décrits soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de « ville de Bélair »;

QUE cette municipalité comprenne un quartier représenté par un maire et six échevins, dont les sièges sont numérotés de un à six;

QUE la première assemblée générale du conseil de la corporation de la ville de Bélair sera tenue au même endroit où se tiennent généralement les assemblées du conseil de la corporation de la paroisse de Saint-Gérard-Magella.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec ce cinquième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes.

*Le Sous-ministre des affaires municipales,*  
10858-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

#### Ville de Dolbeau

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par le grâce de Dieu, Reine du royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

#### Lettres patentes

ATTENDU QUE le paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil

line of lots 377 and 378; the extension of the said separating line of lots, in lot 388 up to the northeast side of the chemin Grand-Désert: the said northeast side of the said chemin up to the separating line of lots 388 and 390; part of the said separating line of lots by a length of two (2) arpents; a line parallel on the northeast side of the chemin Grand-Désert by a length of one half arpent (½); a line parallel to the separating line of lots 388 and 390 up to the northeast side of the said chemin; the said northeast side of the said chemin crossing the right of way of the Canadian National Railway (lot No. 1525) and continuing up to the separating line of lots 396 and 397; the said separating line of lots, up to the Grand-Désert river; the said river, descending its course, up to the separating line of lots 401 and 402 and at last, the said separating line of lots, crossing lot 1525 and extending across the chemin Grand-Désert up to the starting point:

which territory comprised between the two perimeter thereinabove described, be erected into a town municipality, under the name of "ville de Bélair";

THAT this municipality include a ward, being represented by a Mayor and six Aldermen, the seats of which are numbered from one to six;

THAT the place there the first general session of the council of this municipality shall be held there where the sessions of the municipal council of the parish of Saint-Gérard-Magella were held.

IN TESTIMONY, We have caused these our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our right Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, C.P., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of May in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-five, and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

Notice of the issuing of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
10858 Deputy Minister of Municipal Affairs.

#### Town of Dolbeau

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

#### Letters Patent

WHEREAS paragraph 2 of section 2 of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes 1941, chapter 233), enacts that the Lieutenant-Governor in council, upon request from the council

d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la ville de Dolbeau, par sa requête en date du 15 décembre 1964, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en remplaçant par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes:

Les articles 17 et 18 du chapitre 87 de la Loi 17 George V.;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 731, en date du 6 avril 1965, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Dolbeau, en date du 15 décembre 1964, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes, qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la ville de Dolbeau soient remplacées par les dispositions correspondantes aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

*Le Sous-ministre des affaires municipales,*  
10858-o JEAN-LOUIS DOUCET C.R.

**Ville de Montmagny**

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Clef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Lettres patentes**

ATTENDU que le paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refoncus, 1941, chapitre 233), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut

grant the petition of the council of the town of the municipal corporation governed by this Act, may issue letters patent amending the charter of this corporation by replacing certain provisions by those of the Cities and Towns Act which correspond thereto.

WHEREAS the council of the town of Dolbeau, by its petition dated December 15, 1964, asks that letters patent be issued in its favour for the purpose of amending its charter by replacing by the corresponding provisions of the City and Towns Act;

Sections 17 and 18, chapter 87 of the Act 17, George V.;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is deemed expedient that this petition be granted;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 731, dated April 6, 1965, We grant the petition of the Council of the Town of Dolbeau, dated December 15, 1964, and We declare and order by the present letters patent which will enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the above-mentioned provisions of the charter of the town of Dolbeau, be replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole pursuant to the provisions of paragraph 2 of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes 1941, chapter 233).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be here unto affixed:

WITNESS: Our right Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this sixth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

Notice is given by the presents that these letters patent shall enter into force from and after the date of this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
10858 Deputy Minister of Municipal Affairs.

**Town of Montmagny**

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

**Letters Patent**

WHEREAS paragraph 2 of section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes 1941, chapter 233), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon petition from the Council of the municipal corporation governed

émiette des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU que le conseil de la ville de Montmagny, par sa requête en date du 13 novembre 1964, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en remplaçant par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes:

L'article 18 du chapitre 84 de la Loi 4 George VI;

Les articles 5 et 6 du chapitre 116 de la Loi 2 George VI;

L'article 1 du chapitre 71 de la Loi 10 George VI;

L'article 6 du chapitre 95 de la Loi 2-3 Elizabeth II.

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 731, en date du 6 avril 1965, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Montmagny, en date du 13 novembre 1964, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes, qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la ville de Montmagny soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

*Le Sous-ministre des affaires municipales,*  
10858-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

**Ville de Plessisville**

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Lettres patentes**

ATTENDU QUE le paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941,

by this Act, may issue letters patent amending the charter of this corporation by replacing certain provisions by those of the Cities and Towns Act which correspond thereto.

WHEREAS the Council of the town of Montmagny, by its petition dated November 13, 1964, asks that letters patent be issued in its favour for the purpose of amending its charter by replacing, by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act:

Section 18, chapter 84 of the Act 4, George VI;

Sections 5 and 6, chapter 116 of the Act 2, George VI;

Section 1, chapter 71 of the Act 10, George VI;

Section 6, chapter 95, of the Act 2-3 Elizabeth II.

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is deemed expedient that this petition be granted;

THEREFORE, with the advise and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 731, dated April 6, 1965, We grant the petition of the Council of the town of Montmagny, dated November 13, 1964, and We declare and order by the present letters patent which will enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the above-mentioned provisions of the charter of the town of Montmagny, by replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole pursuant to the provisions of paragraph 2 of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes 1941, chapter 233).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be here unto affixed:

WITNESS: Our right Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec. Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this sixth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

Notice is given by the presents that these letters patent shall enter into force from and after the date of this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
10858 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

**Town of Plessisville**

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

**Letters Patent**

WHEREAS paragraph 2 of section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter

chapitre 233), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, pour émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la ville de Plessisville, par sa requête en date du 17 décembre 1964, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en remplaçant par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes:

les articles 9, 13 et 18 du chapitre 94 de la Loi 3-4 Elizabeth II;

les articles 2 et 4 du chapitre 103 de la Loi 5-6 Elizabeth II;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 731, en date du 6 avril 1965, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Plessisville, en date du 17 décembre 1964, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la ville de Plessisville soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

*Le Sous-ministre des affaires municipales,*  
10858-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

233), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon a request by the council of a municipal corporation governed by said Act, may issue letters patent amending the charter of said corporation, by replacing therein certain provisions by those in the Cities and Towns Act which correspond thereto;

WHEREAS the council of the town of Plessisville, by its request dated December 17, 1964, asks that letters patent be issued in its favor to amend its charter by replacing by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act:

sections 9, 13 and 18 of chapter 94 of Act 3-4 Elizabeth II;

sections 2 and 4 of chapter 103 of Act 5-6 Elizabeth II;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 731, dated April 6, 1965, We grant the request of the Town Council of Plessisville, dated December 17, 1964, and We do declare and order by the present letters patent which will enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the above-mentioned provisions of the charter of the town of Plessisville be replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole pursuant to the provisions of paragraph 2 of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixth day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

Notice is hereby given that these letters patent will enter into force from and after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,  
10858 Deputy Minister of Municipal Affairs.

## Ministère de l'Éducation

### Avis

Avis est donné que le règlement numéro 1 du ministre de l'éducation relatif au cours élémentaire et au cours secondaire a été approuvé par l'arrêté ministériel numéro 946, en date du 11 mai 1965, conformément à l'article 28 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation, Statuts refondus, 1941, chapitre 58B, édicté par l'article 1 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 15.

Québec, le 19 mai 1965.

*Le Ministre de l'Éducation,*  
10911-o PAUL GÉRIN-LAJOIE.

## Department of Education

### Notice

Notice is hereby given that by-law number 1 of the Minister of Education relative to the elementary course and to the secondary course has been approved by Order in Council number 946, dated May 11, 1965, in conformity with section 28 of the Superior Council of Education Act, Revised Statutes, 1941, chapter 58B, enacted by section 1 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 15.

Québec, May 19, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,  
*Minister of Education.*  
10911-o

**Richelieu Valley Prot.**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 18 mai 1965 de porter à sept (7) le nombre des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de « Richelieu Valley, dans les comtés de Chambly et Verchères ».

Ce changement prendra effet pour l'élection de juin 1965.

Québec, le 18 mai 1965.

*Le Ministre de l'Éducation,*  
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10911-o 40-65

**Richelieu Valley Prot.**

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated May 18, 1965, to carry to seven (7) the number of protestant school commissioners for the municipality of "Richelieu Valley, dans les comtés de Chambly et Verchères".

This change will take effect for the election of June, 1965.

Quebec, May 18, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,  
*Minister of Education.*

10911 40-65

**Bas de la Grande-Côte-de-Ste-Rose**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire du Bas de la Grande-Côte-de-Ste-Rose, dans le comté de Laval, à la municipalité scolaire de la ville de Ste-Rose, dans le même comté.

Québec, le 18 mai 1965.

*Le Ministre de l'Éducation,*  
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10912-21-2-o 40-65

**Bas de la Grande-Côte-de-Ste-Rose**

Application is made to annex the present territory of the school Commission of Bas de la Grande-Côte-de-Ste-Rose, in the county of Laval, to the school municipality of the town of Ste-Rose, in the same county.

Quebec, May 18, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,  
*Minister of Education.*

10912-21-2 40-65

**Rimouski-Est**

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de Rimouski-Est, dans le comté de Rimouski, à la municipalité scolaire de la ville de Rimouski, dans le même comté.

Québec, le 18 mai 1965.

*Le Ministre de l'Éducation,*  
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10913-21-2-o 139-65

**Rimouski-Est**

Application is made to annex the territory of the school municipality of Rimouski-Est, in the county of Rimouski, to the school municipality of the town of Rimouski, in the same county.

Quebec, May 18, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,  
*Minister of Education.*

10913-21-2 139-65

**St-Dominique Paroisse**

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Dominique, dans le comté de Bagot, les lots 72 à 211 inclusivement, 306 à 334, 338 à 377 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Dominique pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Dominique, dans le même comté.

Québec, le 18 mai 1965.

*Le Ministre de l'Éducation,*  
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10914-21-2-o 138-63

**St-Dominique Parish**

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Dominique, in the county of Bagot, lots 72 to 211 inclusively, 306 to 334, 338 to 377 inclusively of the official cadaster of the parish of St-Dominique to annex them to the school municipality of the village of St-Dominique, in the same county.

Quebec, May 18, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,  
*Minister of Education.*

10914-21-2 138-63

**Templeton-Est**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Templeton-Est, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire catholique de Gatineau, dans le comté de Papineau.

Québec, le 18 mai 1965.

*Le Ministre de l'Éducation,*  
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10915-21-2-o 138-63

**Templeton-East**

Application is made to annex the present territory of the school commission of Templeton-Est, in the county of Papineau, to the Catholic school municipality of Gatineau, in the county of Papineau.

Quebec, May 18, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,  
*Minister of Education.*

10915-21-2 138-63

**New-Liverpool**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commissions scolaire de New-Liverpool, dans le comté de Lévis, à la municipalité scolaire de St-Romuald-d'Échemin, dans le même comté.

Québec, le 12 mai 1965.

*Le Ministre de l'Éducation,*  
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10859-21-2-o 108-63

**New-Liverpool**

Application is made to annex the present territory of the school commission of New-Liverpool, in the county of Lévis, to the school municipality of St-Romuald-d'Échemin, in the same county.

Quebec, May 12, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,  
*Minister of Education.*

10859-21-2 108-63

**Ministère des Finances**  
**Assurances**

**The Continental Life Insurance Company**  
**La Continentale,**  
**Compagnie d'Assurance-Vie**

*Avis de changement de nom*

Avis est donné, par les présentes, que « The Continental Life Insurance Company — La Continentale, Compagnie d'Assurance-Vie », constituée en corporation en 1901, par une Loi spéciale de la Législature d'Ontario, 1 Édouard VII, chapitre 94 et enregistrée dans la Province sous le numéro 95, a changé son nom en celui de « Zurich Life Insurance Company of Canada — Zurich du Canada Compagnie d'Assurance-Vie », par lettres patentes supplémentaires de la province d'Ontario le 27 avril 1965.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 10 mai 1965.

*!Pour le Ministre des finances*  
*de la Province,*

*Le Surintendant des assurances,*

10916-0

ROGER-A. CAMARAIRE.

**Department of Finance**  
**Insurance**

**The Continental Life Insurance Company**  
**La Continentale,**  
**Compagnie d'Assurance-Vie**

*Notice of change of name*

Notice is hereby given that "The Continental Life Insurance Company — La Continentale, Compagnie d'Assurance-Vie", incorporated in 1901, by a special Act of the Legislature of Ontario, 1 Edward VII, chapter 94 and registered in the Province under number 95, has changed its name to "Zurich Life Insurance Company of Canada — Zurich du Canada Compagnie d'Assurance-Vie", by supplementary letters patent of the Province of Ontario on the 27th of April, 1965.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 10th of May 1965.

*For the Minister of Finance*  
*of the Province,*

ROGER-A. CAMARAIRE,

10916-0

*Superintendent of Insurance.*

**Ministère de l'Industrie et du**  
**Commerce**

**Loi sur les pêcheries**

*Règlement de pêche du Québec*

*Avis de pêche aux coques*

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-3.3. Région s'étendant du pont de la rivière Portneuf — Pointe Laval

N-4.1. Région s'étendant de Pointe Laval — Pont de rivière Blanche

sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 12 mai 1965.

*Le Ministre de l'Industrie et Commerce,*

10918-0

GÉRARD-D. LEVESQUE.

**Department of Industry and**  
**Commerce**

**Fisheries Act**

*Quebec Fishery Regulation*

*Notice of Clam fishing*

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-3.3. Area extending from the bridge of the Portneuf river — Pointe Laval

N-4.1. Area extending from Pointe Laval — bridge of Blanche river

are toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1 of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

The present interdiction does not apply, however, to the licensed producers (Order in Council Quebec 1963-779) for canning purposes only.

Québec May 12, 1965.

GÉRARD-D. LEVESQUE,

10918

*Minister of Industry and Commerce.*

**Loi sur les pêcheries**

*Règlement de pêche du Québec*

*Avis de pêche aux coques*

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.3. Région s'étendant du pont de rivière Colombier — Pointe Bersimis (Banc des Canadiens) dans le comté de Saguenay

B-6. Métis Beach dans le comté de Matane ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation à l'état cru.

**Fisheries Act**

*Quebec Fishery Regulation*

*Notice of Clam fishing*

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-4.3. Area extending from the bridge of the Colombier river — Pointe Bersimis (Banc des Canadiens) in the county of Saguenay

B-6. Metis Beach in the county of Matane are not toxic anymore to a degree unsafe for use as a raw food.

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plait au Ministère d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 12 mai 1965.

*Le Ministre de l'Industrie et Commerce,*  
10918-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1 of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby opens the said areas and permits anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession claims from the said areas.

Quebec, May 12, 1965.

GÉRARD-D. LEVESQUE,  
10918 Minister of Industry and Commerce.

## Ministère des Richesses naturelles

### *Avis de révocation de concession minière*

Conformément aux articles 50, 51, 51A et suivants de la Loi des mines du Québec (S.R.Q. 1941, chap. 196) tels qu'amendés par 3-4 Elizabeth II, chap. 38, avis est présentement donné aux détenteurs de la concession minière sur le terrain ci-dessous mentionné, qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du présent avis, le ministre des Richesses Naturelles recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation de ladite concession minière quant aux droits de mines et de surface, vu que l'exploitation d'icelle est demeurée inactive durant les vingt et une années qui ont suivi le 1er mars 1934, à savoir:

Concession minière numéro 41, Blocs A-1, A-2, canton Edwards, district électoral de Témiscamingue.

Québec, le 12 mai 1965.

10841-o *Le Sous-ministre,*  
P.-E. AUGER.

## Department of Natural Resources

### *Notice of revocation of mining concession*

Pursuant to sections 50, 51, 51A and following of the Quebec Mining Act (R.S.Q. 1941, chap. 196) as amended by 3-4 Elizabeth II, chap. 38, notice is hereby given to the holder of mining concession on the parcel of land hereunder mentioned that after a delay of ninety (90) days from the date of the present notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in council the revocation of the mining and surface rights on this mining concession, since the working of which has remained inactive during the twenty-one years following the first of March, 1934, to wit:

Mining Concession number 41, Blocks A-1, A-2, Edwards townships, district of Témiscamingue.

Québec, May 12, 1965.

10841-o P.-E. AUGER,  
Deputy Minister.

## Ministère des Terres et Forêts Cadastre

### Canton de Bougainville

Cadastre officiel de partie du canton de Bougainville, municipalité de la Côte Nord du Golfe St-Laurent, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 164 à 184 (Village de St-Augustin) sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code Civil.

Québec, le 22 mars 1965.

10840-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

### Canton de Bougainville

Cadastre officiel de partie du canton de Bougainville, municipalité de la Côte Nord du Golfe St-Laurent, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 186 et 187 (Village de St-Augustin) sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 mars 1965.

10840-o *Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

### Canton de Cap-des-Rosiers

Cadastre officiel du canton de Cap-des-Rosiers, municipalité de St-Alban-de-Cap-des-Rosiers, division d'enregistrement de Gaspé.

## Department of Lands and Forests Cadastre

### Township of Bougainville

Official cadastre of part of township of Bougainville, municipality of the North Shore of the Gulf of St. Lawrence, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lots 164 to 184 (Village de St-Augustin) are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 22, 1965.

10840-o FERNAND BOUTIN,  
Deputy Minister.

### Township of Bougainville

Official cadastre of part of township of Bougainville, municipality of the North Shore of the Gulf of St. Lawrence, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lots 186 and 187 (Village de St-Augustin) are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 22, 1965.

10840-o FERNAND BOUTIN,  
Deputy Minister.

### Township of Cap-des-Rosiers

Official cadastre of township of Cap-des-Rosiers, municipality of St-Alban-de-Cap-des-Rosiers, registration division of Gaspé.

Avis est par la présente donné que les lots 27-3, 27-4, 28-1 sont corrigés et le lot 27-9 du rang I Nord est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 mai 1965.

*Le Sous-ministre,*

FERNAND BOUTIN.

10840-o

**Ville de Chicoutimi**

Cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, municipalité de la ville de Chicoutimi, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que le lot 1278 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 mai 1965.

*Le Sous-ministre,*

FERNAND BOUTIN.

10840-o

**Canton de Christie**

Cadastre officiel du canton de Christie, municipalité de Christie\*, division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts.

Avis est par la présente donné que le lot 41-E-4 est corrigé par le lot 41-E-14 rang I est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 avril 1965.

*Le Sous-ministre,*

FERNAND BOUTIN.

10840-o

**Village de Lauzon  
(Quartier Fréchette) révisé**

Cadastre officiel du village de Lauzon (Quartier Fréchette) révisé, municipalité de la cité de Lauzon, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 370-6-28 à 370-6-36, 370-6-81 et la partie sud-est du lot 370-6-79 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 avril 1965.

*Le Sous-ministre,*

FERNAND BOUTIN.

10840-o

**Ville de Louiseville**

Cadastre officiel de la ville de Louiseville, municipalité de la ville de Louiseville, division d'enregistrement de Maskinongé.

Avis est par la présente donné que les lots 486-5 à 486-7 et 486-10 à 486-16 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 avril 1965.

*Le Sous-ministre,*

FERNAND BOUTIN.

10840-o

**Cité de Montréal, Quartier St-Jacques**

Cadastre officiel de la cité de Montréal, quartier St-Jacques, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 1155-33 à 1155-36 et partie des lots 1154-10 à 1154-12, 1155-37 à 1155-39, 1154 et 1155 sont annulés et le lot 1258 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 mai 1965.

*Le Sous-ministre,*

FERNAND BOUTIN.

10840-o

Notice is hereby given that lots 27-3, 27-4, 28-1 are corrected and lot 27-9, range I North is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 6, 1965.

FERNAND BOUTIN,

*Deputy Minister.*

10840-o

**Town of Chicoutimi**

Official cadastre of the town of Chicoutimi, municipality of the town of Chicoutimi, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lot 1278 is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 6, 1965.

FERNAND BOUTIN,

*Deputy Minister.*

10840-o

**Township of Christie**

Official cadastre of township of Christie, municipality of Christie\*, registration division of Ste-Anne-des-Monts.

Notice is hereby given that lot 41-E-4 is corrected and lot 41-E-14 range I is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 26, 1965.

FERNAND BOUTIN, -

*Deputy Minister.*

10840-o

**Village of Lauzon  
(Fréchette ward) revised**

Official cadastre of the village of Lauzon (Fréchette ward) revised, municipality of the city of Lauzon, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 370-6-28 to 370-6-36, 370-6-81 and southeast part of lot 370-6-79 are cancelled in virtue of article 2174A of the civil code.

Quebec, April 28, 1965.

FERNAND BOUTIN,

*Deputy Minister.*

10840-o

**Town of Louiseville**

Official cadastre of the town of Louiseville, municipality of the town of Louiseville, registration division of Maskinongé.

Notice is hereby given that lots 486-5 to 486-7 and 486-10 to 486-16 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 15, 1965.

FERNAND BOUTIN,

*Deputy Minister.*

10840-o

**City of Montreal, St-James Ward**

Official cadastre of the city of Montreal, St-James Ward, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 1155-33 to 1155-36 and part of lots 1154-10 to 1154-12, 1155-37 to 1155-39, 1154 and 1155 are cancelled and lot 1258 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 5, 1965.

FERNAND BOUTIN,

*Deputy Minister.*

10840-o

**Paroisse de Pointe-aux-Trembles**

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, municipalité de la cité de Pointe-aux-Trembles, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 121-522 à 121-538, 121-544 à 121-546, 121-633 à 121-653, 121-748 à 121-766, 171-1 à 171-141, 175-16-1, 175-41-1, 175-66-1, 175-91-1, 175-116-1, 175-141-1, 176-1 à 176-44, 176-46, 176-47, 175-50 à 176-107, 176-12-1, 176-31-1, 176-50-1, 176-69-1, 176-88-1, 176-107-1 et partie du lot 121-654 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 mai 1965.

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

10840-o

**Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de la ville de Neufchâtel, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 534-9 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 janvier 1965.

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

10840-o

**Paroisse de St-Nicolas**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Nicolas, municipalité de la ville de St-Nicolas, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que le lot 15-4-1 est annulé en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 mai 1965.

*Le Sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

10840-o

**Parish of Pointe-aux-Trembles**

Official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, municipality of the city of Pointe-aux-Trembles, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 121-522 to 121-538, 121-544 to 121-546, 121-633 to 121-653, 121-748 to 121-766, 171-1 to 171-141, 175-16-1, 175-41-1, 175-66-1, 175-91-1, 175-116-1, 175-141-1, 176-1 to 176-44, 176-46, 176-47, 175-50 to 176-107, 176-12-1, 176-31-1, 176-50-1, 176-69-1, 176-88-1, 176-107-1 and part of lot 121-654 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 11, 1965.

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy-minister.*

10840-o

**Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette**

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité of the town of Neufchâtel, registration division of Québec.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 534-9 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 13, 1965.

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

10840-o

**Parish of St-Nicolas**

Official cadastre of the parish of St-Nicolas, municipalité of the town of St-Nicolas, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lot 15-4-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 3, 1965.

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

10840-o

**Ministère du Travail****Avis de modification**

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 524 du 11 mai 1955 et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal:

L'alinéa suivant sera ajouté à l'article II:

« Le champ d'application industriel du présent décret ne comprend pas les contrats ou les produits régis par le décret numéro 142 relatif à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

**Department of Labour****Notice of amendment**

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to submit the following amendment to decree number 524 of May 11, 1955 and amendments (Fur Employees, wholesale trade, Montreal region), to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

The following paragraph will be added to section II:

"The industrial jurisdiction of this decree does not include contracts or products covered by decree number 142 respecting the Millinery and Women and Children's Headwear Industry."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 22 mai 1965. 10842-o

**Avis de modification**

*Construction — Montréal*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « F » (Réfrigération) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite section « F » comme suit:

Insérer immédiatement après la première phrase de l'article I de ladite section « F » (Réfrigération) ce qui suit:

« Ceci comprend la mise en place, l'installation, le service et l'entretien de tous les évaporateurs (refroidisseurs), serpentins refroidisseurs, condenseurs, tours de refroidissement d'eau, receveurs, compresseurs, les accessoires et les tuyaux de raccordement. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 22 mai 1965. 10842-o

**Avis de modification**

*Employés de garage — Ile de Montréal*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les deux (2) associations ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet d'être acceptée comme parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 184 du 8 février 1950 et amendements, relatif aux employés de garage dans l'île de Montréal, soit:

1° La Fraternité des Détaillants d'Essence de Montréal.

2° L'Association des Garagistes spécialisés Inc.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obliga-

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, May 22, 1965. 10842-o

**Notice of amendment**

*Construction industry and trades — Montreal*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement made binding by section "F" entitled (Refrigeration), of decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, respecting the Construction industry and trades in the Montreal region) have petitioned him to amend said section "F" as follows:

That the following be inserted immediately after the first sentence of Article I of Section "F" (Refrigeration) of the said decree number 613:

"This includes the setting, installation, service and maintenance of all evaporators (coolers), coolers, condensers, cooling towers, receivers, compressors, accessories and interconnecting pipes."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, May 22, 1965. 10842-o

**Notice of amendment**

*Garage employees — Island of Montreal*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the two (2) associations hereafter mentioned have petitioned him to be accepted as contracting parties to the collective labour agreement respecting the Garage employees in the Island of Montreal (made binding by decree number 184 of February 8, 1950 and amendments), i.e.:

1. *La Fraternité des Détaillants d'Essence de Montréal.*

2. *L'Association des Garagistes spécialisés Inc.*

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made

toires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le Sous-ministre du Travail,*

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 22 mai 1965.

10842-0

#### Avis de modification

*Imprimerie — Montréal*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il soumettra à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 2114 du 4 novembre 1964, relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal:

1° Le deuxième alinéa du sous-paragraphe V, du paragraphe « c » de l'article III sera remplacé par le suivant:

« Dans les zones II et III, un apprenti pressier désigne un salarié qui apprend son métier; la durée de l'apprentissage ainsi que les taux de salaires de ces apprentis sont ceux spécifiés à l'article XIX « D » »;

2° L'article XV sera remplacé par le suivant:

« XV. Le paiement des salaires doit se faire hebdomadairement, en argent ou par chèque, dans tous les établissements assujettis au présent décret. Si l'on choisit de payer par chèque, le paiement doit être effectué au plus tard le vendredi midi. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le Sous-ministre du Travail,*

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 22 mai 1965.

10842-0

#### Avis d'approbation de statuts

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les statuts du Comité Paritaire de l'Horlogerie de Montréal, établi en exécution du décret numéro 586 du 23 mars 1965, dont le siège social est situé dans la ville de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 991 du 11 mai 1965, section « C ».

*Le Sous-ministre du Travail,*

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 22 mai 1965.

10842-0

binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,

*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, May 22, 1965.

10842-0

#### Notice of amendment

*Printing Industry — Montreal*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that he will submit the following amendments to decree number 2114 of November 4, 1964 (Printing Industry and Trades, Montreal region), to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The second paragraph, sub-division V, sub-section « c », section III, will be superseded by the following:

« In zones II and III, an apprentice pressman means an employee who is learning his trade and the term of apprenticeship and rates of wages of such apprentices are as laid down in section XIX « D » »;

2. Section XV will be superseded by the following:

« XV. Payment of wages shall be made weekly, in cash or by cheque, in all establishments coming under the present decree. If payment is by cheque, it shall be made not later than 12 o'clock noon on Fridays. »

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,

*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, May 22, 1965.

10842-0

#### Notice of approval of statutes

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the statutes of the Watchmaker's Joint Committee of Montreal (established in pursuance of decree number 586 of March 23, 1965 and whose head office is located in the city of Montreal) have been approved by Order in Council number 991 of May 11, 1965, section « C ».

GÉRARD TREMBLAY,

*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, May 22, 1965.

10842-0

**Avis d'approbation de statuts**

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les statuts du Comité Paritaire de l'Industrie de l'Automobile de la région de Joliette, établi en exécution du décret numéro 824 du 23 avril 1965 et amendements, dont le siège social est situé dans la cité de Joliette, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 992 du 11 mai 1965, section « E ».

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 22 mai 1965. 10842-o

**Notice of approval of statutes**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the statutes of the Parity Committee of the Automobile Industry of Joliette and District (established in pursuance of decree number 824 of April 23, 1965 and amendments and whose head office is located in the city of Joliette) have been approved by Order in Council number 992 of May 11, 1965, section "E".

GÉRARD TREMBLAY,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, May 22, 1965. 10842-o

**Avis d'approbation de règlements spéciaux**

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 992 du 11 mai 1965 (Section « G »), les règlements spéciaux de la Commission Conjointe des Coiffeurs pour Dames de Montréal ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux de ladite Commission, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 843 du 27 avril 1965, section « A ».

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

*« Règlements spéciaux »*

21° *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe « g » de l'article 20 de la Loi, la Commission conjointe rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 673 du 30 mars 1965 et ses amendements, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à son emploi, sa qualification, la durée et la nature de son travail régulier et supplémentaire de chaque jour, ainsi que les salaires et commissions payées pour ce travail, les recettes provenant de son travail avec mention du mode et de l'époque de paiement.

22° *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe « h » de l'article 20 de la Loi, la Commission conjointe oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 673 du 30 mars 1965 et ses amendements, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms, et adresses de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire ainsi que les commissions payés. Ledit rapport doit être transmis à la Commission conjointe le ou avant le quinze (15) de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir de la Commission conjointe les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

23° *Certificat de qualification:* D'accord avec l'article 25 de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal décide de rendre obligatoire le certificat de qualification pour toute

**Notice of special by-laws approval**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that special by-laws of the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal have been approved by Order in Council number 992 of May 11, 1965, section "G". These have been added to the constitution and general by-laws of the said Commission which had already been approved by Order in Council number 843 of April 27, 1965, section "A".

Under the Act, the following provisions of the said special by-laws have been declared obligatory:

*« Special by-laws »*

21. *Keeping of a register:* In compliance with sub-section "g", section 20 of the Act, the Joint Commission makes it mandatory for every professional employer governed by decree number 673 of March 30, 1965 and amendments, to keep a register containing the following: name, surname and address of each employee in his service, his qualification, the length and type of his regular and overtime daily work, the wages and commissions paid for this work, earnings from his work with a note regarding how and when payment was made.

22. *Monthly report:* In compliance with sub-section "h", section 20 of the Act, the Joint Commission compels every professional employer governed by decree number 673 of March 30, 1965 and amendments, to forward it a written monthly report. This report should be signed by the employer himself or a responsible person in his employ and should contain the following: names, surname and address of each employee in his service; qualification; the number of regular and overtime hours worked each week; type of work; wages and commissions paid. The said report must be forwarded to the Joint Commission on or before the 15th of each month. It should cover the preceding month. The professional employer may obtain the necessary forms for this report from the Joint Commission.

23. *Competency certificate:* In compliance with section 25 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal makes competency certificates mandatory for any

personne assujettie au décret numéro 673 du 30 mars 1965 et ses amendements, exécutant tout travail de coiffure pour dames dans la juridiction territoriale dudit décret.»

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 22 mai 1965. 10842-0

person subject to decree number 673 of March 30, 1965 and amendments who performs ladies' hairdressing work within the territorial jurisdiction of the said decree.»

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 22, 1965. 10842-0

### Avis de modification

#### *Métier de l'imprimerie — Région de Montréal*

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis, par les présentes, qu'à la suite de différentes requêtes qu'il a reçues il se propose de recommander au lieutenant-gouverneur en conseil l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 2114 du 4 novembre 1964 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal:

1° Le dernier alinéa du paragraphe 3° de l'article XX sera remplacé par le suivant:

« Le semaine de travail se répartit du dimanche soir à minuit au vendredi soir à minuit sans restriction des heures quotidiennes pour la totalité des salariés et sans tenir compte du fait qu'ils effectuent du travail mixte d'impression commerciale ou d'impression d'hebdomos. »

2° Les alinéas « b » et « c » du paragraphe 4° de l'article XX seront remplacés par les suivants:

« b ) Il n'y a pas de majoration de taux de salaire à 100% si ce n'est pour le travail exécuté entre le vendredi soir à minuit et le dimanche soir à minuit et celui exécuté les jours de fêtes ou les jours substitués aux jours de fêtes selon les dispositions du paragraphe « c » suivant.

c) Sauf pour le Premier Jour de l'An et le Jour de Noël, lorsque les fêtes mentionnées au sous-paragraphe i. du paragraphe « i » de l'article V tombent le lundi, le mardi, le mercredi ou le jeudi, elles pourront être observées le vendredi qui suit ou qui précède, à la discrétion de l'employeur. Le Comité paritaire devra être avisé de l'option par l'employeur.

d) Toutefois, dans le cas d'une entreprise qui imprime des hebdomadaires dont un hebdomadaire du dimanche publiant les nouvelles du samedi, le travail le samedi pour l'impression de ce journal est payé au taux régulier, sauf pour les heures de travail au-delà de la durée de la semaine normale. Tout salarié qui travaille le samedi pour l'impression de tel journal doit avoir bénéficié d'un congé de 24 heures consécutives le mercredi ou le jeudi précédent. Ce congé doit être fixé par l'employeur au moins un mois à l'avance. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 22 mai 1965. 10842-0

### Notice of amendment

#### *Printing trades — Montreal region*

In pursuance of the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (S.R.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice that, as a result of various petitions received, he intends to recommend to the Lieutenant-Governor in Council that the following amendments to decree number 2114 of November 4, 1964 and amendments (Printing industry and trades in the Montreal region) be approved:

1. The last paragraph of sub-section 3, section XX, will be superseded by the following:

“The work week is distributed from midnight Sunday to midnight Friday, without limitation as to the daily hours for all employees and without regard for the fact that they may be printing both commercial work weekly newspapers.”

2. Paragraphs “b” and “c” of sub-section 4, section XX, will be superseded by the following:

“(b) There shall be no double time except for work performed between midnight Friday and midnight Sunday and that performed on holidays or days replacing the holidays listed in the following sub-section “c”.

(c) Save for New Year's Day and Christmas Day, when the holidays listed in sub-division i., sub-section “i”, section V, fall on a Monday, Tuesday, Wednesday or Thursday, they may be celebrated on the Friday before or after, at the employer's discretion. The employer must advise the Parity Committee of his choice.

(d) However, in the case of an establishment printing weekly newspapers and one of these appearing on Sunday contains Saturday's news, the work involved in printing this newspaper on Saturday is paid at the regular rate except for work hours which are over and above the regular work-week. Any employee working on Saturday for the printing of such a newspaper must have had a twenty-four hour holiday on the previous Wednesday or Thursday. This holiday must be determined by the employer at least one month in advance.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 22, 1965. 10842-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction du district électoral de Saguenay, établi en exécution du décret numéro 1323 du 16 août 1962, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 923 du 4 mai 1965, section « B », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

*1. Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1965 au 31 mai 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1323 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1323 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon dans son métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1323 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

*2. Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 20 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

*3. Rapport financier*

Conformément à la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

**Notice of levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Industry Parity Committee of the electoral district of Saguenay (established in pursuance of decree number 1323 of August 16, 1962) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law approved by Order in Council number 923 of May 4, 1965, section "B", authorizes this levy.

*1. Dues*

The contribution period extends from June 1, 1965 to May 31, 1966. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 1323 and amendments must pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans governed by said decree number 1323 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salary laid down in the decree for the journeymen of their trade.

(c) Employees governed by said decree number 1323 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount of  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages.

*2. Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect, by means of a direct deduction from his employees' wages, the levy imposed on his employees.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 20th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

*3. Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction du district électoral de Saguenay, pour la période comprise entre le 1er juin 1965 et le 31 mai 1966.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT ÉLECTORAL DE SAGUENAY

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juin 1965 et le 31 mai 1966.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$25,000.00
Salariés	25,000.00
Artisans	250.00
Pénalités	500.00
Certificats de qualification	1,000.00
Retenues sur réclamations	6,000.00
Intérêts sur placements	3,000.00
	<hr/>
	\$60,750.00

Déboursés:

Salaires:

Gérant et secrétariat	\$14,525.00
Inspection et vérification	14,950.00
Loyer et taxes	2,100.00
Frais judiciaires et vérification	2,500.00
Impression, papeterie	1,500.00
Timbres, téléphone	750.00
Frais de banque	200.00
Abonnement publicité	450.00
Jetons de présence	750.00
Frais de déplacement:	
Inspection	3,900.00
Ass. aux assemblées	4,700.00
Délégations	1,500.00
Assurances:	
Chômage	100.00
Groupe	400.00
Autres	125.00
Divers	500.00
Bureau des Examineurs	1,800.00
Subvention à la commission d'apprentissage	10,000.00
	<hr/>
	\$60,750.00

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,

Québec, le 22 mai 1965.

10842-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Photographes des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 315 du 27 mars 1957, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 923 du 4 mai 1965, section « C », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1965 au 31 mai 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Building Industry Parity Committee of the electoral district of Saguenay for the June 1, 1965 to May 31, 1966 period.

BUILDING INDUSTRY PARITY COMMITTEE OF THE ELECTORAL DISTRICT OF SAGUENAY

Statement of estimated receipts and disbursements for the June 1, 1965 to May 31, 1966 period.

Receipts:

Dues (½ of 1%):

Professional employers	\$25,000.00
Employees	25,000.00
Artisans	250.00
Fines	500.00
Qualification certificates	1,000.00
Deductions on claims	6,000.00
Interest on investments	3,000.00
	<hr/>
	\$60,750.00

Disbursements:

Salaries:

Manager and secretary's office	\$14,525.00
Inspection	14,950.00
Rent and taxes	2,100.00
Legal fees and auditing of books	2,500.00
Printing and stationery	1,500.00
Postage, telephone	750.00
Banking charges	200.00
Advertising subscription	450.00
Attendance tokens	750.00
Travelling expenses:	
Inspection	3,900.00
Attendance at meetings	4,700.00
Delegations	1,500.00
Insurance:	
Unemployment	100.00
Group	400.00
Others	125.00
Miscellaneous	500.00
Board of Examiners	1,800.00
Grant to the Apprenticeship Commission	10,000.00
	<hr/>
	\$60,750.00

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour,

Department of Labour,

Quebec, May 22, 1965.

10842-0

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Photographers of the Eastern Township district (established in pursuance of decree number 315 of March 27, 1957) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law approved by Order in Council number 923 of May 4, 1965, section "C", authorizes this levy.

1. Dues

The contribution period extends from June 1, 1965 to May 31, 1966. It is carried out as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 315 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 315 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% basée sur \$80.00 par semaine, salaire moyen fixé par le Comité.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 315 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

Conformément à la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Photographes de la région des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 1er juin 1965 et le 31 mai 1966.

COMITÉ PARITAIRE DES PHOTOGRAPHES DE LA RÉGION DES CANTONS DE L'EST

Siège social: 1695, rue Marguerite Bourgeoys, Saint-Hyacinthe

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juin 1965 et le 31 mai 1966.

Recettes:

Cotisations ( $\frac{1}{2}$  de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 450.00
Salariés	450.00
Artisans	800.00

\$1 700.00

(a) Professional employers governed by said decree number 315 and amendments must pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans governed by said decree number 315 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% based on the average salary of \$80.00 per week, set by the Committee.

(c) Employees governed by said decree number 315 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount of  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages.

2. Collection method

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect, by means of a direct deduction from his employees' wages, the levy imposed on his employees.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In compliance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Parity Committee of Photographers of the Eastern Townships district, for the June 1, 1965 to May 31, 1966 period.

PARITY COMMITTEE OF PHOTOGRAPHERS OF THE EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

Head Office: 1695, Marguerite Bourgeoys Street, Saint-Hyacinthe

Statement of estimated receipts and disbursements for the June 1, 1965 to May 31, 1966 period.

Receipts:

Dues ( $\frac{1}{2}$  of 1%):

Professional employers	\$ 450.00
Employees	450.00
Artisans	800.00

\$1,700.00

*Déboursés:*

Frais de déplacement, d'assemblées et d'inspection	\$ 700.00
Dépenses de bureau et papeterie	100.00
Timbres et téléphone	200.00
Frais bancaires	15.00
Honoraires du vérificateur	100.00
Frais judiciaires	100.00
Honoraires du secrétaire	300.00
Loyer de bureau	75.00
Assurance	10.00
Réserve	100.00
	<b>\$1,700.00</b>

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 22 mai 1965. 10842-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité Paritaire de l'Horlogerie de Montréal, établi en exécution du décret numéro 586 du 23 mars 1965, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 991 du 11 mai 1965, section « D », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec* au 1 avril 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 586 doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (*salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés*).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 586 doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% d'un salaire hebdomadaire établi sur la base de \$80.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 586 doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération ( *salaire fixe, pourcentages, commission, allocations ou bonis*).

**2. Mode de perception**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité Paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur les quelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité Paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité Paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité Paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'em-

*Disbursements:*

Travelling, meeting and inspection expenses	\$ 700.00
Office expenses and stationery	100.00
Postage and telephone	200.00
Banking charges	15.00
Accountant's fees	100.00
Legal fees	100.00
Secretary's fees	300.00
Office rent	75.00
Insurance	10.00
Reserve fund	100.00
	<b>\$1,700.00</b>

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 22, 1965. 10842-0

**Notice of levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honorable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Watchmaker's Joint Committee of Montreal (established in pursuance of decree number 586 of March 23, 1965) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 991 of May 11, 1965, section « D », authorizes this levy.

**1. Dues**

The contribution period extends from the publication date in the *Quebec Official Gazette* to April 1, 1966. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 586 must pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (*fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid*).

(b) Artisans governed by said decree number 586 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of a weekly salary set on the basis of \$80.00 per week.

(c) Employees governed by said decree number 586 must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages (*fixed salaries, percentages, allowances, commissions, or bonuses*).

**2. Collection method**

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect, by means of a direct deduction from his employees' wages.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those

ployeur professionnel et des sommes payables au Comité Paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

### 3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité Paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Paritaire de l'Horlogerie de Montréal, pour la période se terminant le 1 avril 1966.

#### COMITÉ PARITAIRE DE L'HORLOGERIE DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés pour la période se terminant le 1e avril 1966.

##### Recettes:

Cotisations (½ de 1%)	
Employeurs professionnels.....	\$4,750.00
Artisans.....	3,850.00
Salariés.....	4,750.00
Horaires d'examens:.....	100.00
	\$13,450.00

##### Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire.....	\$2,250.00
Employés du Bureau.....	2,100.00
Inspecteurs.....	4,750.00
Frais de déplacement: inspecteurs.....	1,200.00
Loyer du bureau.....	735.00
Frais légaux.....	190.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	450.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	450.00
Vérification des livres.....	190.00
Assurances et frais de cautionnement.....	10.00
Jetons de présence aux membres du comité.....	450.00
Bureau d'examineurs.....	190.00
Dépenses diverses et imprévues.....	185.00
	\$13,450.00

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 22 mai 1965. 10842-0

### Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de la région de Joliette, établi en exécution du décret numéro 824 du 23 avril 1965, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 992 du 11 mai 1965, section « F », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, de

of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

### 3. Financial report

In compliance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of every year.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Watchmaker's Joint Committee of Montreal for the period ending April 1, 1966.

#### WATCHMAKER'S JOINT COMMITTEE OF MONTREAL

Statement of receipts and disbursements for the period ending April 1, 1966.

##### Receipts:

Dues (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 4,750.00
Artisans.....	3,850.00
Employees.....	4,750.00
Examination fees.....	100.00
	\$13,450.00

##### Disbursements:

Salaries:	
Secretary.....	\$ 2,250.00
Office personnel.....	2,100.00
Inspectors.....	4,750.00
Travelling expenses: Inspectors.....	1,200.00
Office rent.....	735.00
Legal fees.....	190.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams.....	450.00
Office furniture and equipment.....	450.00
Auditing of books.....	190.00
Insurance and fidelity-bond.....	10.00
Attendance tokens for committee members.....	450.00
Board of Examiners.....	190.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	185.00
	\$13,450.00

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 22, 1965. 10842-0

### Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry of Joliette and district (established in pursuance of decree number 824 of April 23, 1965 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the method and rate hereafter described.

artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1965 au 8 mai 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 824 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur leste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret 824 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire moyen fixé par le Comité, soit une cotisation de 35¢ par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 824 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de la région de Joliette, pour la période comprise entre le 1er mai 1965 et le 8 octobre 1966.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE  
DE L'AUTOMOBILE DE LA  
RÉGION DE JOLIETTE

Siège social: District de Joliette

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1965 et le 8 octobre 1966.

A by-law, approved by Order in Council number 992 of May 11, 1965, section "F", authorizes this levy.

### 1. Dues

The contribution period extends from May 1, 1965 to October 8, 1966. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 824 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans governed by said decree number 824 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the average wage set by the Committee, i.e., dues of 35¢ per week.

(c) Employees governed by said decree number 824 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages.

### 2. Collection method

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect, by means of a direct deduction from his employees' wages, the levy imposed on them.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial report

In compliance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile industry of Joliette and district for the May 1, 1965 to October 8, 1966 period.

PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE  
INDUSTRY OF JOLIETTE  
AND DISTRICT

Head Office: Joliette district

Statement of estimated receipts and disbursements for the period May 1, 1965 to October 8, 1966.

**Recettes:**

Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 7,800.00
Artisans	6,800.00
Salariés	7,800.00
Honoraires d'examens	575.00
Recettes diverses	425.00
	\$23,400.00

**Déboursés:**

Salaires:

Secrétaire-gérant	\$ 7,375.00
Inspecteur	5,250.00
Secrétaire de bureau	3,100.00
Déplacement inspections	2,800.00
Loyer de bureau	850.00
Frais judiciaires	150.00
Timbres, papeteries, téléphones, etc...	850.00
Accessoires de bureau	850.00
Vérification des livres	170.00
Ass. et frais de cautionnement	275.00
Jetons de présence	575.00
Frais de déplacements	425.00
Bureau des examinateurs	575.00
Dépenses diverses	155.00
	\$23,400.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 22 mai 1965. 10842-o

**Receipts:**

Dues (1/2 of 1%):

Professional employers	\$ 7,800.00
Artisans	6,800.00
Employees	7,800.00
Examination fees	575.00
Miscellaneous income	425.00
	\$23,400.00

**Disbursements:**

Salaries:

Secretary-manager	\$ 7,375.00
Inspector	5,250.00
Office secretary	3,100.00
Inspection travelling expenses	2,800.00
Office rent	850.00
Legal fees	150.00
Office equipment	850.00
Postage, stationery, telephone, etc...	850.00
Auditing of books	170.00
Insurance and fidelity bond	275.00
Attendance tokens	575.00
Travelling expenses	425.00
Board of Examiners	575.00
Miscellaneous expenses	155.00
	\$23,400.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, May 22, 1965. 10842-o

## Régie des Marchés Agricoles du Québec

### Ordonnance No 63-Sp-I-A

relative au quota de lait dans la région de Montréal.

Vu le règlement relatif au quota de lait, adopté par l'Office des producteurs-fournisseurs de lait nature du marché de Montréal, approuvé par la Régie des marchés agricoles du Québec et publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 décembre 1964;

LA RÉGIE ORDONNE CE QUI SUIT:

- 1° L'ordonnance No 63-Sp-I est abrogée.
- 2° La présente ordonnance entrera en vigueur le premier jour de juin 1965.

*Signé:* NOLASQUE APRIL, *président,*  
GILLES-H. LEDOUX, *vice-président,*  
PAUL CHARETTE, *membre,*  
MARCEL FILIATRAULT, *membre,*  
JEAN GOUBOUT, *membre,*  
MAURICE HALLÉ, *membre,*

*Certified:* GILLES PRÉSENT, *secrétaire-exécutif.*  
10917-o

## Quebec Agricultural Marketing Board

### Order No. 63-Sp-I-A

concerning the milk quota in the Montreal region.

Considering the regulation concerning the milk quota, passed by the Montreal Market Whole Milk Producers-Suppliers' Board, approved by the Quebec Agricultural Marketing Board and published in the *Quebec Official Gazette* of December 28, 1964;

THE BOARD ORDERS AS FOLLOWS:

1. Order No. 63-Sp-I is repealed.
2. The present order shall come into force on the first day of June, 1965.

*Signed:* NOLASQUE APRIL, *President,*  
GILLES-H. LEDOUX, *Vice-President,*  
PAUL CHARETTE, *Member,*  
MARCEL FILIATRAULT, *Member,*  
JEAN GOUBOUT, *Member,*  
MAURICE HALLÉ, *Member,*

*Certified:* GILLES PRÉSENT, *Executive Secretary.*  
10917-o

## Soumissions

Cité de Laval-Ouest  
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le

## Tenders

City of Laval-West  
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. Galarneau, secre-

sousigné J. Galarneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, C.P. 390, 2392, 35<sup>e</sup> avenue, Laval-Ouest, comté de Laval, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 7 juin 1965, pour l'achat de \$697,000 d'obligations de la cité de Laval-Ouest, comté de Laval, datées du 1<sup>er</sup> juillet 1965 et remboursables par séries du 1<sup>er</sup> juillet 1966 au 1<sup>er</sup> juillet 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1<sup>er</sup> janvier et 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 250 — \$170,000 — voirie; 263 — \$75,000 — égouts et voirie; 281 — \$452,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1965.

Tableau d'amortissement — \$697,000 — 20 ans

Année	Capital
1 <sup>er</sup> juillet 1966	\$8,000
1 <sup>er</sup> juillet 1967	9,000
1 <sup>er</sup> juillet 1968	9,000
1 <sup>er</sup> juillet 1969	9,000
1 <sup>er</sup> juillet 1970	11,000
1 <sup>er</sup> juillet 1971	12,000
1 <sup>er</sup> juillet 1972	12,000
1 <sup>er</sup> juillet 1973	12,000
1 <sup>er</sup> juillet 1974	15,000
1 <sup>er</sup> juillet 1975	15,000
1 <sup>er</sup> juillet 1976	15,000
1 <sup>er</sup> juillet 1977	15,000
1 <sup>er</sup> juillet 1978	19,000
1 <sup>er</sup> juillet 1979	20,000
1 <sup>er</sup> juillet 1980	20,000
1 <sup>er</sup> juillet 1981	22,000
1 <sup>er</sup> juillet 1982	24,000
1 <sup>er</sup> juillet 1983	25,000
1 <sup>er</sup> juillet 1984	27,000
1 <sup>er</sup> juillet 1985	398,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval-Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 7 juin 1965, à 8 heures du soir à l'Hôtel de Ville, 2392, 35<sup>e</sup> avenue, Laval-Ouest, comté de Laval, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval-Ouest (Comté de Laval), ce 13 mai 1965.

Le Secrétaire-trésorier,

J. GALARNEAU.

Hôtel de Ville, C.P. 390,

2392, 35<sup>e</sup> avenue Laval-ouest, (Laval), P.Q.

Téléphone: 627-2691, code 514 10860-0

tary-treasurer, Town Hall, P.O. Box 390, 2392, 35<sup>th</sup> Avenue, Laval-West, county of Laval, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, June 7, 1965, for the purchase of an issue of \$697,000 of bonds for the city of Laval-West, county of Laval, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 250 — \$170,000 — roads; 263 — \$75,000 — sewers and roads; 281 — \$452,000 — aqueduct and roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — \$697,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1966	\$8,000
July 1, 1967	9,000
July 1, 1968	9,000
July 1, 1969	9,000
July 1, 1970	11,000
July 1, 1971	12,000
July 1, 1972	12,000
July 1, 1973	12,000
July 1, 1974	15,000
July 1, 1975	15,000
July 1, 1976	15,000
July 1, 1977	15,000
July 1, 1978	19,000
July 1, 1979	20,000
July 1, 1980	20,000
July 1, 1981	22,000
July 1, 1982	24,000
July 1, 1983	25,000
July 1, 1984	27,000
July 1, 1985	398,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laval-West.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 7, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 2392, 35<sup>th</sup> Avenue, Laval-West, county of Laval, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Laval-West, (County of Laval), May 13, 1965.

J. GALARNEAU,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O. Box 390,

2392, 35<sup>th</sup> Avenue, Laval-West, (Laval), P.Q.

Téléphone: 627-2691, code 514 10860

**Cité de St-Léonard**  
Comté de Bourget

**City of St-Léonard**  
County of Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Pion, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 5705 est, rue Jarry, St-Léonard, comté de Bourget, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 8 juin 1965, pour l'achat de \$2,235,000 d'obligations de la cité de St-Léonard, comté de Bourget, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Pion, secretary-treasurer, City Hall, 5705 Jarry Street East, St-Léonard, county of Bourget, P.Q., until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, June 8, 1965, for the purchase of an issue of \$2,235,000 of bonds for the city of St-Léonard, county of Bourget, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements Nos: 383 — \$91,000 — aqueduc et égouts; 389 — \$9,400 — achat de terrain; 390 — \$18,500 — achat de terrain; 391 — \$19,300 — achat de terrain; 392 — \$36,000 — achat de terrain; 393 — \$60,000 — achat de terrain; 394 — \$4,700 — achat de terrain; 416 — \$24,000 — éclairage de rues; 417 — \$65,000 — aqueduc et égouts; 425 — \$91,000 — aqueduc et égouts; 427 — \$579,100 — voirie; 428 — \$275,000 — éclairage de rues; 429 — \$70,000 — aqueduc et égouts; 436 — \$335,000 — aqueduc et égouts; 442 — \$47,000 — aqueduc et égouts; 447 — \$130,000 — aqueduc et égouts; 448 — \$380,000 — aqueduc et égouts.

By-laws Nos: 383 — \$91,000 — aqueduct and sewers; 389 — \$9,400 — purchase of land; 390 — \$18,500 — purchase of land; 391 — \$19,300 — purchase of land; 392 — \$36,000 — purchase of land; 393 — \$60,000 — purchase of land; 394 — \$4,700 — purchase of land; 416 — \$24,000 — street lighting; 417 — \$65,000 — aqueduct and sewers; 425 — \$91,000 — aqueduct and sewers; 427 — \$579,100 — roads; 428 — \$275,000 — street lighting; 429 — \$70,000 — aqueduct and sewers; 436 — \$335,000 — aqueduct and sewers; 442 — \$47,000 — aqueduct and sewers; 447 — \$130,000 — aqueduct and sewers; 448 — \$380,000 — aqueduct and sewers.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Tableau d'amortissement — \$2,235,000 — 20 ans

Table of redemption — \$2,235,000 — 20 years

Année	Capital
1er juillet 1966	\$ 37,000
1er juillet 1967	41,000
1er juillet 1968	48,000
1er juillet 1969	54,000
1er juillet 1970	61,000
1er juillet 1971	66,000
1er juillet 1972	76,000
1er juillet 1973	81,000
1er juillet 1974	89,000
1er juillet 1975	94,000
1er juillet 1976	104,000
1er juillet 1977	113,000
1er juillet 1978	122,000
1er juillet 1979	134,000
1er juillet 1980	146,000
1er juillet 1981	156,000
1er juillet 1982	166,000
1er juillet 1983	178,000
1er juillet 1984	188,000
1er juillet 1985	281,000

Year	Capital
July 1, 1966	\$ 37,000
July 1, 1967	41,000
July 1, 1968	48,000
July 1, 1969	54,000
July 1, 1970	61,000
July 1, 1971	66,000
July 1, 1972	76,000
July 1, 1973	81,000
July 1, 1974	89,000
July 1, 1975	94,000
July 1, 1976	104,000
July 1, 1977	113,000
July 1, 1978	122,000
July 1, 1979	134,000
July 1, 1980	146,000
July 1, 1981	156,000
July 1, 1982	166,000
July 1, 1983	178,000
July 1, 1984	188,000
July 1, 1985	281,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Léonard.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Léonard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 8 juin 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 5705 est, rue Jarry, St-Léonard, comté de Bourget, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard, (Comté de Bourget), ce 14 mai 1965.

*Le Secrétaire-Trésorier,*  
GASTON PION.

Hôtel de Ville, 5705 est, rue Jarry,  
St-Léonard, (Bourget), P.Q.  
Téléphone: 321-7630, code 514. 10873-0

**Cité de Ste-Thérèse**  
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné C.-Édouard Desjardins, greffier, Hôtel de ville, 34, rue Blainville Ouest, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 7 juin 1965, pour l'achat de \$611,000 d'obligations de la cité de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¼%, payable semi-annuellement le 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 253 N.S. — \$611,000 — fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

Tableau d'amortissement — \$611,000 — 20 an<sup>s</sup>  
Année Capital

1er juillet 1966	\$16,500
1er juillet 1967	17,500
1er juillet 1968	18,500
1er juillet 1969	20,000
1er juillet 1970	21,000
1er juillet 1971	22,000
1er juillet 1972	23,500
1er juillet 1973	25,000
1er juillet 1974	26,500
1er juillet 1975	28,000
1er juillet 1976	30,000
1er juillet 1977	31,500
1er juillet 1978	33,500
1er juillet 1979	35,500
1er juillet 1980	37,500
1er juillet 1981	40,000
1er juillet 1982	42,000
1er juillet 1983	45,000
1er juillet 1984	47,500
1er juillet 1985	50,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la

present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 8, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at City Hall, 5705 Jarry Street East, St-Léonard, county of Bourget, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Léonard, (County of Bourget), May 14, 1965.

*GASTON PION,*  
*Secretary-Treasurer.*

City Hall, 5705 Jarry Street East,  
St-Léonard, (Bourget), P.Q.  
Telephone: 321-7630, code 514. 10873

**City of Ste-Thérèse**  
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned C.-Édouard Desjardins, city clerk, City Hall, 34 Blainville Street, West, Ste-Thérèse, county of Terrebonne, until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 7, 1965, for the purchase of an issue of \$611,000 of bonds for the city of Ste-Thérèse, county of Terrebonne, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 5¼% payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 253 N.S. — \$611,000 — industrial purposes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — \$611,000 — 20 years  
Year Capital

July 1, 1966	\$16,500
July 1, 1967	17,500
July 1, 1968	18,500
July 1, 1969	20,000
July 1, 1970	21,000
July 1, 1971	22,000
July 1, 1972	23,500
July 1, 1973	25,000
July 1, 1974	26,500
July 1, 1975	28,000
July 1, 1976	30,000
July 1, 1977	31,500
July 1, 1978	33,500
July 1, 1979	35,500
July 1, 1980	37,500
July 1, 1981	40,000
July 1, 1982	42,000
July 1, 1983	45,000
July 1, 1984	47,500
July 1, 1985	50,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Ste-Thérèse.

Capital and interest are payable at all branches, in the province of Quebec, of the bank mentioned

anque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principale ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 7 juin 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 34, rue Blainville Ouest, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse, (Comté de Terrebonne), ce 13 mai 1965.

*Le Greffier,*

C.-ÉDOUARD DESJARDINS.

Hôtel de ville, 34, rue Blainville Ouest,

Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q.,

Téléphone: 625-0636, code 514. 10861-o

**Ville de La Sarre**  
Comté d'Abitibi-Ouest

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léo Richard, secrétaire-trésorier, Bureau municipal, Édifice des Postes, La Sarre, comté d'Abitibi-Ouest, jusqu'à 5 heures p.m., mardi, le 8 juin 1965, pour l'achat de \$78,000 d'obligations de la ville de La Sarre, comté d'Abitibi-Ouest, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 85 — \$78,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

Tableau d'amortissement — \$78,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1966	\$ 1,000
1er juillet 1967	1,000
1er juillet 1968	1,000
1er juillet 1969	1,000
1er juillet 1970	1,500
1er juillet 1971	1,500
1er juillet 1972	1,500
1er juillet 1973	1,500
1er juillet 1974	1,500
1er juillet 1975	1,500
1er juillet 1976	2,000
1er juillet 1977	2,000
1er juillet 1978	2,000
1er juillet 1979	2,000
1er juillet 1980	2,000
1er juillet 1981	2,500
1er juillet 1982	2,500
1er juillet 1983	2,500
1er juillet 1984	3,000
1er juillet 1985	44,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 7, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 34 Blainville Street, West, Ste-Thérèse, county of Terrebonne.

The council not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Thérèse, (County of Terrebonne), May 13, 1965.

C.-ÉDOUARD DESJARDINS,

*City Clerk.*

City Hall, 34 Blainville Street West,

Ste-Thérèse (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: 625-0636, code 514. 10861

**Town of La Sarre**  
County of Abitibi-West

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léo Richard, secretary-treasurer, Municipal Office, Post Office Building, La Sarre, county of Abitibi-West, until 5:00 o'clock p.m., on Tuesday, June 8, 1965, for the purchase of an issue of \$78,000 of bonds for the town of La Sarre, county of Abitibi-West, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 85 — \$78,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — \$78,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1966	\$ 1,000
July 1, 1967	1,000
July 1, 1968	1,000
July 1, 1969	1,000
July 1, 1970	1,500
July 1, 1971	1,500
July 1, 1972	1,500
July 1, 1973	1,500
July 1, 1974	1,500
July 1, 1975	1,500
July 1, 1976	2,000
July 1, 1977	2,000
July 1, 1978	2,000
July 1, 1979	2,000
July 1, 1980	2,000
July 1, 1981	2,500
July 1, 1982	2,500
July 1, 1983	2,500
July 1, 1984	3,000
July 1, 1985	44,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Sarre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 8 juin 1965, à 5 heures de l'après-midi, Bureau municipal, Édifice des Postes, La Sarre, (Abitibi-Ouest).

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Sarre, (Comté d'Abitibi-Ouest), ce 14 mai 1965.

*Le Secrétaire-trésorier,*

LÉO RICHARD.

Bureau municipal, Édifice des Postes,  
La Sarre, (Abitibi-Ouest), P.Q.

Téléphone: 333-5095, code 819. 10872-0

#### La commission scolaire régionale de Chambly

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Chartier, secrétaire-trésorier, Bureau de la Commission Scolaire, 1330 ouest, Blvd Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 8 juin 1965, pour l'achat de \$54,000 d'obligations de la Commission Scolaire Régionale de Chambly, comté de Chambly, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 24 novembre 1964 — \$54,000 — acquisition de six autobus scolaires pour le transport des élèves de la section « Enfance exceptionnelle ».

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

*Tableau d'amortissement — \$54,000 — 5 ans*

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juillet 1966	\$ 9,500
1er juillet 1967	10,000
1er juillet 1968	11,000
1er juillet 1969	11,500
1er juillet 1970	12,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jacques-Cartier, comté de Chambly.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Sarre.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 8, 1965, at 5:00 o'clock p.m., at the Municipal Office, Post Office Building, La Sarre, (Abitibi-West).

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Sarre, (County of Abitibi-West), May 14, 1965.

LÉO RICHARD,

*Secretary-Treasurer.*

Municipal Office, Post Office Building,  
La Sarre, (Abitibi-West), P.Q.

Telephone: 333-5095, code 819. 10872

#### The Chambly regional school board

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André Chartier, secretary-treasurer, School Board Office, 1330 West, Curé Poirier Blvd., Jacques-Cartier, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 8, 1965, for the purchase of an issue of \$54,000 of bonds for the Chambly Regional School Board, county of Chambly, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of November 24, 1964 — \$54,000 — acquisition of six school buses for the transportation of the pupils of section "Enfance exceptionnelle".

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

*Table of redemption — \$54,000 — 5 years*

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
July 1, 1966	\$ 9,500
July 1, 1967	10,000
July 1, 1968	11,000
July 1, 1969	11,500
July 1, 1970	12,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jacques-Cartier, county of Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 8 juin 1965, à 8 heures du soir, Bureau de la Commission Scolaire, 1330 ouest, Blvd Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Chambly, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit d'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chambly, (Comté de Chambly), ce 17 mai 1965.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
ANDRÉ CHARTIER.

Bureau de la Commission Scolaire,  
1330 ouest, Blvd Curé Poirier,  
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.  
Téléphone: 674-4983, code 514. 10893-0

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds at the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, June 8, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the School Board Office, 1330 Curé Poirier Blvd. West, Jacques-Cartier, county of Chambly, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chambly, (County of Chambly), May 17, 1965.

ANDRÉ CHARTIER,  
*Secretary-Treasurer.*

School Board Office,  
1330 Curé Poirier Blvd. West,  
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.  
Telephone: 674-4983, code 514. 10893

## Syndicats professionnels

### Association des professeurs catholiques de Québec

*(Loi des syndicats professionnels)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 28 avril 1965, autorisé le changement de nom des « Instituteurs et institutrices catholiques de Québec », dont la constitution, sous le nom originaire de « Syndicat professionnel des instituteurs catholiques de Québec », a été autorisée le 21 janvier 1938, et dont le siège social est situé à Québec, en celui de « Association des professeurs catholiques de Québec », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 30 avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10843-0 52-38

### Association des employés des bâtiments d'acier préfabriqués Pre-Engineered Steel Buildings Employees Association

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des employés des bâtiments d'acier préfabriqués — Pre-Engineered Steel Buildings Employees Association », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 7 mai 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 560, boulevard Sauvé, St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, le 13 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10874-0 52-65

## Professional Syndicates

### Association des professeurs catholiques de Québec

*(Professional Syndicates Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 28, 1965 authorized the change of name of "Instituteurs et institutrices catholiques de Québec", whose incorporation, under the original name of "Syndicat professionnel des instituteurs catholiques de Québec" has been authorized on January 21, 1938, and whose head office is situated in Quebec, to that of "Association des professeurs catholiques de Québec", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 162.

Quebec, April 30, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10843 52-38

### Association des employés des bâtiments d'acier préfabriqués Pre-Engineered Steel Buildings Employees Association

*(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des employés des bâtiments d'acier préfabriqués — Pre-Engineered Steel Buildings Employees Association", has been authorized by the Provincial Secretary on May 7, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at 560 Sauvé Blvd., St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Quebec, May 13, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10874 52-65

**Association des enseignants de Le Royer***(Loi des syndicats professionnels)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 avril 1965, autorisé le changement de nom de « L'Association des instituteurs de Pointe-aux-Trembles », dont la constitution a été autorisée le 19 janvier 1957, et dont le siège social est situé à Pointe-aux-Trembles, en celui de « Association des enseignants de Le Royer », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 23 avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10875-0

835-56

**Association des enseignants de Le Royer***(Professional Syndicates Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 22, 1965, authorized the change of name of "L'Association des instituteurs de Pointe-aux-Trembles", whose the incorporation has been authorized on January 19, 1957, and whose head office is situated at Pointe-aux-Trembles, to that of "Association des enseignants de Le Royer", and such, pursuant to the provisions of Professional Syndicates Act Revised Statutes 1941, Chapter 162.

Quebec, April 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10875

835-56

**Fraternité des détaillants d'essence de l'Île Jésus***(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Fraternité des détaillants d'essence de l'Île Jésus », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 11 mai 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 13 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10876-0

45-65

**Fraternité des détaillants d'essence de l'Île Jésus***(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Fraternité des détaillants d'essence de l'Île Jésus", has been authorized by the Provincial Secretary on May 11, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Ste-Rose, judicial district of Montreal.

Quebec, May 13, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10876

45-65

**Conseil central des syndicats nationaux de Sherbrooke inc.***(Loi des syndicats professionnels)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 avril 1965, autorisé le changement de nom du « Conseil central des syndicats catholiques et nationaux de Sherbrooke », dont la constitution a été autorisée le 7 août 1925, et dont le siège social est situé à Sherbrooke, en celui de « Conseil central des syndicats nationaux de Sherbrooke inc. », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 22 avril 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10894-6

1271-25

**Conseil central des syndicats nationaux de Sherbrooke inc.***(Professional Syndicates Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 20, 1965, authorized the change of name of "Conseil central des syndicats catholiques et nationaux de Sherbrooke", whose incorporation has been authorized on August 7, 1925, and whose head office is situated at Sherbrooke, to that of "Conseil central des syndicats nationaux de Sherbrooke inc.", and such, in conformity with the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, April 22, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10894

1271-25

**L'Association des entrepreneurs-peintres et décorateurs du Québec  
The Quebec Association of Painters and Decorators Contractors***(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des entrepreneurs-peintres et décorateurs du Québec — The Quebec Association of Painters and Decorators Contractors », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 7 avril 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 18 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

10906-0

33-65

**L'Association des entrepreneurs-peintres et décorateurs du Québec  
The Quebec Association of Painters and Decorators Contractors***(Professional Syndicates Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des entrepreneurs-peintres et décorateurs du Québec — The Quebec Association of Painters and Decorators Contractors", has been authorized by the Provincial Secretary on April 7, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, May 18, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

10906

33-65

**La Fédération des producteurs de bleuets du Saguenay — Lac St-Jean**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de « La Fédération des producteurs de bleuets du Saguenay — Lac St-Jean », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 12 mai 1965.

Le siège social de ladite fédération est situé à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Quebec, le 13 mai 1965.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

10907-0

62-64

**La Fédération des producteurs de bleuets du Saguenay — Lac St-Jean**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "La Fédération des producteurs de bleuets du Saguenay — Lac St-Jean", has been authorized by the Provincial Secretary on May 12, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Quebec, May 13, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

10907

62-64

**Vente d'effets non-réclamés**

**Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada**

*Réclamations Marchandises*

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mars 1964, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, a divers endroits de la Région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, Encanteurs, 2222 Rue Ontario Est, Montréal, à 10 heures le 7 juillet, 1965, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., le 14 mai, 1965.

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada,

*Le Directeur - Réclamations Marchandises,*

10863-21-6-0

W. W. R. BRADFORD.

**Sale of Unclaimed Goods**

**Canadian National Railway Company**

*Merchandise Claims Department*

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of March 1964, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St. Lawrence Region of the Canadian National Railways, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, Auctioneers, 2222 Ontario Street East, Montreal, at 10:00 a.m., July 7, 1965, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., 14 May, 1965.

Canadian National Railway Company,

W. W. R. BRADFORD,

10863-21-6-0

*Manager, Merchandise Claims.*

**Ventes par Shérifs**

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

**ARTHABASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { NAPOLÉON PELLERIN, No 19-614. } journalier de Tingwick, demandeur, ÉGIDE DUPUIS et ÉMERY DUPUIS, journaliers de St-Hyacinthe, défendeurs.

« 1° Le lot numéro trois cent soixante et un de la subdivision officielle du lot primitif numéro quatre-vingt (80-361) sur le plan et au livre de renvois officiels pour le cadastre du village d'Asbestos, mesurant quatre-vingt-cinq pieds (85') de largeur, par cent vingt et un pieds quatre dixième (121.4') de profondeur dans la ligne ouest et cent vingt-sept pieds (127') dans la ligne est, mesures anglaises; plus ou moins. Sous réserve des droits de mines en faveur de Canadian Johns-Manville Co. Ltd, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

**Sheriffs' Sales**

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ARTHABASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of Arthabaska

Superior Court, { NAPOLÉON PELLERIN, No. 19-614. } labourer of Tingwick, plaintiff, vs ÉGIDE DUPUIS and ÉMERY DUPUIS, labourers, of St. Hyacinthe, defendants.

"1. Lot number three hundred and sixty-one of the official subdivision of original lot number eighty (80-361), on the official plan and in the book of reference for the cadaster of the village of Asbestos, measuring eighty-five feet (85') in width, by one hundred and twenty-one and four-tenths feet (121.4') in depth on its west line and one hundred and twenty-seven feet (127') on its east line, English measures, more or less. Under reserve of mining rights in favour of Canadian Johns-Manville Co. Ltd, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Aimé d'Asbestos, comté de Richmond, SAMEDI le CINQUIÈME jour de JUIN 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif,  
26 avril 1965.

LÉO FAUCHER.  
10571-18-2-0

To be sold at the parochial church door of St-Aimé d'Asbestos, county of Richmond, on SATURDAY, the FIFTH day of JUNE, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

*LÉO FAUCHER,*

Sheriff's Office,  
April 26, 1965.

Sheriff.  
10571-18-2

BEDFORD

Canada — Province de Québec  
District de Saint-François

Cour Supérieure. { LÉONARD BERGERON, No 28,216. { L avocat, domicilié en la cité de Magog, district de Saint-François, demandeur, *vs* LOUIS EUGÈNE LAPOINTE, résidant en la municipalité d'Eastman, district de Bedford, défendeur.

Les immeubles ci-après désignés, en la possession du défendeur.

Cette certaine ferme connue et désignée comme étant les lots numéros mille trois cent soixante-seize, mille trois cent soixante-dix-sept, mille trois cent soixante-dix-huit, mille trois cent soixante-dix-neuf, mille trois cent quatre-vingt-un (1376, 1377, 1378, 1379, et 1381) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Bolton, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

*Sauf et excepté*

1° Du lot numéro mille trois cent soixante-huit, les morceaux de terre vendus à :

a) Joseph J. Gauvin, le 9 juin 1903, par acte passé devant Me H. Jasmin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 32169, vol. 54;

b) Ralph Moore, le 14 octobre 1903, par acte passé devant H. Jasmin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 32172, vol. 54;

c) Olivier Garceau, le 4 mai 1907, par acte passé devant Me L. A. Audet, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 34932, vol. 59;

d) Mlle Antoinette Comtois, le 22 juin 1905, par acte passé devant Me H. Jasmin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 40240, vol. 65;

2° Du lot numéro mille trois cent soixante-dix-sept, les morceaux de terre vendus à :

a) A. B. Ticehurst, par acte passé devant Me H. Jasmin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 48133, vol. 70;

b) Eugène Bélanger, le 19 juillet 1938, par acte passé devant Me Étienne Gérin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 59405, vol. 77;

c) Gédéon Simard, le 19 juillet 1938, par acte passé devant Me Étienne Gérin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 59406, vol. 77;

d) Leslie A. Gallagher, le 9 août 1941, par acte passé devant Me Étienne Gérin, notaire, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 61773, vol. 79;

e) A. L. Desève et décrit dans l'acte de A. L. Desève à H. Jasmin, passé devant Me Arthur Écrement, le 14 mai 1908, dont copie a été enregistrée à Knowlton, sous le numéro 35426;

BEDFORD

Canada — Province of Quebec  
District of Saint-François

Superior Court, { LÉONARD BERGERON, No. 28,216. { L advocate, domiciled in the city of Magog, district of Saint-François, plaintiff, *vs* LOUIS EUGÈNE LAPOINTE, residing in the municipality of Eastman, district of Bedford, defendant.

The immoveables hereafter designated, in the possession of the defendant.

That certain farm known and designated as being lots number one thousand three hundred and seventy-six, one thousand three hundred and seventy-seven, one thousand three hundred and seventy-eight, one thousand three hundred and seventy-nine, one thousand three hundred and eighty-one, (1376, 1377, 1378, 1379 and 1381) on the official plan and book of reference for the township of Bolton, with all buildings thereon erected.

*Save and except*

1. From lot number one thousand three hundred and seventy-eight, the pieces of land sold to:

(a) Joseph J. Gauvin, on the June 9, 1903, by deed passed before Me H. Jasmin, notary, copy which has been registered at Knowlton, under number 32169, Vol. 54;

(b) Ralph Moore, on the October 14, 1903, by deed passed before H. Jasmin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 32172, Vol. 54;

(c) Olivier Garceau, on May 4, 1907, by deed passed before Me L. A. Audet, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 34932, Vol. 59;

(d) Miss Antoinette Comtois, on June 22, 1905, by deed passed before Me H. Jasmin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 40240, Vol. 65;

2. From lot number one thousand three hundred and seventy-seven, the pieces of land sold to:

(a) A. B. Ticehurst, by deed passed before Me H. Jasmin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 48133, Vol. 70;

(b) Eugène Bélanger, on July 19, 1938, by deed passed before Me Étienne Gérin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 59405, Vol. 77;

(c) Gédéon Simard, on July 19, 1938, by deed passed before Me Étienne Gérin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 59406, Vol. 77;

(d) Leslie A. Gallagher, on August 9, 1941, by deed passed before Me Étienne Gérin, notary, copy of which has been registered at Knowlton, under number 61773, Vol. 79;

(e) A. L. Desève and described in the deed of A. L. Desève to H. Jasmin, passed before Me Arthur Écrement, on May 14, 1908, copy of which has been registered at Knowlton, under number 35426;

3° Du lot numéro milles trois cent soixante-seize, le morceau de terre vendu à Olivier Garceau le 19 novembre 1914, par acte passé devant Me H. Jasmin, notaire, dont copie a été enregistrée au Bureau d'Enregistrement de Brome sous le numéro 40746, vol. 65, avec le droit de puiser de l'eau et le droit d'accès à un ruisseau situé à deux cents pieds (200') au sud de ladite partie dudit lot mille trois cent soixante-seize, réservé plus haut.

4° Du lot numéro mille trois cent soixante-dis-sept le morceau de terre suivant lequel est expressément réservé par le vendeur qui demeurera le propriétaire pour une moitié indivisible ( $\frac{1}{2}$ ) d'icelui, à savoir:

De forme irrégulière, borné au nord-est par la route provinciale no 1, du côté sud par partie du lot 1377, appartenant à Louis E. Lapointe, du côté ouest par partie du lot 1377.

La ligne nord-est du morceau de terre présentement vendu est la ligne sud-est de la route provinciale no 1.

La ligne sud dudit morceau de terre réservé passe au travers deux (2) points situés dans la prolongation des murs est et ouest de la vieille maison. Ces points sont respectivement situés à trente-trois pieds et six dixièmes de pieds (33' $\frac{6}{10}$ ) et quarante-deux pieds (42') du mur sud de la vieille maison. La ligne ouest dudit morceau de terre réservé passe au travers deux (2) points situés dans la prolongation des murs nord et sud de la vieille maison. Ces points sont respectivement situés à quarante pieds et huit dixièmes de pies (40.8') et à vingt-quatre pieds et quatre dixièmes de pied (24.4') des murs ouest de ladite maison.

Ledit morceau de terre mesurant cent dix pieds et cinq dixièmes de pieds (110.5') du côté sud cent trente-six pieds (136') du côté ouest. Contenant en superficie huit mille deux cent seize pieds carrés, mesure anglaise, (8216') M.A.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Édouard, à Eastman, district de Bedford, comté de Brome, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JUN 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Lé Shérif,

Bureau du Shérif,  
Palais de Justice,  
Sweetsburg, P.Q., ce 17 mai 1965. 10919-21-2

PAUL ST. MARTIN.

3. From lot number one thousand three hundred and seventy-six, the piece of land sold to Olivier Garceau on November 19, 1914, by deed passed before Me H. Jasmin, notary, copy of which has been registered at the Brome Registry Office under number 40746, Vol. 65, with the right to take water and the right of access to a spring situated at two hundred feet (200') southerly of the said part of the said lot one thousand three hundred and seventy-six, hereinabove reserved.

4. From lot number one thousand three hundred and seventy-seven the following piece of land which is expressly reserved by the vendor who will remain the owner for one undivided half ( $\frac{1}{2}$ ) thereof, to wit:

Of irregular figure, bounded on the north-eastern side by the Provincial highway No. 1, on the southern side by part of lot 1377, belonging to Louis E. Lapointe, on the western side by part of lot 1377.

The northeastern line of the presently sold piece of land is the southeastern line of the provincial Highway No. 1.

The southern line of said reserved piece of land passes through two (2) points situated in the prolongation of the eastern and western walls of the old house, these points are respectively situated at thirty-three feet and six tenths of a foot (33' $\frac{6}{10}$ ) and forty-two feet (42') from the southern wall of the old house. The western line of the said reserved piece of land passes through two (2) points situated in the prolongation of the northern and southern walls of the old house. These points are respectively situated at forty feet and eight tenths of a foot (40.8') and at twenty-four feet and four tenths of a foot (24.4') from the western walls of said house.

Said piece of land measuring one hundred and ten feet and five tenths of a foot (110.5') on the southern side one hundred and thirty-six feet (136') on the western side. Containing in superficies eight thousand two hundred and sixteen square feet, English measure, (8216') E.M.

To be sold at the parochial church door of St-Édouard, at Eastman, district of Bedford, county of Brome, WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of JUNE, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST. MARTIN,

Sheriff's Office,  
Court House,  
Sweetsburg, P.Q., May 17, 1965. 10919-21-2-o

Sheriff.

Canada — Province de Québec  
District de Bedford

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT  
No 14,792. { AGRICOLE DU QUÉ-  
BEC, corps politique et incor-  
poré, ayant son siège social à Québec, P.Q., deman-  
deur, vs ROMUALD PAQUET, cultivateur  
de la paroisse de St-Armand Est, domicilié à  
Frelighsburg, route rurale No 1, comté de  
Missisquoi, district de Bedford, défendeur.

« Une terre de cent vingt-six acres en superficie, plus ou moins, désignée par la moitié ouest du lot numéro trois cent quarante ( $\frac{1}{2}$  O. 340) et par tout le lot numéro trois cent soixante-dix-neuf (379) du cadastre officiel de la paroisse de St-Armand Est, comté de Missisquoi; avec toutes les bâtisses érigées sur ladite terre; ladite moitié ouest dudit lot 340 est bornée à l'est et au nord par le terrain de William Tait ou représentants; à l'ouest par ledit lot 379; et au sud par le terrain de Mary E. Harvey ou représentants. »

Canada — Province of Quebec  
District of Bedford

Superior Court, { THE QUEBEC FARM  
No. 14,792. { CREDIT BUREAU,  
a body politic and corporate,  
having its head office in Québec, P.Q., plaintiff,  
vs ROMUALD PAQUET, farmer of the parish  
of St. Armand, East, domiciled at Frelighsburg,  
R.R. No. 1, county of Missisquoi, district of  
Bedford, defendant.

« A lot of land of one hundred and twenty-six acres in superficial area, more or less, designated by the half west of lot number three hundred and forty ( $\frac{1}{2}$  W. 340) and by the whole lot number three hundred and seventy-nine (379) of the official cadaster for the parish of St. Armand East, county of Missisquoi; with all buildings erected on the said lot of land; the said half west of said lot 340 is bounded on the east and on the north by William Tait's lot of land or by his representatives; on the west by the said lot 379; and on the south by Mary E. Harvey's lot of land or her representatives. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale St-François d'Assise, de Frelighsburg, district de Bedford, comté de Missisquoi, MARDI le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Palais de Justice,  
Sweetsburg, P.Q.,  
ce 14 mai 1965.

*Le Shérif,*  
PAUL ST. MARTIN.  
10920-21-2-0

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St. François d'Assise, de Frelighsburg, district of Bedford, county of Missisquoi, TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Court House,  
Sweetsburg, P.Q.,  
May 14, 1965.

PAUL ST. MARTIN,  
*Sheriff.*  
10920-21-2

### BEAUHARNOIS

Canada — Province de Québec  
District de Bonaventure  
Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT  
No 7554. { AGRICOLE DU QUÉ-  
BEC, demandeur, vs HEC-  
TOR & GEORGES ROY, défendeurs.

#### Description

« Le lot numéro cinq (5) du quatrième rang du Canton Restigouche, étant le numéro cinq de la subdivision primitive du quatrième rang, borné à l'est par la ligne du troisième rang; au sud par le lot numéro quatre; à l'ouest par la ligne du cinquième rang; et au nord par le lot numéro six; ayant treize chaînes de front sur quatre-vingt-cinq chaînes de profondeur, formant cent dix acres en superficie, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église de St André de Restigouche, comté et district de Bonaventure, le TRENTIÈME jour de JUIN, mil neuf cent soixante-cinq à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
New Carlisle, P.Q.

*Le Shérif,*  
F. J. LEGRESLEY.  
10879-21-2-0

### BEAUHARNOIS

Canada — Province of Quebec  
District of Bonaventure  
Superior Court, { THE QUEBEC FARM  
No. 7554. { CREDIT BUREAU.  
plaintiff, vs HECTOR &  
GEORGES ROY, defendant.

#### Description

"Lot number five (5) of the fourth range of the township of Restigouche, being number five of the primitive subdivision of the fourth range, bounded of the East by the line of the third range; on the South by lot number four; on the West by the line of the 5th (fifth) range; and on the North by lot number six; measuring thirteen chains frontage by eighty-five chains deepness, forming one hundred and ten acres in superficies, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St André de Restigouche, county and district of Bonaventure, on the THIRTIETH day of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-five, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
New Carlisle, P.Q.

F. J. LEGRESLEY,  
*Sheriff.*  
10879-21-2-0

### GASPÉ

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District de Gaspé  
Cour Supérieure, { EUCLIDE ROY, garagiste  
No 3965. { de Chandler, comté de  
Gaspé, P.Q., demandeur, vs  
SYLVIO LANTIN, de Newport, comté de Gaspé,  
P.Q., défendeur.

« Un certain morceau de terrain sis et situé dans la municipalité de Newport connu et désigné aux plans et livres de renvoi officiels comme étant le lot numéro 348 du premier rang du canton Newport, mesurant au nord 57 pieds, à l'est 930 pieds, au sud 63 pieds et à l'ouest 183 pieds, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Newport, comté et district de Gaspé, LUNDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Percé, le 14 mai 1965.

*Le Shérif,*  
PERCY BLARD.  
10887-21-2-0

### GASPÉ

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of Gaspé  
Superior Court, { EUCLIDE ROY, garage  
No. 3965. { keeper of Chandler,  
county of Gaspé, P.Q., plain-  
tiff, vs SYLVIO LANTIN, of Newport, county  
of Gaspé, P.Q., defendant.

"A certain piece of land lying and situated in the municipality of Newport known and designated on the official plans and book of reference as being lot number 348 of the first range of the township of Newport, measuring on the north 57 feet, on the east 930 feet, on the south 63 feet and on the west 183 feet, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Newport, county and district of Gaspé, MONDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Percé, May 14, 1965.

PERCY BLARD,  
*Sheriff.*  
10887-21-2

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec  
District de Québec

Cour Supérieure, No 126-786. { MUNICIPAL MORT-  
GAGE CORP. LTD.,  
corps politique et incorporé  
ayant son principal bureau d'affaire, à 1175 Jean  
Talon est, à Montréal, demandeur, vs LIONEL  
FOURNIER, Port-Cartier, comté de Saguenay,  
défendeur.

Un lot connu et désigné comme étant la subdivi-  
sion quatre-vingt-huit du bloc un (1-88) aux  
plan et livre du renvoi officiel du cadastre du  
canton de Babel le comté de Saguenay décrit  
comme suit:

Description

De forme rectangulaire faisant partie du bloc  
un, borné au nord-est par le bloc 1-89, au sud-  
est par une partie du bloc 1-92, au sud-ouest par  
le bloc 1-87 au nord-ouest par une partie du  
bloc 1-84 (rue) mesurant cinquante-neuf pieds  
par cent vingt-cinq pieds (59 x 125), le tout avec  
bâtisses dessus construites circonstances et dépen-  
dances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
du Sacré-Coeur, à Port-Cartier ouest le VINGT-  
HUITIÈME jour du mois de JUIN 1965, à DIX  
heure de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,  
GÉRARD ROY.

Bureau du Député-Shérif,  
Sept-Iles, le 14 Mai 1965. 10864-21-2-0

HAUTERIVE

Canada — Province of Quebec  
District of Quebec

Superior Court, No 126-786. { MUNICIPAL MORT-  
GAGE CORP. LTD.,  
a body politic and corporate,  
having its principal office of business at 1175  
Jean-Talon East, in Montreal, plaintiff, vs LIO-  
NEL FOURNIER, Port-Cartier, county of  
Saguenay, defendant.

A lot of land known and designated as being  
subdivision eighty-eight of block one (1-88) on  
official plan and book of reference of the cadaster  
for the township of Babel in the county of Sague-  
nay, described as follows:

Description

Of rectangular figure forming part of block one,  
bounded on the northeast by block 1-89, on the  
southeast by part of block 1-92, on the south-  
west by block 1-87 on the northwest by a part of  
block 1-84 (street) measuring fifty-nine feet by  
one hundred and twenty-five feet (59 x 125), the  
whole with buildings thereon erected, circum-  
stances and dependencies.

To be sold at parochial church door of Sacré-  
Coeur, at Port-Cartier west, on the TWENTY-  
EIGHTH day of the month of JUNE, 1965, at  
TEN o'clock in the forenoon.

GÉRARD ROY,  
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,  
Sept-Iles, May 14, 1965. 10864-21-2

HULL

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour de Magistrat, No 42811. { RAOUL CLÉMENT &  
JEAN PAUL ROBI-  
TAILLE, agents, de Mas-  
son, district de Hull, et y faisant affaires sous les  
nom et raison sociale de « Clément & Robitaille  
Fuel Oil, Eng. », demandeurs, vs THOMAS  
WILLIAMS, de Buckingham, district de Hull,  
défendeur.

« Le lot No 12A29 (rang III) dans la ville de  
Buckingham, de forme régulière, borné au nord  
par le chemin de la quatrième concession, à l'est  
par le lot No 12A30, au sud par le lot No 12A18, à  
l'ouest par le lot No 12A28; mesurant cent dix  
pieds (110') de front par cent cinquante-cinq  
pieds et six dixièmes (155.6') de profondeur; et  
une superficie de dix-sept mille soixante-et-un  
pieds carrés (17061') M.A. Avec circonstances  
et dépendances y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Gré-  
goire de Naziance, à Buckingham, le QUAT-  
RIÈME jour de JUIN 1965, à QUATRE heures  
de l'après-midi.

Le Shérif,  
R. ST-PIERRE.  
10555-18-2

Bureau du Shérif,  
ce 26 avril 1965.

Canada — Province de Québec  
District de Hull

Cour Supérieure, No 5394. { DAME ALICE BERNIER  
de St-Sixte, veuve de  
feu Cyrille Lepage, de son vi-  
vant, cultivateur des mêmes lieux, demanderesse,  
vs ALDÈGE BERNIER, FERNAND BER-

HULL

Canada — Province of Quebec  
District of Hull

Magistrate's Court, No. 42811. { RAOUL CLÉMENT &  
JEAN PAUL ROBI-  
TAILLE, agents, of Mas-  
son, district of Hull, and therein doing business  
under the style and name of "Clément & Robi-  
taille Fuel Oil Eng.," plaintiffs, vs THOMAS  
WILLIAMS, of Buckingham, district of Hull,  
defendant.

"Lot No. 12A29 (Range III) in the town of  
Buckingham, of regular form, bounded to the  
north by the fourth concession road, to the  
east by lot No. 12A30, to the south by lot No.  
12A18, to the west by lot No. 12A28; measuring  
one hundred and ten (110') feet frontage by one  
hundred and fifty-five feet and six tenths (155.6')  
in depth; an area of seventeen thousand sixty-one  
square feet. (17061') E.M. With circumstances  
and dependencies thereon erected."

To be sold at the church door of St. Grégoire  
de Naziance, at Buckingham, the FOURTH  
day of JUNE, 1965, at FOUR o'clock in the  
afternoon.

R. ST-PIERRE,  
Sheriff.  
April 26, 1965. 10555-18-2-0

Canada — Province of Quebec  
District of Hull

Superior Court, No. 5394. { DAME ALICE BERNIER,  
from St-Sixte, widow of  
the late Cyrille Lepage, of the  
same place, farmer in his lifetime, plaintiff, vs  
ALDÈGE BERNIER, FERNAND BERNIER,

NIER tous-deux de Thurso, district de Hull et JEANNINE BERNIER fille majeure usant de ses droits, défendeurs.

« Les lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre et cinq (4 et 5) au cadastre officiel du village de Thurso, tels lots mesurant 264 pieds de largeur totale sur une profondeur de deux cent trente-sept pieds, avec bâtisses y érigées ».

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église St-Jean l'Évangéliste, à Thurso, le QUATRIÈME jour de JUIN, 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,  
ce 26 avril, 1965.

R. ST-PIERRE.  
10563-18-2-0

both from Thurso, district of Hull and JEANNINE BERNIER, fille majeure, using of her rights, defendants.

"Lots of land known and designated under number four and five (4 and 5) on the official cadaster of the village of Thurso, such lots measuring 264 feet, in total width by two hundred and thirty-seven feet in depth, with buildings erected thereon".

To be sold "en bloc" at the church door of St-Jean l'Évangéliste, at Thurso, the FOURTH day of JUNE 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff's Office,  
April 26, 1965.

Sheriff.  
10563-18-2

## IBERVILLE

*Fieri Facias*

Canada — Province de Québec  
District d'Iberville

Cour Supérieure, { DAME ORPHA CARON  
No 14,157. { de la cité de Saint-Jean,  
district d'Iberville, épouse

contractuellement séparée de biens de Auguste Durussel, contraître des mêmes lieux, demandeurs et VICTOR POISSANT, de Napierville, district d'Iberville, défendeur et JOS. E. DUPONT, registrateur, mis-en-cause.

Les lots numéro quatre, dix et onze de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-dix du cadastre de la paroisse de Saint-Cyprien, (nos. 90-4, 90-10 et 90-11).

Les lots numéro dix, onze et douze de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-onze du cadastre officielle de la paroisse de St-Cyprien, (nos. 91-10, 91-11 et 91-12).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Cyprien de Napierville district d'Iberville, MARDI le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif,  
Saint-Jean, le 14 mai 1965.

R. PRUD'HOMME.  
10921-21-2-0

## IBERVILLE

*Fieri Facias*

Canada — Province of Quebec  
District of Iberville

Superior Court, { DAME ORPHA CARON,  
No. 14,157. { of the city of Saint-  
John, district of Iberville, wife

contractually separate as to property of Auguste Durussel, foreman of the same place, plaintiffs, and VICTOR POISSANT, of Napierville, district of Iberville, defendant, and JOS. E. DUPONT, registrar, mis-en-cause.

Lots numbers four, ten and eleven of the official subdivision of lot number ninety of the cadaster of the parish of Saint-Cyprien, (Nos. 90-4, 90-10, and 90-11).

Lots numbers ten, eleven and twelve of the official subdivision of lot number ninety-one of the official cadaster of the Parish of Saint-Cyprien, (Nos. 91-10, 91-11 and 91-12).

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Cyprien de Napierville, district of Iberville, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

R. PRUD'HOMME,

Sheriff's Office,  
Saint John, May 14, 1965.

Deputy-Sheriff.  
10921-21-2

## KAMOURASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province de Québec  
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { DR. OSCAR GARANT,  
No 132-764. { médecin, domicilié en  
la cité de Québec, demandeur

vs HENRI BEAULIEU, 15 de la Congrégation, Trois-Pistoles, P.Q.

« Un emplacement situé en la ville de Trois-Pistoles, contenant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord à la rue de la Congrégation, au sud à l'emplacement de Noël Théberge, à l'est à l'emplacement de Victor Beaulieu, et à l'ouest à l'emplacement de Pierre Roussel, représentant Chs-Eug. Dumont, lequel emplacement est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Trois-Pistoles comme faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt (Ptie-180), avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

## KAMOURASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province of Quebec  
District of Kamouraska

Superior Court, { DR. OSCAR GARANT,  
No. 132-764. { physician, living in the  
City of Quebec, plaintiff vs

HENRI BEAULIEU, 15 de la Congrégation, Trois-Pistoles, P.Q.

"An emplacement situated in the town of Trois-Pistoles, measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, English measure, bounded on the north by de la Congrégation St., on the south by the emplacement belonging to Noël Théberge, on the east by the emplacement of Victor Beaulieu, and on the west by the emplacement of Pierre Roussel, representing Chs-Eug. Dumont, which emplacement is now known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the parish of Trois-Pistoles, as forming part of lot number one hundred and eighty (P. 180), with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

Pour être vendu à la porte de l'église de Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, le TROISIÈME jour de JUN 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Rivière-du-Loup, ce 20 avril 1965. 10524-18-2-o  
[Première insertion: le 1er mai 1965]

To be sold at the church door of Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, on the THIRD day of JUNE, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *Maurice Morin, Sheriff.*  
Rivière-du-Loup, April 20, 1965 10524-18-2  
[First insertion: May 1, 1965]

MONTMAGNY

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Québec  
District of Montmagny

Cour de Magistrat, { *LUCIEN THÉRIAULT,*  
No 23-360. { *garagiste, Sainte-Perpétue, comté de L'Islet,*  
faisant affaire sous le nom de « L. Thériault Automobile Enr. », demandeur, *vs* LIONEL BERNIER, Sainte-Félicité, comté de L'Islet, défendeur.

« Un terrain connu et désigné comme étant le lot No 41 du rang VIII pour le cadastre officiel du canton Garneau, dans la municipalité de Sainte-Félicité, dans le comté de L'Islet ».

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Félicité, comté de L'Islet, JEUDI, le TROISIÈME jour de JUN mil neuf cent soixante-cinq, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
26 avril 1965. JEAN-PAUL TREMBLAY. 10556-18-2-o

MONTMAGNY

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Québec  
District of Montmagny

Magistrate's Court, { *LUCIEN THÉRIAULT,*  
No. 23,360. { *garage-keeper, Sainte-Perpétue, county of L'Islet,*  
carrying on business under the name of "L. Thériault Automobile Enr.", plaintiff, *vs* LIONEL BERNIER, Sainte-Félicité, county of L'Islet, defendant.

"A land known and designated as being lot No. 41 of range VIII on the official cadaster of the township of Garneau, in the municipality of Sainte-Félicité, in the county of L'Islet."

To be sold at the church door of Sainte-Félicité, county of L'Islet, THURSDAY, the THIRD day of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-five, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *Jean-Paul Tremblay, Sheriff.*  
April 26, 1965. 10556-18-2

MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Québec  
District of Montréal  
Cour Supérieure

Montréal, à savoir: { *NIAGARA MORTGAGE AND LOAN COMPANY LIMITED,*  
No 661430. { *demanderesse, vs ROGER A. L'ITALIEN, défendeur.*

« Un emplacement situé à St-Basile le Grand, composé de la façon suivante, savoir:

1° Un terrain connu et désigné comme étant les numéros quatre et cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix sept (397-4 et 5), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bruno;

2° Un terrain de forme triangulaire connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro six de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (No 397 ptie S.E. 6), aux susdits plan et livre de renvoi; mesurant ledit morceau de terre, soixant-trois pieds (63) de front sur le chemin public sur une profondeur de cent deux pieds (102) dans sa ligne sud-est, la ligne sud-ouest nord-ouest étant le côté nord-ouest de la décharge sur toute la profondeur dudit lot, et borné comme suit; en front par le Boulevard Taillon; d'un côté, vers le sud-est par le lot numéro 397-5 et du côté nord-ouest par le résidu dudit lot numéro 397-6.

3° Un lopin de terre sur la Concession des Vingt-Quatre, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-seize (ptie No 396), aux susdits plan et livre de renvoi officiels; mesurant ledit lopin de terre, soixante-

MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Québec  
District of Montreal  
Superior Court

Montreal, to wit: { *NIAGARA MORTGAGE AND LOAN COMPANY LIMITED,*  
No. 661430. { *plaintiff, vs ROGER A. L'ITALIEN, defendant.*

"An emplacement situated at St-Basile le Grand, composed in the following manner, to wit:

1. A land known and designated as being number four and five of the official subdivision of the original lot number three hundred and ninety-seven (397-4 and 5), on the official plan and book of reference of the parish of St-Bruno;

2. A land of triangular shape, known and designated as being the south-east part of lot number six of the official subdivision of the original lot number three hundred and ninety-seven (No. 397, P. S.E. 6), to the aforesaid plan and book of reference; said piece of land measuring sixty-three feet in front on the public road (63), and in its south-east line, by a depth of one hundred and two feet (102), the line south-west north-west being the north-west side of the discharge, by the entire depth of the said lot, and bounded as follows: in front, by the Boulevard Taillon; from one side, towards south-east by lot number 397-5 and from the north-west side, by the residue of the said lot number 397-6.

3. A piece of land on the "Concession des Vingt-Quatre", known and designated as being part of lot number three hundred and ninety-six (P. No. 396), to the aforesaid official plan and book of reference; the said piece of land measuring seven-

seize pieds de largeur, dans sa ligne sud-est sur une profondeur de cent trente pieds dans sa ligne nord-est, et quatre-vingt-douze pieds dans sa ligne sud-ouest et borné comme suit: vers le nord-est par les lots numéros 397-4 et 5, vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot numéro 396, vers le nord-ouest par la décharge du Pont de Pruche et vers le sud-est par une autre partie dudit lot numéro 396.

Avec toutes constructions y érigées et notamment une maison portant présentement le numéro 6 du Boulevard Taillon à St-Basile le Grand, comté de Chambly, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Basile le Grand, comté de Chambly, le QUATRIÈME jour du mois de JUIN 1965, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ULRIC G.-LAURENCELLE, C.R.  
Montréal, le 27 avril 1965. 10573-18-2-0

ty-six feet in width, in its south-east line, by one hundred and thirty feet in depth, in its north-east line, and ninety-two feet in its south-west line, and bounded as follows: towards north-east by lots number 397-4 and 5, towards south-west, by another part of the said lot number 396, towards north-west by the discharge of Pont de Pruche and towards south-east by another part of the said lot number 396.

With all the buildings erected thereon and more particularly a house, presently bearing number 6 of the Boulevard Taillon, at St-Basile le Grand, county of Chambly, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Basile le Grand, county of Chambly, the FOURTH day of JUNE, 1965, at ELEVEN o'clock in the morning.

ULRIC G.-LAURENCELLE, Q.C.,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, April 27, 1965. 10573-18-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { CHAIT, ARONOVITCH  
No 673,379. et al., demandeurs, vs  
LOUIS KWECHANSKY  
and KAYLE REALTIES INC., défendeurs.

1° « Les lots de terre situés sur l'avenue Esplanade, dans le quartier Laurier, de la ville de Montréal, lesquels sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte St-Louis, ce qui suit: —

a) Les lots de subdivision numéros sept cent cinquante-cinq, sept cent cinquante-six, sept cent cinquante-sept, sept cent cinquante-huit, sept cent cinquante-neuf et sept cent soixante du lot originaire numéro onze (Nos 11-755, 756, 757, 758, 759 et 760); et

b) La demie sud-est du lot de subdivision numéro sept cent soixante et un dudit lot originaire numéro onze (S.E. ptie No 11-761) laquelle contient vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, conformément aux plan et livre de renvoi officiels, mais conformément à un relevé exécuté par C.C. Lindsay, A.G.Q., le dix-neuvième jour de décembre dix-neuf cent soixante, il mesure vingt-six pieds et quatre-vingt-deux centièmes d'un pied (26.82') de front; vingt-six pieds et soixante-treize centièmes d'un pied (26.73') à l'arrière sur une profondeur de quatre-vingt-huit pieds et quatre-vingt-treize centièmes d'un pied (88.93') sur son côté sud-est; et soixante et onze pieds et soixante-dix-neuf centièmes d'un pied (71.79') le long de cette partie de sa limite nord-ouest qui commence à l'avenue Esplanade à un point où elle fait un coude au nord de trente-sept centièmes d'un pied (0.37') et de là, elle mesure dix-sept pieds et treize centièmes d'un pied (17.13') au long du reste de sa limite nord-ouest, et elle est bornée en front par ladite avenue, à l'arrière par une ruelle en commun, du côté nord-ouest par le résidu dudit lot de subdivision numéro sept cent soixante et un et du côté sud-est par ledit lot de subdivision numéro sept cent soixante.

Avec le droit d'utiliser la ruelle en arrière desdits lots, en tous temps en commun avec les autres; et avec la bâtisse, propriété de l'École Fairmount, dessus érigée et portant le numéro civique 5217, de ladite avenue Esplanade. »

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { CHAIT, ARONOVITCH  
No. 673,379. et al., plaintiff, vs  
LOUIS KWECHANSKY  
and KAYLE REALTIES INC., defendants.

1. "The lots of land situate on Esplanade Avenue, in the Laurier Ward of the City of Montreal, which are known and designated on the official plan and in the book of reference of the Incorporated Village of Cote St. Louis, as follows: —

(a) Subdivision lots numbers seven hundred and fifty-five, seven hundred and fifty-six, seven hundred and fifty-seven, seven hundred and fifty-eight, seven hundred and fifty-nine and seven hundred and sixty of the original lot number eleven (Nos. 11-755, 756, 757, 758, 759 and 760); and

(b) The south easterly half of subdivision lot number seven hundred and sixty-one of the said original lot number eleven (S.E. Pt. No. 11-761) which contains twenty-five feet in width by eighty-eight feet in depth, English measure and more or less, according to the official plan and book of reference, but according to a survey made by C.C. Lindsay, Q.L.S., on the nineteenth of December, nineteen hundred and sixty, it measures twenty-six feet and eighty-two hundredths of a foot (26.82') in front; twenty-six feet and seventy-three hundredths of a foot (26.73') in rear by a depth of eighty-eight feet and ninety-three hundredths of a foot (88.93') on its southeasterly side; and seventy-one feet and seventy-nine hundredths of a foot (71.79') along that part of its northwesterly boundary starting from de l'Esplanade Avenue to a point where it makes a jog to the north of thirty-seven hundredths of a foot (0.37') and thence it measures seventeen feet and thirteen hundredths of a foot (17.13') along the remainder of its northwesterly boundary, and is bounded in front by the said Avenue, in rear by a common lane, on the northwesterly side by the remainder of said subdivision lot number seven hundred and sixty-one and on the southeasterly side by the said subdivision lot number seven hundred and sixty.

With the right of using the lane in rear of said lots at all times in common with others; and with Fairmount School property building thereon erected bearing civic number 5217 in said Esplanade Avenue."

2° « Un emplacement ayant front sur le chemin Circle, en la ville de Montréal, et composé de:

a) Le lot de subdivision numéro 150-245-1 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte-des-Neiges, mesurant cinquante pieds sur sa ligne nord-ouest, quatre-vingt-treize pieds sur sa ligne nord-est, conformément au mesurage actuel, mais quatre-vingt-quatorze pieds conformément au livre de référence officiel, cinquante pieds et un dixième de pied sur sa ligne sud-est, quatre-vingt-onze pieds sur sa ligne sud-ouest;

b) Le lot de subdivision numéro 150-246-1 auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant cinquante pieds sur sa ligne nord-ouest, quatre-vingt-onze pieds sur sa ligne nord-est, cinquante pieds et un dixième sur sa ligne sud-est et quatre-vingt-six pieds sur sa ligne sud-ouest conformément au mesurage actuel sur le terrain, mais enregistré comme étant de quatre-vingt-huit pieds au livre de renvoi officiel.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 4790, chemin Circle. »

Pour être vendus à mon bureau, en la ville de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JUIN, 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du Shérif,

Montréal, 18 mai 1965.

10922-21-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **R**OCWALL OF QUEBEC LTD., demanderesse, *vs* VOGUE CONSTRUCTION LTD., défenderesse, et ROLAND DAIGNEAULT *et al.*, mis-en-cause.

« Ces certains emplacements en la cité de Jacques-Cartier, province de Québec, connus et décrits comme les lots numéros soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize et quatre-vingt-seize du lot originaire cent dix-sept (117-63, 64, 65, 88, 89, 90, 91, 92, 93 et 96) tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec les bâtisses dessus érigées en cours de construction. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.

Montréal, 18 mai 1965.

10923-21-2

QUÉBEC

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { **P**AUL DION, avocat, domicilié et résidant à 870 Ave Duchesneau, des cité et district de Québec, *contre* LUCIEN CAREAU, résidant à 128 de l'Aviation, des cité et district de Québec.

« Un morceau de terre faisant partie des lots (200, 201 et 202) deux cent, deux cent un et deux cent deux, du cadastre officiel de Laval, comté Montmorency, mesurant cent trente pieds en front sur le chemin public, sur une profondeur de deux cent vingt-deux pieds environ,

2. "An emplacement fronting on Circle Road, in the City of Montreal, composed of:

(a) Subdivision lot number 150-245-1 of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Cote des Neiges, measuring fifty feet in its northwest line, ninety-three feet in its northeast line according to actual measurements, but ninety-four feet according to the official book of reference, fifty and one-tenth feet in its southeast line, ninety-one feet in its southwest line;

(b) Subdivision lot number 150-246-1 of the said official plan and book of reference, measuring fifty feet in its northwest line, ninety-one feet in its northeast line, fifty and one-tenth feet in its southeast line and eighty-six feet in its southwest line according to actual measurement on the ground, but listed as eighty-eight feet in the official book of reference.

With the building thereon erected bearing civic number 4790 Circle Road. »

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of the month of JUNE 1965, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

*Sheriff.*

Sheriff's Office,

Montreal, May 18, 1965.

10922-21-2-o

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court — District of Montréal

Montréal, to wit: { **R**OCWALL OF QUEBEC LTD., *vs* plaintiff, *vs* VOGUE CONSTRUCTIONS LTD., defendant, and ROLAND DAIGNEAULT *et al.*, Mis-en-cause.

« Those certain emplacements in the City of Jacques Cartier, Province of Quebec, known and described as lots numbers sixty-three, sixty-four, sixty-five, eighty-eight, eighty-nine, ninety, ninety-one, ninety-two, ninety-three and ninety-six of original lot number one hundred and seventeen (117-63, 64, 65, 88, 89, 90, 91, 92, 93 and 96) all on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil.

With the buildings thereon erected in the course of Construction. »

To be sold at the Registry Office of the County of Chambly, in Longueuil, on the TWENTY-FIFTH day of the Month of JUNE 1965, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.

Sheriff's Office,

Montreal, May 18, 1965.

10923-21-2-o

QUÉBEC

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: { **P**AUL DION, lawyer, domiciled and residing at 870 Ave Duchesneau, city and district of Québec, *versus* LUCIEN CAREAU, residing at 128 de l'Aviation, city and district of Québec.

« A piece of land being part of lots two hundred, two hundred and one and two hundred and two (200, 201 and 202), on the official cadaster of Laval, county of Montmorency, measuring one hundred and thirty feet in front, on the public road, by a depth of about two hundred and

où la largeur est de deux cent dix pieds (130' x 222' x 210') mesure anglaise, borné en front à l'ouest par le chemin public, au nord au terrain de Jos. Tremblay, à l'est à un ruisseau, à la propriété de W. Langevin, et au sud au terrain de M. Art. Carreau, avec bâtisse dessus érigée. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Brigitte de Laval, comté Montmorency, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.  
 Québec, le 26 avril 1965. 10569-18-2-o  
 [Première insertion: 1er mai 1965]  
 [Deuxième insertion: 22 mai 1965]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: **R**ÉNÉ LETARTE, avo-  
 Cour Supérieure, cat, domicilié à 2964,  
 N° 110,535. rue Valmont, Ste-Foy,  
 district de Québec, P.Q., con-  
 tre **RAYMOND ASSELIN & ADRIEN AS-**  
**SELIN**, tous deux domiciliés à St-Tite des Caps,  
 district de Québec, conjointement et solaisaire-  
 ment et maintenant domiciliés au numéro 1375,  
 avenue Maufils, Québec, P.Q.

« Un emplacement au village de St-Tite-des-Caps, formant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (P. 282) du cadastre officiel de la paroisse de St-Tite-des-Caps, borné au nord au chemin privé de N. Blouin, au sud au chemin public, à l'est à Dame Veuve C. Labranche et à l'ouest à Émile Roberge, avec maison y érigée et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Tite-des-Caps, comté de Montmorency, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.  
 Québec, le 26 avril 1965. 10570-18-2-o  
 [Première insertion: 1er mai 1965]  
 [Deuxième insertion: 22 mai 1965]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: **L**A BANQUE PROVIN-  
 Cour Supérieure, CIALE DU CANADA,  
 No 138-702. corps politique et incorporé,  
 ayant son siège social et sa  
 principale place d'affaires dans les cité et district  
 de Montréal, contre **WILLIAM MOLLER-**  
**FORS**, des cité et district de Montréal.

1° Les lots numéros neuf, dix et onze (9, 10 et 11) pour le rang I nord-est, canton Montauban, connus aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du comté de Portneuf.

2° Les lots numéros neuf, douze et quatorze (9, 12 et 14) pour le rang II nord-est, canton Montauban, connus aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du comté de Portneuf.

3° Les lots numéros douze et treize (12 et 13) pour le rang III nord-est, canton Montauban, connus aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du comté de Portneuf.

4° Le lot étant la moitié (½) nord du lot numéro huit (8) rang III nord-est, canton Montauban, connus aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du comté de Portneuf.

twenty-two feet and by width of two hundred and ten feet (130' x 222' x 210'), english measures, bounded in front on the west by the public road, on the north, to the land belonging to Jos. Tremblay, on the east by a stream and the land belonging to W. Langevin, and on the south, by the land belonging to M. Art. Carreau, with building erected thereon.

To be sold at the parochial church door of Ste-Brigitte-de-Laval, county of Montmorency, the FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the morning.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Québec, April 26, 1965. 10569-18-2  
 [First insertion: May 1, 1965]  
 [Second insertion: May 22, 1965]

*Fieri Facias*

Québec to wit: **R**ÉNÉ LETARTE, law-  
 Superior Court, yer, domiciled at 2964,  
 No. 110,535 Valmont Street, Ste-Foy,  
 district of Québec, P.Q.  
 plaintiff vs **RAYMOND ASSELIN & ADRIEN**  
**ASSELIN**, both domiciled at St-Tite-des-Caps,  
 district of Québec jointly and severally, and now  
 domiciled at number 1375, Maufils Avenue,  
 Québec, P.Q.

« An emplacement at the village of St-Tite-des-Caps, forming part of lot number two hundred and eighty-two (P. 282) on the official cadaster of the parish of St-Tite-des-Caps, bounded north by the private road of N. Blouin, on the south, by the public road, on the east, by the land belonging to Dame Veuve C. Labranche and on the West, by the land belonging to Émile Roberge, with house erected thereon and dependencies. »

To be sold at the parochial church door of St-Tite-des-Caps, county of Montmorency, the FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the morning.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Québec, April 26, 1965. 10570-18-2  
 [First insertion: May 1, 1965]  
 [Second insertion: May 22, 1965]

*Fieri Facias*

Québec, to wit: **T**HE PROVINCIAL  
 Superior Court, BANK OF CANADA,  
 No. 138-702. body politic and corporate,  
 having its head office and  
 principal place of business in the city and district  
 of Montreal, vs **WILLIAM MOLLERFORS**, of  
 the city and district of Montreal.

1. Lots numbers nine, ten and eleven (9, 10 and 11) for range I northeast, township of Montauban, known on the plan and book of reference of the official cadaster of the county of Portneuf.

2. Lots numbers nine, twelve and fourteen (9, 12 and 14) for range II northeast, township of Montauban, known on the plan and book of reference of the official cadaster of the county of Portneuf.

3. Lots numbers twelve and thirteen (12 and 13) for range III northeast, township of Montauban, known on the plan and book of reference of the official cadaster of the county of Portneuf.

4. The lot being the northern half (½) of lot number eight (8) range III northeast, township of Montauban, known on the plan and book of reference of the official cadaster of the county of Portneuf.

Le tout avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.  
Québec, le 14 mai 1965.

10824-21-2-o

[Première insertion: 22 mai 1965.]

[Deuxième insertion: 12 juin 1965.]

**RICHELIEU**

*Fieri Facias de Terris*

District de Richelieu

Cour Supérieure, { JOSEPH AUCOIN, ren-  
N° 17,629. } tier demeurant à Tracy,  
au numéro 301 de la Route  
Marie-Victorin, dans le district de Richelieu,  
demandeur vs GUILBERT DONTIGNY, profes-  
seur, autrefois domicilié à Sorel, district de  
Richelieu, actuellement, résidant à St-Constant,  
dans le district de Montréal, défendeur.

« Un terrain situé en la Cité de Sorel, connu et désigné au cadastre officiel de la Ville de Sorel comme étant le lot numéro cent neuf de la subdivision officielle du lot numéro seize cent (numéro 1600-109) tel que le tout se trouve présentement, avec la maison y érigée portant le numéro 59 du boulevard Cardin de la cité de Sorel, circonstances, dépendances et toutes servitudes. »

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice, à Sorel, comté de Richelieu, district de Richelieu, le CINQUIÈME jour de JUIN 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADÉLARD GOULET.  
Sorel le 27 avril 1965. 10564-18-2-o

**ROBERVAL**

*Fieri Facias*

Canada — Province de Québec

District de Roberval

Cour Supérieure, { THE ROYAL TRUST  
No 31,132. } COMPANY, corpo-  
ration légale, ayant son siège  
social à Montréal, et un bureau d'affaires en les  
cité et district de Québec, demanderesse, vs  
GUY GAGNON, résidant à Dolbeau, district  
de Roberval, défendeur, et LE REGISTRA-  
TEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTRE-  
MENT DE LAC-ST-JEAN-OUEST, à Roberval,  
mis-en-cause.

*Avis de vente*

« Un emplacement, situé en la ville de Dolbeau, mesurant cent pieds de largeur, sur cent pieds de profondeur, connu et désigné comme étant la subdivision sept cent soixante et onze du lot originaire quarante-quatre (44-771) des plan et livre de renvoi officiel du dix-septième (17) rang du cadastre du canton Parent, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Thérèse d'Avila, ville de Dolbeau, dans le comté Roberval, le TROISIÈME jour de JUIN, 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LÉON-AURICE LAVOIE.

The whole with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, on the TWENTY-FIFTH day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's office, Sheriff.  
Québec, May 14 1965.

10824-21-2

[First insertion: May 22, 1965.]

[Second insertion: June 12, 1965.]

**RICHELIEU**

*Fieri Facias de Terris*

District of Richelieu

Superior Court, { JOSEPH AUCOIN, annui-  
No. 17,629. } tant domiciled at Tracy,  
at number 301 of the Marie-  
Victorin Route, in the district of Richelieu,  
plaintiff, vs GUILBERT DONTIGNY, profes-  
sor, heretofore domiciled at Sorel, district of  
Richelieu, presently residing at St-Constant, in  
the district of Montreal, defendant.

« A terrain situated in the City of Sorel, known and designated on the official cadaster of the City of Sorel as being lot number one hundred and nine of the official subdivision of lot number sixteen hundred (number 1600-109) such as the whole exists presently, with the house thereon erected bearing number 59 of Cardin Boulevard of the City of Sorel, circumstances, dependencies and all servitudes. »

To be sold at my office at the Court House, at Sorel, county of Richelieu, district of Richelieu, on FIFTH day of JUNE 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,

Sheriff's office, Sheriff.  
Sorel, April 27, 1965. 10564-18-2

**ROBERVAL**

*Fieri Facias*

Canada — Province of Quebec

District of Roberval

Superior Court, { THE ROYAL TRUST  
No. 31,132. } COMPANY, legal bo-  
dy, having its head office in  
Montreal and business office in the city and  
district of Quebec, plaintiff, vs GUY GAGNON,  
residing at Dolbeau, district of Roberval, defend-  
ant, and THE REGISTRAR OF THE REGIS-  
TRATION DIVISION OF LAKE-ST-JOHN-  
WEST, at Roberval, mis-en-cause.

*Notice of sale*

« An emplacement, situated in the town of Dolbeau, measuring one hundred feet in width, by one hundred feet in depth, known and designated as being the subdivision seven hundred and seventy-one of the original lot number forty-four (44-771) on the official plan and book of reference of the range seventeen (17) of the cadaster of the township of Parent, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies. »

To be sold, at the church door of the parish of Ste-Thérèse d'Avila, town of Dolbeau, in the county of Roberval, the THIRD day of JUNE, 1965, at ELEVEN o'clock in the morning

LÉON-AURICE LAVOIE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Court House

## SAINT — FRANÇOIS

## SAINT — FRANCIS

*Fieri Facias de Terris*  
District de St-François  
(Sherbrooke)

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT  
No 29,606. { AGRICOLE DU QUÉ-  
BEC, corps politique et incor-

poré, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* ANATOLE LAVERTU, autrefois cultivateur de St-Julien de Wolfestown, maintenant domicilié à Victoriaville, rang St-Joseph, R.R. 1, défendeur.

« Une terre située à St-Julien de Wolfestown (Wolfe) composée :

1° Du lot connu sous le numéro sept C (7-c) du rang quatre, du cadastre officiel du canton de Wolfestown, contenant trente-trois acres et soixante-six centièmes en superficie.

2° Du lot numéro sept D (7-d) des susdits rang et cadastre, contenant quatre-vingt-dix-sept acres en superficie, plus ou moins.

3° D'une partie du lot connu sous le numéro sept E (P. 7-e) des susdits rang et cadastre, contenant vingt-et-une acres en superficie, plus ou moins, bornée du côté nord-ouest par le numéro sept D, au bout nord-est par le chemin public, du Côté sud-est par partie dudit numéro sept E et au bout sud-ouest par le cordon du rang cinq.

Avec toutes les bâtisses construites sur les susdits terrains, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc », à la porte de l'église paroissiale de St-Julien de Wolfestown, comté de Wolfe, MARDI, le PREMIER JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif, DONAT JACQUES,  
Sherbrooke, ce 26 avril 1965. 10544-18-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District de St-François

En La Cour de l'Échiquier du Canada

Sherbrooke, { DANS L'AFFAIRE DE LA  
No IT-2286-63. { LOI DE L'IMPÔT SUR  
LE REVENU ET MODIFI-  
CATIONS, et DANS L'AFFAIRE DE EUGÈNE  
BÉRUBÉ, du village de Disraéli, du comté de  
Wolfe, province de Québec.

1° Une terre sise à Disraéli et composée :  
a) D'une partie du lot numéro Douze A (ptie 12-A) du douzième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Stratford, bornée au Sud-Est par le onzième rang, au Nord-Ouest à une distance de deux arpents et demi (2½) au Nord-Ouest du chemin de Lambton, de l'autre côté par le numéro Douze-B (12-b), au Sud-Est par le numéro onze (11); b) D'une partie du lot numéro onze (ptie 11), du douzième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Stratford, mesurant un acre et demi de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin de Lambton à aller au onzième rang, bornée au Nord-Ouest par le chemin de Lambton, au Nord-Est par le terrain en premier lieu décrit, au Sud-Est par le onzième rang et du côté Sud-Ouest par le reste dudit numéro onze (11). Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un certain morceau de terrain de forme irrégulière faisant partie du lot numéro Onze (11) dans le douzième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du Canton de Stratford, et mesurant en mesures anglaises soixante (60)

*Fieri Facias de Terris*  
District of St-Francis  
(Sherbrooke)

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT  
No. 29,606. { BUREAU, body politic  
and corporate, having its head

office at Quebec, plaintiff, *vs* ANATOLE LAVERTU, heretofore farmer of St-Julien de Wolfestown, now domiciled at Victoriaville, range St-Joseph, R.R.1, defendant.

« A piece of land situated at St-Julien de Wolfestown (Wolfe) composed :

1. Of lot known under number seven C (7-c) of range four, of the official cadaster of the township of Wolfestown, containing thirty-three acres and sixty-six hundredths in area.

2. Of lot number seven D (7-c) of the aforesaid range and cadaster, containing ninety-seven acres in area, more or less.

3. Of one part of lot known under number seven E (P. 7-e) of the aforesaid range and cadaster, containing twenty-one acres in area, more or less, bounded on the northwest side by number seven D, on the northeast end by the public road, on the southeast side by part of the said number seven E and on the southwest end by the line of range five.

With all the buildings erected on the aforesaid terrains, circumstances and dependencies. »

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Julien de Wolfestown, county of Wolfe, TUESDAY, the FIRST of JUNE, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's office, Sheriff,  
Sherbrooke, April 26, 1965. 10544-18-2 u

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of St. Francis  
Exchequer Court of Canada

Sherbrooke, { IN THE MATTER OF  
No. IT-2286-63. { THE INCOME TAX  
ACT AND AMEND-  
MENTS, and IN THE MATTER OF EUGÈNE  
BÉRUBÉ, of the Village of Disraéli, in the county  
of Wolfe, province of Québec.

1. A farm lying in Disraéli, and composed :  
(a) Of a part of lot number twelve A (P. 12-A) on the twelfth range, in the official plan and book of reference of the township of Stratford, bounded on the southeast by the eleventh range, on the northwest by a distance of two and one-half arpents (2½) to the northwest of Lambton Road, on the other side by number twelve-B (12-b), on the southeast by number eleven (11); (b) of a part of lot number eleven (P. 11) on the twelfth range, in the official plan and book of reference of the township of Stratford, measuring one and one-half acre in width by the depth between the Lambton Road and the eleventh range, bounded on the northwest by Lambton Road, on the northeast by the lot of land described above, on the southeast by the eleventh range and on the southwest side by the remainder of said lot number eleven (11). With all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. A certain piece of land, irregular in shape, forming part of lot number eleven (11) on the twelfth range, in the official plan and book of reference of the township of Stratford, measuring, in English measure, sixty (60) feet in width in

pieds de largeur en front dans sa ligne Nord-Ouest, cent (100) pieds de largeur en arriere dans sa ligne Sud-Est, deux cent cinquante (250) pieds de profondeur d'un cote dans sa ligne Nord-Est et sans mesure precise dans sa ligne Sud-Ouest, la ligne Sud-Est dudit morceau de terrain etant perpendiculaire a sa ligne Nord-Est (angle de 90°) et borné comme suit, savoir: en front vers le Nord-Ouest par le chemin conduisant à Lambton, en arriere vers le Sud-Est et d'un cote vers le Sud-Ouest par le terrain vendu par Eugène Bérubé à Rodrigue Bérubé aux termes d'un acte de vente enregistré par dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Wolfe à Ham Sud, le six mars mil neuf cent soixante-trois sous le No 70248, et de l'autre cote vers le Nord-Est par une autre partie dudit lot numéro onze (11) restant la propriété d'Eugène Bérubé. Avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Ste-Luce de Disraéli, comté de Wolfe, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

DONAT JACQUES.

Bureau du Sherif,  
Palais de Justice,

Sherbrooke, ce 12 mai 1965. 10882-21-2-o  
[Première insertion, le 22 mai 1965.]

front on its northwest line, one hundred feet (100) in width in the rear on its southeast line, two hundred and fifty feet (250) in depth on one side on its northeast line, and no exact measure on its southwest line, the southeast line of the said piece of land being perpendicular to its northeast line (90° angle), and bounded as follows, to wit: in front, on the northwest, by the road going to Lambton, in the rear, on the southeast and on one side, on the southwest, by the lot of land sold by Eugène Bérubé to Rodrigue Bérubé in the terms of a deed of sale registered by filing in the office of the registry division of Wolfe in Ham South, on the sixth day of March, one thousand nine hundred and sixty-three under No. 70248, and on the other side, on the northeast, by another part of said lot number eleven (11) remaining the property of Eugène Bérubé. With the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.»

To be sold "en bloc" by the parochial church door of Ste-Luce de Disraéli, county of Wolfe, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff.

Sheriff's Office,  
Court House,

Sherbrooke, May 12, 1965. 10882-21-2-o  
[First insertion: May 22, 1965.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { DAME GILBERTE  
No 55467. } BOURGET, marchand

de publique de Grenville, épouse séparée de biens de Louis Picard, gentilhomme des mêmes lieux, laquelle Dame Bourget, fait affaires sous les nom et raison sociale de Marché Grenville Enrg., demanderesse, vs ISIDORE LAVICTOIRE, gentilhomme de Grenville, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur.

« Un certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Grenville comme étant une partie du lot 99 et plus particulièrement décrit comme suit:

Partant d'un point marqué « A » situé à cent treize pieds (113') de l'intersection des rues North et King, d'après un plan annexé à l'original des présentes et reconnu véritable par les parties sous le contre seing du notaire soussigné; delà dans une direction sud sur une distance de trois cent cinquante-huit pieds (358') jusqu'à un point marqué « B » audit plan; delà dans une direction ouest une distance de cent quatre-vingt-seize (196') jusqu'à un point marqué « C » delà dans une direction nord une distance de deux cent trente pieds (230') jusqu'à un point marqué « D » delà dans une direction est une distance de soixante-six pieds (66') jusqu'à un point marqué « E »; delà dans une direction est une distance de cinquante-quatre pieds (54') jusqu'au point de départ; borné au nord partie par la propriété appartenant à Jean Côté, partie par la propriété du vendeur et partie par la rue North, au sud par le lot quatre-vingt-dix-huit, à l'ouest partie par le lot cent, et partie par partie du lot appartenant au vendeur, à l'est partie du même lot appartenant à différents propriétaires, le

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec  
District of Terrebonne

Superior Court, { DAME GILBERTE  
No. 55467. } BOURGET, public

merchant, from Grenville, wife separate as to property of Louis Picard, gentleman of the same place, the same Dame Bourget, carrying on business under the name and style of Marché Grenville Enrg., plaintiff, vs ISIDORE LAVICTOIRE, gentleman, from Grenville, district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The immoveable thereafter designated and in the possession of the defendant.

« A certain emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the village of Grenville, as being part of lot 99 and more particularly described as follows:

Starting from a point marked "A" situated to one hundred and thirteen feet (113') of the intersection of North and King Streets, by a plan annexed to the original of these presents known as being true by the parts, by the counter-signature of the undersigned notary; thence in a southern direction by a distance of three hundred and fifty-eight feet (358') up to a point marked "B" to the said plan; thence, in a western direction by a distance of one hundred and ninety-six feet (196') up to a point marked "C"; thence in a northern direction by a distance of two hundred and thirty feet (230') up to a point marked "D"; thence in an eastern direction by a distance of sixty-six feet (66') up to a point marked "E"; thence in an eastern direction by a distance of fifty-four feet (54') up to the starting point; bounded on the north part, by the property belonging to Jean Côté, part by the property of the vendor and part by North Street, on the south, by lot ninety-eight, on the west part, by the lot one hundred and part by part of lot belonging to the vendor, on the east part of the same lot

long de la rue King. Tel que le tout se trouve et dont l'acquéreur se déclare satisfait comprenant toutes les servitudes y attachées.

Avec bâtisses dessus érigées.

Moins une partie dudit lot mesurant 65 x 150 pieds, vendu à Rolland Laviolette par acte devant R. Valois, le 26 mars 1962 et enregistré le 28 mars 1962 sous le no 97799.»

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Grenville, comté d'Argenteuil, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1965 à DEUX heures de l'après-midi. (22/6/65 à 2 h. p.m.)

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT,  
Saint-Jérôme, le 12 mai 1965. 10880-21-2-o

belonging to different owners, along King Street. The whole as it is presently to be found and that the purchaser declares himself satisfied, including all servitudes attached thereon. With buildings erected thereon.

Less, part of the said lot measuring 65 x 150 feet, sold to Rolland Laviolette, by a deed of sale passed before R. Valois, March 26, 1962 and registered March 28, 1962 under number 97799”.

To be sold at the catholic parochial church door of Grenville, county of Argenteuil, TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1965, at TWO o'clock in the afternoon. (22/6/65 at 2 p.m.)

Conditions: Cash.

Sheriff's Office, VILLENEUVE HUOT,  
Saint-Jérôme, May 12, 1965. 10880-21-2

## Ventes pour taxes

### Cité de Noranda

Avis public est par les présentes donné que, conformément à une résolution du conseil en date du 10 mai 1965, le soussigné, secrétaire-trésorier de la cité de Noranda, vendra à l'enchère publique LUNDI, le QUATORZIÈME jour de JUIN, 1965 à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle du conseil, Hôtel de Ville, P.Q. de la manière prescrite par la loi, les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et des intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

## Sales for Taxes

### City of Noranda

Public notice is hereby given that, pursuant to a resolution of the council adopted on May 10, 1965, the undersigned, secretary-treasurer of the city of Noranda, will sell by public auction on MONDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, 1965 at TEN o'clock in the forenoon, in the council chamber, City Hall, Noranda, P.Q. in the manner prescribed by-law, the immovables hereinafter described, for the non-payment of the municipal and school taxes and the interests, plus the costs which shall be incurred, unless the said taxes, interests and costs by paid prior to the sale:

Nom des Propriétaires Name of Owners	Désignation au cadastre officiel Designation of the official cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scolaires School taxes	Total
Korman, Joseph, succ.-est.	Lot: 167	\$ 255.60	\$ 443.02	\$ 698.62
Korman, Joseph, succ.-est.	Lot: 168	211.82	367.31	579.13
Korman, Joseph, succ.-est.	Lot: 169	243.90	423.18	667.08
Korman, Harry	Lot: 275	118.03	204.71	322.74
Valant, Stan.	Lot: 295	203.04	358.84	561.88
Korman, Joseph, succ.-est.	Lot: 309	597.88	1,037.07	1,634.95
Korman, Joseph, succ.-est.	Lot: 322	218.89	379.75	598.64
Sauvé, Joseph	Lot: 350	654.56	1,156.27	1,810.83
Sauvé, Joseph	Lot: 351	842.18	1,484.17	2,326.35
Boutour, Marcel	Lot: 677	365.70	417.72	783.42
Korman, Joseph, succ.-est.	Lot: 757	232.20	404.25	636.45
Korman, Harry	Lot: 774	125.88	218.44	344.32
Fortin, Mme-Mrs. J., succ.-est.	Lot: 814	186.33	278.95	465.28
Korman, Joseph, succ.-est.	Lot: 931	180.56	455.12	635.68
Korman, Harry	Lot: 932	363.13	488.16	851.29
Voynaud, Mme-Mrs. M.-A.	Lot: 1134	257.08	487.90	744.98
Bédard, Dr. Gilles	Lot: 1451	66.20	222.34	288.54
Korman, Joseph, succ.-est.	Lot: 1638	2.08	3.57	5.65
McClemens, John E.	Lot: 1761	257.28	452.72	710.00
Breukels, Nick	Lot: 2072	152.58	205.86	358.44
Northern Timber & Cratings Products Ltd.	Lot: Block 51B	7.74	65.29	73.03
J. P. Boisvert Inc.	Lot: 19A6 RIXN	33.22	127.14	160.36
Charest, Patrick	Lot: 16A RIXN	18.78	132.85	151.63
Chartier, Ernest	Lot: 16A7 RIXN	28.78	127.76	156.54
Cloutier, Lucien	Lot: 15A3 RXN	9.41	73.29	82.70
Brillon, J. Ronald	Lot: 15A1 RXN	19.19	110.39	129.58
Lunesau, Conrad	Lot: 16A16 RXN	14.82	246.13	260.95
Raby, Maurice	Lot: 16A3 RXN	17.42	59.12	76.54
Monette, Georges	Lot: 17A4 RXN	23.86	94.85	118.71
Jagielski, Antoni	Lot: 19BC3 RIXN	31.07	219.42	250.49
Legault, Urbald	Lot: 20 RIXN	12.70	87.69	100.39
Legault, Edmond	Lot: 20A RIXN	12.50	130.38	142.88

Donné à Noranda, ce 15e jour de mai, 1965.

Le Secrétaire-trésorier,  
C.-E. COMEAU.

10886-21-2-o

Given at Noranda, this 15th day of May, 1965.

C.-E. COMEAU,  
Secretary-Treasurer.

10886-21-2-o

**Ville de Rivière-du-Moulin**

**Town of Rivière-du-Moulin**

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Rivière-du-Moulin, que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal, à l'Hôtel-de-Ville de la susdite municipalité, 5 avenue Langevin, LUNDI, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts plus les frais encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Rivière-du-Moulin, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the deliberations hall of the municipality council in the Town Hall, of the above mentioned municipality, 5 Langevin Avenue, on MONDAY, the FOURTEENTH day of JUNE 1965 at TEN o'clock in the forenoon, for non payment of municipal and school taxes and interest plus the costs incurred, unless said taxes, interest and cost are paid before the sale.

Nom des propriétaires Owners' name	Nos de cadastre Cadastral Nos	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêt Interest	Total
Succ.-est. Bouchard Henri, a/s-c/o M. Gérard Coté, 1024 N.-D. Chic.	P-19A-2-9, R. 2 n.e. (78 Langevin, Riv.-du-Moulin)	\$ 444.00	\$ 304.05	\$ 38.52	\$ 786.57
Lapointe, Arthur, 142 Bienville, Chic.-Nord-North	21A-216, R. 2 n.e. (Riv.-du-Moulin)	6.45	14.84	8.20	29.49
Maurice Savard, 59 Langevin, Riv.-du-Moulin	P19-P-2-10, R. 2 n.e.	273.79	42.59	4.90	321.28

Copie conforme  
Donné à Rivière-du-Moulin, ce 11e jour de mai 1965.

10877-21-2-o

*Le Secrétaire-Trésorier,*  
MARTIAL TREMBLAY.

Certified copy  
Given at Rivière-du-Moulin, this 11th day of May 1965.

10877-21-2

MARTIAL TREMBLAY,  
*Secretary-Treasurer.*

**INDEX No 21**

**ARRÊTÉS en conseil**

**ORDERS in Council**

855 — Remise de la taxe sur la gazoline aux entrepreneurs à forfait du ministère de l'agriculture et de la colonisation pour l'amélioration des fermes	2981
855 — Remission of the gasoline tax to fixed price contractors for the Department of Agriculture and Colonisation for the improvement of Farms	2981
963 — Réserve de pêche de la Rivière Moisie	2982
963 — Fish reserve of Rivière Moisie	2982
980 — Exécution de la Loi du changement de nom et le tarif d'honoraires	2981
980 — Carrying out of the Change of Name Act and the tariff of fees	2981
991-A — Imprimerie, Québec	2975
991-A — Printing, Quebec	2975
992-A — Barbiers, coiffeurs pour hommes et dames, Terrebonne	2976
992-A — Barbers and hairdressers, Terrebonne	2976
992-B — Boîte de carton, Montréal	2979
992-B — Paper box, Montreal	2979
992-C — Boîte de carton, Québec	2979
992-C — Paper box, Quebec	2979
992-D — Construction, Saguenay	2980
2374 — Bureau de censure du cinéma	2980
2374 — Board of Cinema Censors	2980

**ASSOCIATIONS Coopératives**

**COOPERATIVE Associations**

Association coopérative de Périgny (Form.)	2984
Chantier coopératif de Lac St-Paul, association coopérative (Form.)	2983

**AVIS**

**NOTICES**

Chevaliers de Colomb de Cité de Laflèche (Conseil 3809 Mackayville)	2984
Chevaliers de Colomb du Cap de la Madeleine (Conseil 2669 Notre-Dame du Cap)	2984
Corporation des ingénieurs forestiers de la province de Québec (Erratum)	2985
Corporation of Forest Engineers of the Province of Quebec (Erratum)	2985
Knights of Columbus of City of Laflèche (Council 3809 Mackayville)	2984
Knights of Columbus of Cap de la Madeleine (Council 2669 Notre-Dame du Cap)	2984
Kremmel, Carl Heintz Aron Kremmel (Requête - Petition)	2985
Niesluchowski, Constant Anthony Joseph, et al (Requête - Petition)	2985
Niesluchowski, Theodore John, et al (Requête - Petition)	2985
Quebec-Ouest-West (Tirage d'obligations - Drawing of bonds)	2985
St-Joseph, village (Requête - Petition)	2984

<b>CAISSES d'épargne et de crédit</b>	<b>SAVINGS and credit unions</b>		
Caisse d'Économie des employés de l'Hôpital Hôtel-Dieu de St-Jérôme (Form.)	2986	Silhouette (1964) Ltd. (Dir.)	2993
Caisse Populaire de Dalhousie Station (La) (Form.)	2987	Two Roses Investment Corporation (Dir.)	2992
Caisse Populaire de Pointe Bleue (Form.)	2987	<b>Lettres patentes</b>	<b>Letters Patent</b>
Caisse Populaire de Vaudreuil (La) (Ext. terr.)	2987	A. B. C. Printers & Stationers Inc.	2924
<b>COMPAGNIES</b>	<b>COMPANIES</b>	Abelsky (Noik) Ltd.	2924
<b>Avis relatifs à la loi des</b>	<b>Notice relative to the Act of</b>	Acco inc.	2925
<b>Autorisée à faire des affaires</b>	<b>Licensed to do Business</b>	Agence de pneus St-Félicien ltée.	2925
Trans-Canada Rent-A-Trailer (1964) Limited	2987	Alpha Fur Company Ltd.	2925
<b>Chartes — Abandon de</b>	<b>Charters — Surrender of</b>	Anjou Shopping Plaza Ltd.	2926
Clinique de la Montagne Inc.	2988	Associated Office Administrators of Quebec	2926
Corporation Internationale de Développement de Montréal (La)	2988	Association Radio Castor inc.	2927
Ludorana Inc.	2988	Atlic Administration Ltd.	2927
Montreal International Development Corporation	2988	Atlic Administration ltée.	2927
Mountain Clinic Inc.	2988	B. H. O. Zenith Service Station Ltd.	2927
Scottish Schools Club of Montreal Incorporated (The)	2988	B S Holding Inc.	2928
<b>Dissoutes</b>	<b>Dissolved</b>	Beaugrand Champagne & cie limitée	2928
Boily (J. Edmond) limitée	2989	Bélisle auto limitée	2928
Centrale de Thetford limitée (La)	2989	Bertaul construction inc.	2928
Circuits Mondiaux inc.	2991	Boivert (E.) construction limitée	2929
Don-O-Lite Manufacturing Inc.	2989	Centre d'achat Anjou ltée	2926
Elanus Corporation Limited	2990	Centre du tapis Beaubien inc.	2929
St. Philippe Land Development Co. Inc.	2990	Centre médical d'Alma ltée (Le)	2929
Sauvé Boulevard Realty Company	2991	Chabot & fils limitée	2930
Snowshoe Gold Mines, Limited	2990	Champagne (Clément) inc.	2930
Thériault (L. P.) Construction Limited	2990	Charette (C. A.) inc.	2930
Thériault (L. P.) construction limitée	2990	Club autos sport La Licorne inc.	2931
World Circuits Inc.	2991	Club nautique Jacques Cartier de Gaspé inc.	2931
<b>Divers</b>	<b>Miscellaneous</b>	Club Vente Publicité de Québec inc.	2932
Association de la construction de Montréal (Règl.)	2991	Comexfor Ltd.	2932
Association des Oeuvres de Jésus Nazareen inc. (Dir.)	2993	Comexfor ltée.	2932
Association des Oeuvres de Jésus Nazareen inc. (Règl.-By-laws)	2992	Consolidated Shirt Co. Ltd.	2932
Association des loisirs de Port Cartier (L') (Règl.)	2994	Construction Laplante ltée	2933
Bottin d'affaire-assurances du Québec inc. (Dir.)	2992	Continental Store (Lac Mégantic) Ltd.	2933
Club de tennis des Élans de Thetford Mines inc. (Le) (Dir. Règl.-By-laws)	2993	Continental Store (Rivière-du-Loup) Ltd.	2933
Fonds de Placements Miniers du Québec inc. (Dir.)	2992	Cotolana Co. Ltd.	2933
Greenshields Incorporated (Dir.)	2993	Coulonge Lumber Co. Ltd.	2933
Montreal Construction Association	2991	Développements St-Hyacinthe inc. (Les)	2934
Neil-San Furs Inc. (Dir.)	2992	Didaco inc.	2934
Placements Ste-Rose Investment inc. (Les) (Dir.)	2993	Distribution interprovinciale du livre ltée	2935
Port Cartier Recreation Association (By-laws)	2994	Dix Talents inc. (Les)	2935
Profilages spécialisés inc. (Dir.)	2992	Dolma construction ltée	2935
Quebec Insurance Business Directory Inc. (Dir.)	2992	Domaine lac Argente inc.	2936
Quebec Mining Investment Fund Inc. (Dir.)	2992	Dreamtex Corporation	2936
Secrétariat des syndicats nationaux de Thetford Mines, inc. (Règl.-By-laws)	2992	Dubé (Albert) inc.	2936
Service des Loisirs Ste-Françoise-Romaine (Règl.-By-laws)	2993	Duval Avrith Corporation	2937
		Eaton Canyon Club Ltd.	2937
		École de conduite Saguenay inc.	2937
		Economic Surplus Inc. (The)	2971
		Édifice Clairvue inc.	2938
		Édifices Montfort ltée	2938
		Elbay construction inc.	2939
		Sigo Ellner Inc.	2939
		Étienne Emond Inc.	2939
		Entreprise Duberger inc. (Les)	2940
		Entreprises Ménard & Navarro ltée (Les)	2940
		Faco Plastic Inc.	2940
		Farkas & Farkas Ltd.	2941
		Ferronniers Haute-Rive inc. (Les)	2941
		Flame Steak House Inc.	2943
		Forbec Development Ltd.	2944
		Forbec développement ltée	2944
		Foyer Bourbonnais incorporée	2944
		Foyer Notre-Dame de Laprairie inc.	2944
		Gagnon (Léon) inc.	2945
		Gagnon automobile (Magog) limitée	2945
		Gagnon (Maurice) nouveauté limitée	2941
		Gauthier & fils ltée	2942
		Glickman Dress (Mtl) Corp.	2942
		Guimont Lumber, Inc.	2942
		Habitations Caprice inc. (Les)	2943
		Hamoniaux & Bélanger inc.	2943
		Hôtel Papineau inc.	2945

<b>Lettres patentes</b> (suite)	<b>Letters Patent</b> (continued)
Immeubles Champagna inc. (Les).....	2946
Immeubles Jean Talon ltée (Les).....	2946
Immocan ltée.....	2946
Irving Eklove Realty Corp.....	2947
J. M. L. construction inc.....	2947
J. P. Industries Ltd.....	2948
Jacques auto service inc.....	2948
Jardins St-Théodore ltée.....	2948
Jeune Chambre de Gatineau inc. (La)...	2949
Kildare Holdings Inc.....	2949
Kingsway Park Golf and Country Club.....	2949
Laforest Enterprises & Vending Inc.....	2950
La-Mai vallée inc.....	2950
Lamda inc.....	2950
Laroche (Jos) Transport Inc.....	2951
LaSalle Oil Carriers Inc.....	2951
Le Fort Investments Inc.....	2963
Ligue des propriétaires Hilden-Valley inc. (La).....	2952
Location Raymond Côté automobiles inc.....	2952
Lortie (P. E.) & fils incorporée.....	2952
Magasin Continental (Lac Mégantic) ltée.....	2953
Magasin Continental (Rivière-du-Loup) ltée.....	2953
Maison mobile Rive Sud inc.....	2970
Maisonneuve Mines Inc.....	2953
Marché Central de St. Eustache ltée.....	2954
Marché Vaillant inc.....	2954
Marjean inc.....	2955
Martin's Super Market Inc.....	2955
Mentiation Society of Montreal "The Sacred Rock".....	2955
Mercier Investments Inc.....	2956
Metropole Automatic Retail Co. Ltd.....	2956
Metropolitan Cleaners Inc.....	2956
Mobilier de France inc. (Au).....	2957
Model'A Ltd.....	2957
Model'A ltée.....	2957
Montreal Mould Makers Limited.....	2957
Nadeau (Guy) construction ltée.....	2958
National Supermarket Co. Ltd.....	2958
New Marie Chinese Food Restaurant Inc.....	2958
Northern Maintenance and Services Inc.....	2959
Nuway Carpet Cleaning Ltd.....	2959
O Mon Soleil (O Sole Mio) pizzeria res- taurant inc.....	2960
O'Neil (J. E.) Electric Inc.....	2960
Ordre de bienfaisance Jean Talon.....	2960
P. A. Supermarket Co. Ltd.....	2961
Participex inc.....	2961
Pataki (L. A.) Ltd.....	2961
Péché Mignon inc. (Au).....	2962
Pépinière Florales ltée.....	2962
Placements B S inc. (Les).....	2962
Placements Le Fort inc. (Les).....	2963
Placements Mercier inc. (Les).....	2956
Placements Thérèse inc. (Les).....	2963
Planotopo inc.....	2963
Port Royal Paving Inc.....	2964
Progressive Design Inc.....	2964
Projets Bellevue ltée (Les).....	2964
Promotions Commerciales M. F. inc. (Les).....	2965
Propriétés du Mont Chesham ltée (Les).....	2965
Regina Plumbing Limited.....	2966
Renova inc.....	2966
Restaurant Au Carcan inc. (Le).....	2966
Restaurant Le Campagnard inc.....	2967
Roy (J. C.) inc.....	2967
St-Jacques et Watkins inc.....	2967
St. Laurent Curling Club Ltd.....	2968
Salon Louise et Rachel inc.....	2968

Silo-Québec inc.....	2968
Société de fabrication et de montage Degrémont inc. (La).....	2969
Société générale d'éclairage du Québec ltée.....	2969
Sodac ltée.....	2969
Southshore Mobile Home Inc.....	2970
Southern Ready Mix Ltd.....	2970
Stegar Inc.....	2970
Superior Carpet Co.....	2971
Surplus Economiques inc. (Les).....	2971
Taverne Lacasse inc.....	2971
Two-Way Acceptance Corporation.....	2972
Vailbert inc.....	2972
Vercoeur Development Inc.....	2972
Victoria Factors Inc.....	2973
Waletha Management Corporation.....	2973
Zafira du Canada inc.....	2974
245 Victoria Corporation.....	2974

**Lettres patentes**  **Supplementary**  
**supplémentaires**  **Letters Patent**

Area Mines Limited.....	2974
Quebec Natural Gas Corporation, in French Corporation de gaz naturel du Québec.....	2975

**Sièges sociaux** **Head Offices**

Alfar Inc.....	2994
B. & D. Jewellers Inc.....	2994
Beaudet (François) Inc.....	3005
Berkshire Realties Ltd.....	2994
Butimuls Quebec Limited.....	3002
Bitumuls Quebec Limitée.....	3002
Cap Bonheur Ltée.....	2995
Cartier Parking Inc.....	2995
Corsair Investments Ltd.....	2995
Côte de Liesse Leaseholds Ltd.....	3002
Danish Construction Ltd.....	2994
Douglas Leaseholds (Quebec) Ltd.....	2995
Elgo Frame & Furniture Ltd.....	3002
Essex Fuels Ltd.....	2995
Fashion Cottons Ltd.....	3002
Gole Investment Corp.....	2996
Hôtel La Picardie Ltée.....	2996
Immeubles B.G.B. Ltée (Les).....	2996
Irberday Corporation.....	2996
Lanthier et Frères Limitée.....	3003
Louisbourg Construction Ltd.....	3004
M. & G. Holdings Ltd.....	2997
Mangate Inc.....	2997
Marina Tracy Inc.....	2997
Mark-It Devices (1962) Inc.....	2997
Metal Products Development Co. Ltd.....	2997
Metropolitan Leasebacks Ltd.....	3003
Old Hickory Barbecue Machines Ltd.....	2998
Parkway Leasing Ltd.....	2998
Perdex Inc.....	2998
Quad Development Ltd.....	3006
Racine Auto Ltée.....	2998
Residential Realties Inc.....	2999
Riverside Wholesale.....	2999
Royalmount Leaseholds Ltd.....	2999
St. Lawrence Columbian and Metals Corporation.....	2999
Ste-Thérèse Holdings Ltd.....	2999
Sanders Realties Ltd.....	3000
Schreiber (Nathan) Corp.....	3000
Sheffield Holdings Ltd.....	3000
Sherdex Inc.....	3000
Stanhar Holdings Inc.....	3003
Sussman (H. B.) Associates (Quebec) Ltd.....	3001
Sussex Realties Ltd.....	3003
Trafalgar Investments Ltd.....	3004
Triangle Leaseholds Ltd.....	3004
Uniform Bazaar Limited.....	3001

<b>Sièges sociaux</b>	<b>Head Offices</b>	Chicoutimi, ville - town	3021
(suite)	(continued)	Christie, canton - township	3021
Uniformes Quebécoise Inc. (Les)	3001	Lauzon, village (Quartier Fréchette)	3021
Valta Refrigeration Inc.	3004	<i>révisé</i>	3021
Varennés Holdings Corporation	3001	Lauzon, village (Fréchette Ward) <i>révisé</i>	3021
Viscount Investments Ltd.	3004	Louiseville, ville	3021
Volume Sales Inc.	3002	Montréal, cité, Quartier St-Jacques	3021
<b>DEMANDES</b>	<b>APPLICATIONS</b>	Montreal, city St-James Ward	3021
à la Législature	to Legislature	Pointe-aux-Trembles, par.	3022
Association des commissions scolaires catholiques du diocèse de Montréal	3005	St-Ambroise de la Jeune Lorette, par.	3022
Catholic school commissions association of the diocese of Montreal	3005	St-Nicolas, par.	3022
Lachine, c.s. - s.c.	3005	<b>Travail</b>	<b>Labour</b>
<b>EXAMEN</b>	<b>EXAMINATION</b>	<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>
du Barreau	Bar	Automobile, Joliette (Appr.)	3025
Laurentides, pratique practice	3007	Automobile, Joliette (Prél.-Levy)	3031
<b>Liquidation, avis de</b>	<b>Winding up Notice</b>	Coiffeurs pour dames, Montréal (Appr.)	3025
Coopérative de télévision de Cap des Rosiers	3007	Construction, Montréal (Mod.-Amend.)	3023
Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Denis de la Boutellerie	3006	Construction, Saguenay (Prél.-Levy)	3027
<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTAL</b>	Employés de garage, Montréal (Mod.)	3023
<b>Affaires culturelles</b>	<b>Cultural Affairs</b>	Fourrure, gros, Montréal (Mod.)	3022
Règlements des concours artistiques	3007	Fur, wholesale, Montreal (Amend.)	3022
Regulations of the Quebec Artistic Competitions	3007	Garage employees, Montreal (Amend.)	3023
<b>Affaires municipales</b>	<b>Municipal Affairs</b>	Horlogerie, Montréal (Appr.)	3024
Bélar, ville - town (L. P.)	3011	Horlogerie, Montréal (Prél.)	3030
Dolbeau, ville - town (L. P.)	3014	Imprimerie, Montréal (Mod.)	3024
Montmagny, ville - town (L. P.)	3015	Imprimerie, Montréal (Mod.)	3026
Plessisville, ville - town (L. P.)	3016	Ladies' hairdressers, Montreal (Appr.)	3025
Princeville, ville - town (Règl.-By-laws 228)	3010	Photographers, Eastern Townships (Levy)	3028
Saint-Nazaire de Dorchester, par. (Publ.)	3010	Photographes, Cantons de l'Est (Prél.)	3028
Saint-René-de-Matane, par. (Publ.)	3010	Printing, Montreal (Amend.)	3024
<b>Éducation</b>	<b>Education</b>	Printing, Montreal (Amend.)	3026
By-law No. I	3017	Watchmakers, Montreal (Appr.)	3024
Bas de la Grande-Côte-de-Ste-Rose (Dem. - Appl.)	3018	Watchmakers, Montreal (Levy)	3030
New-Liverpool (Dem. - Appl.)	3018	<b>RÉGIE</b>	<b>QUEBEC</b>
Règlement No I	3017	des marchés agricoles	<i>Agricultural</i>
Richelieu Valley Prot. (Acc. - Grant.)	3018	du Québec	<i>Marketing Board</i>
Rimouski-Est - East (Dem. - Appl.)	3018	Ord. 63-Sp-I-A	3033
St-Dominique par. (Dem. - Appl.)	3018	<b>SOUSSIONS</b>	<b>TENDERS</b>
Templeton-Est - East (Dem. - Appl.)	3018	Chambly, c.s.r.r.s.b.	3038
<b>Finances</b>	<b>Finance</b>	La Sarre, ville - town	3037
<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>	Laval-Ouest - West, cité - city	3033
Continental Life Insurance Company (The)	3019	St-Léonard, cité - city	3035
Continentale (La), Compagnie d'Assurance-Vie	3019	St-Thérèse, cité - city	3036
<b>Industrie et Commerce</b>	<b>Industry and Commerce</b>	<b>SYNDICATS</b>	<b>SYNDICATES</b>
Avis de pêche aux coques	3019	Professionnels	<i>Professional</i>
Shell fishing notice	3019	Association des employés des bâtiments d'acier préfabriqués (Const.)	3039
<b>Richesses naturelles</b>	<b>Natural Resources</b>	Association des enseignants de Le Royer (Nom - Name ch.)	3040
Révocation de concession minière	3020	Association des entrepreneurs-peintres et décorateurs du Québec (L') (Const.)	3040
Revocation of mining concession	3020	Association des professeurs catholiques de Québec (Nom - Name ch.)	3039
<b>Terres et Forêts</b>	<b>Land and Forests</b>	Conseil central des syndicats nationaux de Sherbrooke inc. (Nom - Name ch.)	3040
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>	Fédération des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac St-Jean (La) (Const.-Inc.)	3041
Bougainville, canton - township	3020	Fraternité des détaillants d'essence de l'Île Jésus (Const.-Inc.)	3040
Bougainville, canton - township	3020	Pre-Engineered Steel Buildings Employees Association (Inc.)	3039
Cap-des-Rosiers, canton - township	3020	Quebec Association of Painters and Decorators Contractors (The) (Inc.)	3040
<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>	<b>Effets non-réclamés</b>	<b>Unclaimed Goods</b>
Canadian National Railway Company	3041	Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada	3041

<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>	<b>Montréal</b>	<b>Montreal</b>
<b>SHÉRIFS</b>	<b>SHERIFFS</b>	Chait, Aronovitch <i>et al</i> vs Kwegansky <i>et al</i> .....	3048
<b>Arthabaska</b>	<b>Arthabaska</b>	Niagara Mortgage and Loan Company Limited vs L'Italien.....	3047
Pellerin vs Dupuis <i>et al</i> .....	3041	Rocwall of Quebec Ltd. vs Voque Con- struction Ltd.....	3049
<b>Bedford</b>	<b>Bedford</b>		
Bergeron vs Lapointe.....	3041		
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Paquet.....	3043	<b>Québec</b>	<b>Quebec</b>
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Paquet.....	3043	Banque Provinciale du Canada (La) vs Mollerfors.....	3050
<b>Bonaventure</b>	<b>Bonaventure</b>	Dion vs Careau.....	3049
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Roy <i>et al</i> .....	3044	Letarte vs Asselin <i>et al</i> .....	3050
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Roy <i>et al</i> .....	3044	Provincial Bank of Canada (The) vs Mollerfors.....	3050
<b>Gaspé</b>	<b>Gaspé</b>	<b>Richelieu</b>	<b>Richelieu</b>
Roy vs Lantin.....	3044	Aucoin vs Dontigny.....	3051
<b>Hauterive</b>	<b>Hauterive</b>	<b>Roberval</b>	<b>Roberval</b>
Municipal Mortgage Corp. vs Fournier	3045	Royal Trust Company (The) vs Gagnon.	3051
<b>Hull</b>	<b>Hull</b>	<b>Saint-François</b>	<b>Saint Francis</b>
Bernier vs Bernier.....	3045	Income Tax Act (The) vs Bérubé.....	3052
Clément <i>et al</i> vs Williams.....	3045	Loi de l'Impôt sur le Revenu (La) vs Bérubé.....	3052
<b>Iberville</b>	<b>Iberville</b>	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Lavertu.....	3052
Caron vs Poissant.....	3046	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Lavertu.....	3052
<b>Kamouraska</b>	<b>Kamouraska</b>	<b>Terrebonne</b>	<b>Terrebonne</b>
Garant vs Beaulieu.....	3046	Bourget vs Lavictoire.....	3053
<b>Montmagny</b>	<b>Montmagny</b>	<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
Thériault vs Bernier.....	3047	Noranda, cité - city.....	3054
		Rivière-du-Moulin, ville - town.....	3055

